

BRUXELLES-CAPITALE

---

**ASSEMBLEE REUNIE  
DE LA COMMISSION  
COMMUNAUTAIRE  
COMMUNE**

---

SESSION ORDINAIRE 2010-2011

4 MAI 2011

---

**Débat sur le rapport bruxellois  
sur l'état de la pauvreté 2010**

**Propositions de recommandations**

---

**RAPPORT**

fait au nom de la commission  
des Affaires sociales

par MM. Pierre MIGISHA (F),  
René COPPENS (N) et  
Mme Anne-Charlotte d'URSEL (F)

---

---

Ont participé aux travaux de la commission :

*Membres effectifs* : Mmes Anne-Charlotte d'Ursel, Gisèle Mandaila, Fatoumata Sidibe, Viviane Teitelbaum, Nadia El Yousfi, M. Alain Hutchinson, Mmes Anne Sylvie Mouzon, Dominique Braeckman, Anne Herscovici, MM. Vincent Lurquin, Pierre Migisha, Joël Riguelle, René Coppens, Mmes Elke Roex, Elke Van den Brandt.

*Membres suppléants* : M. Michel Colson, Mmes Jacqueline Rousseaux, Olivia P'tito, Brigitte De Pauw.

*Autres membres* : MM. Fouad Ahidar, Emmanuel De Bock, Paul De Ridder, Dominiek Lootens-Stael, Mmes Catherine Moureaux, Caroline Persoons.

BRUSSEL-HOOFDSTAD

---

**VERENIGDE VERGADERING  
VAN DE  
GEMEENSCHAPPELIJKE  
GEMEENSCHAPSCOMMISSIE**

---

GEWONE ZITTING 2010-2011

4 MEI 2011

---

**Debat over het Brussels  
armoederapport 2010**

**Voorstellen van aanbevelingen**

---

**VERSLAG**

uitgebracht namens de commissie  
voor de Sociale Zaken

door de heren Pierre MIGISHA (F),  
René COPPENS (N) en  
mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL (F)

---

---

Aan de werkzaamheden van de commissie hebben deelgenomen :

*Vaste leden* : mevr. Anne-Charlotte d'Ursel, mevr. Gisèle Mandaila, mevr. Fatoumata Sidibe, mevr. Viviane Teitelbaum, mevr. Nadia El Yousfi, de heer Alain Hutchinson, mevr. Anne Sylvie Mouzon, mevr. Dominique Braeckman, mevr. Anne Herscovici, de heren Vincent Lurquin, Pierre Migisha, Joël Riguelle, René Coppens, mevr. Elke Roex, mevr. Elke Van den Brandt.

*Plaatsvervangers* : de heer Michel Colson, mevr. Jacqueline Rousseaux, mevr. Olivia P'tito, mevr. Brigitte De Pauw.

*Andere leden* : de heren Fouad Ahidar, Emmanuel De Bock, Paul De Ridder, Dominiek Lootens-Stael, mevr. Catherine Moureaux, mevr. Caroline Persoons.



La commission des Affaires sociales a examiné, lors des séances du 2 mars, 23 mars, 6 avril et 4 mai 2011, les propositions de recommandations se rapportant au rapport bruxellois sur l'état de la pauvreté 2010.

Deux propositions de recommandations ont été déposées (*voir annexes 1 et 2*), l'une rédigée par les partis de la majorité, l'autre par le groupe MR. La présidente propose de laisser leurs auteurs les présenter brièvement et d'ensuite travailler à partir du texte déposé par les partis de la majorité et de l'amender si nécessaire. (*Assentiment*).

## I. Discussion générale

M. Michel Colson présente brièvement la méthodologie suivie par le groupe MR pour rédiger ses propositions de recommandations. Il précise que ces dernières portent sur le troisième cahier des rapports pauvreté 2008 et 2010.

Dans la mesure où la commission n'a pas réussi à s'accorder sur des recommandations portant sur le rapport pauvreté 2008, le MR dépose une série de propositions relatives au cahier thématique « Pauvreté et vieillissement ». Certains points pourront certainement être corrigés ou complétés tandis que d'autres auront des difficultés à recueillir un accord global.

Certains éléments des recommandations sur le thème étudié en 2010, le sans-abrisme, présentent des similitudes avec le texte déposé par la majorité. Cela est logique dans la mesure où le MR a repris des recommandations contenues dans le mémorandum commun de la Conférence des Présidents et Secrétaires et de la Section CPAS de l'Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale <sup>(1)</sup> ainsi que dans le texte déposé (mais abandonné) par un groupe de travail majorité-opposition sur le rapport pauvreté 2008. Ces points font normalement consensus, ce qui devrait permettre à la commission de faire l'économie d'un débat.

Madame Anne Sylvie Mouzon présente à son tour brièvement le texte déposé par les partis de la majorité. Il se compose d'un préambule, où les méthodes préconisées pour lutter contre la pauvreté sont développées, d'un chapitre sur les spécificités bruxelloises, et enfin des recommandations sur une série de thématiques : le logement et le sans-abrisme (le sans-abrisme est la thématique retenue dans le rapport 2010 et cette problématique doit être abordée dans le contexte général du logement), les CPAS qui sont un instrument de lutte fondamentale contre la pauvreté (le texte renvoie aux recommandations exprimées par la Conférence des Présidents et Secrétaires et la Section CPAS de l'Association de la Ville et des Communes de la Région

De commissie voor de Sociale Zaken heeft tijdens de vergaderingen van 2 maart, 23 maart, 6 april en 4 mei 2011 de voorstellen tot aanbeveling onderzocht in het kader van het Brussels armoederapport 2010.

Twee voorstellen van aanbeveling zijn ingediend (*zie bijlagen 1 en 2*), een van de hand van de meerderheidspartijen en een van de MR-fractie. De voorzitter stelt voor ze bondig te laten voorstellen door de opstellers ervan en vervolgens te werken op grond van de tekst van de meerderheidspartijen en die, indien nodig, te amenderen. (*Instemming*).

## I. Algemene bespreking

De heer Michel Colson geeft een bondige voorstelling van de methodologie die de MR-fractie heeft gevolgd om haar voorstellen tot aanbeveling op te stellen. Hij preciseert dat die voorstellen betrekking hebben op het derde deel van de armoederapporten 2008 en 2010.

Aangezien de commissie er niet in geslaagd is het eens te worden over aanbevelingen betreffende het armoederapport 2008, dient de MR een aantal voorstellen in betreffende de thematische publicatie « Armoede en (ver)ouderen ». Sommige punten kunnen zeker worden verbeterd of aangevuld, terwijl er over andere moeilijk overeenstemming zal worden bereikt.

Sommige punten van de aanbevelingen over het in 2010 onderzochte onderwerp, dakloosheid, vertonen gelijkenissen met de tekst die de meerderheid heeft ingediend. Dat is logisch, aangezien de MR aanbevelingen heeft overgenomen uit het gemeenschappelijk memorandum van de Conferentie van Voorzitters en Secretarissen en van de afdeling OCMW van de Vereniging van de Stad en de Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest <sup>(1)</sup>, alsook uit de tekst die een werkgroep van meerderheid en oppositie indiende (en vervolgens weer introk) over het armoederapport 2008. Over die punten bestaat normaal een consensus, wat de commissie een debat zou moeten besparen.

Mevrouw Anne Sylvie Mouzon geeft op haar beurt een bondige voorstelling van de tekst die de meerderheidspartijen hebben ingediend. De tekst bestaat uit een inleiding, waarin de methodes om armoede te bestrijden worden voorgesteld, een hoofdstuk met de bijzondere kenmerken van Brussel, en tot slot aanbevelingen over een aantal onderwerpen : huisvesting en dakloosheid (dakloosheid is de problematiek die gekozen is voor het rapport 2010 en moet worden benaderd in de algemene context van de huisvesting), de OCMW's, een fundamentele tool om de armoede te bestrijden (de tekst verwijst naar de aanbevelingen van de Conferentie van Voorzitters en Secretarissen en van de afdeling OCMW van de Vereniging van de Stad en de Ge-

(1) Voir annexes 4 et 5.

(1) Zie bijlagen 4 en 5.

de Bruxelles-Capitale et relève certains points jugés particulièrement importants).

La députée attire l'attention des commissaires sur le fait que la recommandation concernant l'augmentation du fonds social de l'eau Hydrobru doit être supprimée car ce point vient de faire l'objet d'un accord politique.

Les recommandations formulées portent également sur la problématique de la santé, avec un point particulier sur la santé mentale qui est à la fois facteur et symptôme de la pauvreté, la formation et l'éducation, l'emploi et enfin la problématique du surendettement.

L'oratrice ajoute que chaque groupe de la majorité est libre d'exprimer des nuances par rapport à ce texte lors du débat qui aura lieu. Elle pense néanmoins que l'essentiel était de trouver un accord au sein de la majorité. Il est évident que ces recommandations sont à lire au regard de l'accord de gouvernement dont certaines phrases sont d'ailleurs reprises dans les recommandations. Cela ne signifie toutefois pas que les points de l'accord de gouvernement qui ne sont pas repris tels quels dans ce texte sont jetés aux orties.

Mme Anne Herscovici se réjouit au nom du groupe Ecolo du texte déposé par la majorité. Elle souligne en particulier dans le préambule l'appel à la construction d'un modèle de société réellement inclusive et égalitaire. Cette invitation, si elle se transforme en décision concrète, est de nature à rencontrer la demande d'action exprimée par M. Colson.

Un rapide coup d'œil sur les recommandations proposées par le groupe MR montre un certain nombre de convergences avec le texte de la majorité. A priori, il lui semble donc possible de dégager sans trop de difficultés des recommandations faisant le consensus.

M. Pierre Migisha espère que ces recommandations permettront au Collège réuni et au gouvernement de donner des orientations réalistes et réalisables aux politiques, en fonction des moyens disponibles. Il se réjouit également de l'efficacité du travail réalisé au sein de la majorité.

Comme Mme Herscovici, il constate qu'une grande partie des propositions du groupe MR sont relativement comparables à celles déposées par les partis de la majorité.

Le député précise que les recommandations de la commission dépendent des moyens et aussi de la volonté des différents acteurs de collaborer de manière harmonieuse. La transversalité des politiques est ainsi particulièrement importante en matière de lutte contre la pauvreté. Sans cette coordination, une série de politiques menées seront inefficaces.

meenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en met name naar sommige bijzonder belangrijk geachte punten).

De volksvertegenwoordigster vestigt de aandacht van de commissieleden op het feit dat de aanbeveling betreffende de verhoging van de middelen van het sociaal fonds voor het water, Hydrobru, moet worden geschrapt, omdat daarover een politiek akkoord bereikt is.

De aanbevelingen hebben eveneens betrekking op de problematiek van de gezondheid, meer in het bijzonder de mentale gezondheid, die tegelijk een factor en een symptoom van armoede is, opleiding en opvoeding, werkgelegenheid en tot slot de overmatige schuldenlast.

De spreekster voegt daaraan toe dat het elke meerderheidsfractie vrij staat nuances aan te brengen in de tekst tijdens het komende debat. Volgens haar was het echter essentieel tot een akkoord te komen binnen de meerderheid. Het ligt voor de hand dat de aanbevelingen moeten worden gelezen in het licht van het regeerakkoord, waarvan sommige zinnen trouwens zijn overgenomen in de aanbevelingen. Dat betekent evenwel niet dat de punten van het regeerakkoord die niet als dusdanig zijn opgenomen in de tekst terzijde worden geschoven.

Mevrouw Anne Herscovici is namens de Ecolo-fractie ingenomen met de tekst van de meerderheid. In het bijzonder benadrukt ze in de inleiding de oproep tot het uitbouwen van een echt inclusief en egalitair maatschappijmodel. Als die oproep wordt omgezet in een concrete beslissing, kan zij tegemoetkomen aan de vraag om actie van de heer Colson.

Een snelle blik op de door de MR voorgestelde aanbevelingen brengen een aantal convergenties met de tekst van de meerderheid aan het licht. Ze vindt het dus a priori mogelijk om zonder al te veel problemen tot aanbevelingen te komen waarover een consensus bestaat.

De heer Pierre Migisha hoopt dat het Verenigd College en de regering, dankzij de aanbevelingen, realistische en haalbare beleidskeuzen zullen kunnen maken, rekening houdend met de beschikbare middelen. Ook hij is ingenomen met het efficiënte werk dat binnen de meerderheid werd geleverd.

Zoals mevrouw Herscovici, stelt hij vast dat een groot deel van de voorstellen van de MR-fractie vergelijkbaar is met die welke de partijen van de meerderheid hebben ingediend.

De volksvertegenwoordiger preciseert dat de aanbevelingen van de commissie afhangen van de middelen en ook van de bereidheid van de verschillende actoren om harmonieus samen te werken. Het transversale karakter van het beleid is zeer belangrijk in de strijd tegen de armoede. Zonder die coördinatie zullen een aantal beleidsmaatregelen niet efficiënt zijn.

M. René Coppens remercie Mme Mouzon pour son exposé et pour le travail qu'elle a consacré à la rédaction de ce texte. Il félicite également ses autres collègues de la majorité qui ont pris part à l'établissement de ces recommandations.

Il souhaite en particulier souligner trois points très importants pour le groupe Open Vld :

- l'aspect enseignement et formation;
- la prévention et la lutte contre le surendettement;
- le parcours d'intégration des primo-arrivants.

Il remercie également M. Colson pour l'effort louable qu'il a consenti afin d'apporter à son tour, depuis l'opposition, une contribution intéressante.

Mme Elke Van den Brandt se retrouve dans la teneur du texte de la majorité. Elle tient également à remercier les membres de la commission pour le travail constructif qu'ils consentent cette année et pour les propositions concrètes qu'ils présentent. Elle espère que la commission sera à même de produire des recommandations comme le prescrit l'ordonnance.

## II. Examen des propositions de recommandations

### *Préambule*

Mme Anne-Charlotte d'Ursel présente et justifie l'amendement n° 1.

Mme Anne Sylvie Mouzon propose plutôt d'insérer la phrase proposée par le MR après la 1<sup>ère</sup> phrase de l'alinéa 1<sup>er</sup> du préambule.

L'alinéa 1<sup>er</sup> du préambule débutant alors comme suit : « Une politique de lutte contre la pauvreté efficace ne peut évidemment se limiter à panser les plaies d'une société qui exclut et marginalise toujours plus. Elle doit, avant toute autre chose, être axée sur la prévention. ».

Mmes Anne Sylvie Mouzon, Anne Herscovici, MM. Pierre Migisha, René Coppens, Mmes Brigitte De Pauw et Elke Van den Brandt déposent un amendement oral en ce sens.

M. Michel Colson précise le sens de l'amendement déposé par le MR. Peut-on affirmer, comme le font les partis de la majorité, que la société actuelle « exclut et marginalise toujours plus » ?

De heer René Coppens bedankt mevrouw Mouzon voor haar uiteenzetting en voor het werk dat ze in het opstellen van deze tekst gestoken heeft. Hij feliciteert ook zijn andere collega's van de meerderheid die bij de totstandkoming van deze aanbevelingen betrokken waren.

Hij wil in het bijzonder drie punten benadrukken die voor de Open Vld-fractie heel belangrijk zijn :

- het aspect onderwijs en vorming;
- de preventie van en de strijd tegen overmatige schuldenlast;
- het inburgeringstraject voor nieuwkomers.

Hij bedankt ook de heer Colson voor zijn verdienstelijke inspanning om op zijn beurt, vanuit de oppositie, een interessante bijdrage te leveren.

Mevrouw Elke Van den Brandt vindt zich terug in de inhoud van de tekst van de meerderheid. Zij wil ook de commissieleden bedanken om dit jaar op een constructieve manier te werken en om reële voorstellen voor te leggen. Zij hoopt dat de commissie naar buiten zal kunnen treden met aanbevelingen zoals vereist in de ordonnantie.

## II. Onderzoek van de voorstellen van aanbevelingen

### *Inleiding*

Mevrouw Anne-Charlotte d'Ursel dient amendement nr. 1 in en verantwoordt het.

Mevrouw Anne Sylvie Mouzon stelt voor eerder de door de MR voorgestelde zin in te voegen na de eerste zin van de eerste alinea van de inleiding.

De eerste alinea van de inleiding begint dus als volgt : « Een efficiënt beleid voor armoedebestrijding kan natuurlijk niet worden beperkt tot het verzorgen van de wonden van een samenleving die almaar meer mensen uitsluit en marginaliseert. Het moet in de eerste plaats gericht zijn op preventie. ».

Mevrouw Anne Sylvie Mouzon, mevrouw Anne Herscovici, de heren Pierre Migisha en René Coppens, mevrouw Brigitte De Pauw en mevrouw Elke Van den Brandt dienen daartoe een mondeling amendement in.

De heer Michel Colson preciseert de betekenis van het amendement dat de MR heeft ingediend. Kan men, zoals de meerderheidspartijen doen, stellen dat de huidige maatschappij « almaar meer mensen uitsluit en marginaliseert » ?

Mme Anne Sylvie Mouzon affirme que la société actuelle exclut et marginalise toujours plus. Dans le cas contraire, il faudrait revoir les statistiques disponibles ou lui expliquer pourquoi la proportion de personnes bénéficiaires de l'aide sociale dans les CPAS ne cesse d'augmenter.

Selon M. Vincent Lurquin, il serait préférable de parler d'une « politique efficace de lutte contre la pauvreté » plutôt que d'une « politique de lutte contre la pauvreté efficace ». Il propose d'intégrer cette modification au titre de correction technique. (*Assentiment.*)

#### Votes

L'amendement n° 1 est rejeté par 10 voix contre 5.

L'amendement oral de Mme Mouzon et consorts est adopté par 10 voix et 5 abstentions.

Le préambule, tel qu'amendé et corrigé techniquement, est adopté par 10 voix et 5 abstentions.

#### *Spécificités bruxelloises*

Mme Anne-Charlotte d'Ursel présente et justifie l'amendement n° 2.

Mme Anne Sylvie Mouzon indique que les partis de la majorité soutiennent cet amendement.

M. Pierre Migisha estime que cet amendement est particulièrement intéressant dans la mesure où il insiste sur la notion de bien-être des personnes âgées.

#### Votes

L'amendement n° 2 est adopté à l'unanimité des 15 membres présents.

Le titre « Spécificités bruxelloises », tel qu'amendé, est adopté à l'unanimité des 15 membres présents.

#### *Recommandations 1 et 2*

Ces recommandations ne suscitent aucun commentaire.

#### Votes

Les recommandations 1 et 2 sont adoptées à l'unanimité des 15 membres présents.

Mevrouw Anne Sylvie Mouzon bevestigt dat de huidige maatschappij steeds meer uitsluit en marginaliseert. Als dat niet zo is, moeten de beschikbare statistieken worden herzien of moet men haar uitleggen waarom het aantal personen die sociale bijstand van de OCMW's genieten alsmaar toeneemt.

Volgens de heer Vincent Lurquin zou het beter zijn in de Franse tekst te spreken over een « politique efficace de lutte contre la pauvreté » dan over een « politique de lutte contre la pauvreté efficace ». Hij stelt voor die wijziging op te nemen als technische verbetering. (*Goedkeuring.*)

#### Stemmingen

Amendement nr. 1 wordt verworpen met 10 stemmen tegen 5.

Het mondeling amendement van mevrouw Mouzon c.s. wordt aangenomen met 10 stemmen bij 5 onthoudingen.

De inleiding, aldus geamendeerd en technisch gecorrigeerd, wordt aangenomen met 10 stemmen bij 5 onthoudingen.

#### *Specifieke Brusselse kenmerken*

Mevrouw Anne-Charlotte d'Ursel dient amendement nr. 2 in en verantwoordt het.

Mevrouw Anne Sylvie Mouzon geeft aan dat de meerderheidspartijen dit amendement steunen.

De heer Pierre Migisha vindt dat dit amendement bijzonder interessant is, omdat het de nadruk legt op het begrip welzijn van ouderen.

#### Stemmingen

Amendement nr. 2 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 15 aanwezige leden.

De titel « Specifieke Brusselse kenmerken », aldus gewijzigd, wordt aangenomen bij eenparigheid van de 15 aanwezige leden.

#### *Aanbevelingen 1 en 2*

Deze aanbevelingen lokken geen enkele commentaar uit.

#### Stemmingen

Aanbeveling 1 en 2 worden aangenomen bij eenparigheid van de 15 aanwezige leden.

*Recommandation 3*

Mme Anne-Charlotte d'Ursel présente et justifie l'amendement n° 3.

Mme Anne Herscovici indique que les partis de la majorité soutiennent cet amendement.

**Votes**

L'amendement n° 3 est adopté à l'unanimité des 15 membres présents.

La recommandation 3, telle qu'amendée, est adoptée à l'unanimité des 15 membres présents.

*Recommandation 4*

Cette recommandation ne suscite aucun commentaire

**Vote**

La recommandation 4 est adoptée à l'unanimité des 15 membres présents.

*Recommandation 5*

Mme Anne-Charlotte d'Ursel présente et justifie l'amendement n° 4.

M. Alain Hutchinson signale que le Code du logement a été amendé afin de répondre aux critiques avancées par les pouvoirs locaux pour justifier l'absence d'utilisation du droit de gestion publique; pour rappel, aucune commune et aucun CPAS, n'a fait usage de cette possibilité de mettre la main sur des immeubles à l'abandon.

Le député pense que la recommandation devrait souligner la nécessité d'inciter les pouvoirs locaux à mettre en œuvre ce droit de gestion.

M. Michel Colson explique le groupe MR n'est pas persuadé que la proposition d'ordonnance modifiant l'ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code bruxellois du Logement pour faciliter la mise en œuvre du droit de gestion publique soit de nature à avoir des effets sur les politiques communales. C'est la raison pour laquelle il a voté contre ce texte. Le groupe MR doit rester cohérent. Il ne peut donc voter cette recommandation dans sa forme actuelle. Si l'objectif de la commission est d'arriver à un texte de consensus, il est préférable d'éviter de rappeler les divergences de point de vue des partis sur cette question.

*Aanbeveling 3*

Mevrouw Anne-Charlotte d'Ursel dient amendement nr. 3 in en verantwoordt het.

Mevrouw Anne Herscovici geeft aan dat de meerderheidspartijen dat amendement steunen.

**Stemmingen**

Amendement nr. 3 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 15 aanwezige leden.

Aanbeveling 3, aldus geamendeerd, wordt aangenomen bij eenparigheid van de 15 aanwezige leden.

*Aanbeveling 4*

Deze aanbeveling lokt geen enkele commentaar uit.

**Stemming**

Aanbeveling 4 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 15 aanwezige leden.

*Aanbeveling 5*

Mevrouw Anne-Charlotte d'Ursel dient amendement nr. 5 in en verantwoordt het.

De heer Alain Hutchinson merkt op dat de huisvestingscode gewijzigd werd om aldus tegemoet te komen aan de redenen die de plaatselijke overheden naar voren schoven om het openbaar beheerrecht niet toe te passen. Ter herinnering : geen enkele gemeente en OCMW maakt gebruik van die mogelijkheid om verlaten gebouwen in beslag te nemen.

De volksvertegenwoordiger meent dat de aanbeveling moet benadrukken dat het nodig is de plaatselijke overheden aan te moedigen dat beheerrecht te gebruiken.

De heer Michel Colson legt uit dat de MR-fractie er niet van overtuigd is dat het voorstel van ordonnantie tot wijziging van de ordonnantie van 17 juli 2003 houdende de Brusselse Huisvestingscode, dat ertoe strekt de toepassing van het recht van openbaar beheer te vergemakkelijken, het beleid van de gemeenten kan beïnvloeden. Daarom heeft hij tegen dat voorstel gestemd. De MR-fractie moet coherent blijven. Bijgevolg kan hij deze aanbeveling in haar huidige formulering niet goedkeuren. Als de commissie tot een consensus tekst wil komen, is het beter om niet te herinneren aan de uiteenlopende standpunten van de partijen over deze kwestie.

Mme Anne Sylvie Mouzon réplique que les partis de la majorité ont bien compris l'objet de l'amendement déposé par le MR. C'est la raison pour laquelle ils en demandent le rejet.

La présidente présente l'amendement n° 35 et renvoie à sa justification.

M. Michel Colson rappelle la position du MR sur le droit de gestion publique. En dépit de la récente modification de l'ordonnance portant le Code du Logement, il pense que le droit de gestion publique des immeubles abandonnés ne sera pas facile à mettre en œuvre. À l'avenir, si ce mécanisme ne fonctionne pas, les CPAS et les communes seront désignés responsables. Le MR ne partage pas cette analyse. Il votera donc le rejet de cet amendement.

### Votes

L'amendement n° 4 est rejeté par 11 voix contre 4.

L'amendement n° 35, remplaçant la recommandation 5, est adopté par 10 voix contre 5.

### Recommandation 6

Mme Elke Roex présente et justifie l'amendement n° 19.

Mme Anne-Charlotte d'Ursel présente et justifie l'amendement n° 5.

Mme Anne Sylvie Mouzon demande, au nom des partis de la majorité, le rejet de ces amendements. Elle voit difficilement comment accepter un amendement à cette recommandation qui a fait l'objet de longues discussions au sein de la majorité. Chaque mot compte dans ce texte. Elle s'oppose donc à la suppression pure et simple de cette recommandation comme à son remplacement par un texte plus précis.

M. Michel Colson rappelle que le MR a voté contre l'ordonnance du 30 avril 2009. Il lui semble difficile de voter un texte qui recommande sa mise en œuvre.

Mme Anne Sylvie Mouzon répond qu'il n'est pas nécessaire que la commission soit unanime sur ce point.

### Votes

L'amendement n° 5 est rejeté par 11 voix contre 4.

Mevrouw Anne Sylvie Mouzon repliceert dat de partijen van de meerderheid het doel van het amendement van de MR goed begrepen hebben. Daarom vragen ze dat het verworpen wordt.

De voorzitter dient amendement nr. 35 in en verwijst naar de verantwoording.

De heer Michel Colson herinnert aan het standpunt van de MR over het recht van openbaar beheer. Ondanks de recente wijziging van de ordonnantie houdende de Brusselse Huisvestingscode, meent hij dat het niet makkelijk zal zijn om het recht van openbaar beheer van leegstaande gebouwen toe te passen. In de toekomst zullen de OCMW's en de gemeenten verantwoordelijk worden gesteld als die regeling niet werkt. De MR is het niet eens met die analyse en zal bijgevolg tegen dit amendement stemmen.

### Stemmingen

Amendement nr. 4 wordt verworpen met 11 stemmen tegen 4.

Amendement nr. 35, dat aanbeveling 5 vervangt, wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 5.

### Aanbeveling 6

Mevrouw Elke Roex dient amendement nr. 19 in en verantwoordt het.

Mevrouw Anne-Charlotte d'Ursel dient amendement nr. 5 in en verantwoordt het.

Namens de partijen van de meerderheid, vraagt mevrouw Anne Sylvie Mouzon dat die amendementen worden verworpen. Ze ziet niet in hoe men een amendement kan aanvaarden op deze aanbeveling waarover de meerderheid lange besprekingen heeft gevoerd. In deze tekst is elk woord van belang. Ze verzet zich dan ook tegen de loutere schrapping van de aanbeveling en eveneens tegen de vervanging ervan door een preciezere tekst.

De heer Michel Colson herinnert eraan dat de MR-fractie tegen de ordonnantie van 30 april 2009 heeft gestemd. Hij vindt het moeilijk om een tekst goed te keuren die de toepassing van die ordonnantie aanbeveelt.

Mevrouw Anne Sylvie Mouzon antwoordt dat de commissie over dit punt niet unaniem hoeft te zijn.

### Stemmingen

Amendement nr. 5 wordt verworpen met 11 stemmen tegen 4.



L'amendement n° 19 est rejeté par 10 voix contre 1 et 4 abstentions.

La recommandation 6 est adoptée par 10 voix et 5 abstentions.

*Recommandation 6/1*

Mme Elke Roex présente et justifie l'amendement n° 20.

Mme Anne Sylvie Mouzon demande, au nom des partis de la majorité, le rejet de cet amendement.

**Vote**

L'amendement n° 20, introduisant une nouvelle recommandation 6/1, est rejeté par 10 voix contre 1 et 4 abstentions.

*Recommandations 7 et 8*

Ces recommandations ne suscitent aucun commentaire.

**Votes**

Les recommandations 7 et 8 sont adoptées à l'unanimité des 15 membres présents.

*Recommandation 8/1*

Mme Elke Roex présente et justifie l'amendement n° 21.

Le gouvernement a raison de vouloir faire déménager les locataires sociaux qui occupent un logement social devenu trop grand à la suite de changements familiaux. Un tel déménagement est onéreux. C'est pourquoi il serait opportun, lors de ces déménagements obligatoires, de prêter main-forte aux personnes confrontées à des problèmes financiers.

M. René Coppens signale qu'un tel système existe déjà dans certaines sociétés de logement. Il donne l'exemple d'une mère de deux enfants invitée à déménager afin d'améliorer sa situation. Son déménagement s'est déroulé en collaboration avec la société de logement social.

**Vote**

L'amendement n° 21, introduisant une nouvelle recommandation 8/1, est rejeté par 14 voix contre 1.

Amendement nr. 19 wordt verworpen met 10 stemmen tegen 1, bij 4 onthoudingen.

Aanbeveling 6 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 5 onthoudingen.

*Aanbeveling 6/1*

Mevrouw Elke Roex dient amendement nr. 20 in en antwoordt het.

Namens de partijen van de meerderheid, vraagt mevrouw Anne Sylvie Mouzon dat het amendement wordt verworpen.

**Stemming**

Amendement nr. 20, dat een nieuwe aanbeveling 6/1 invoert, wordt verworpen met 10 stemmen tegen 1, bij 4 onthoudingen.

*Aanbevelingen 7 en 8*

Deze aanbevelingen lokken geen commentaar uit.

**Stemmingen**

De aanbevelingen 7 en 8 worden aangenomen bij eenparigheid van de 15 aanwezige leden.

*Aanbeveling 8/1*

Mevrouw Elke Roex dient amendement nr. 21 in en antwoordt het.

De Regering is terecht van plan de sociale huurders te doen verhuizen indien ze in een sociale woning wonen die door gezinsveranderingen te groot is geworden. Zo'n verhuizing is duur. Vandaar zou het opportuun zijn om de mensen die met financiële problemen kampen bij die verplichte verhuizing bij te staan.

De heer René Coppens wijst erop dat zo'n systeem in sommige huisvestingsmaatschappijen al bestaat. Hij geeft het voorbeeld van een vrouw met twee kinderen die wordt gevraagd te verhuizen om haar toestand te verbeteren. Haar verhuizing is gebeurd met de medewerking van de sociale huisvestingsmaatschappij.

**Stemming**

Amendement nr. 21, dat een nieuwe aanbeveling 8/1 invoert, wordt verworpen met 14 stemmen tegen 1.

*Recommandation 9*

Mme Anne-Charlotte d'Ursel présente et justifie l'amendement n° 6.

M. Fouad Ahidar présente et justifie l'amendement n° 22. La recommandation est à son sens formulée de manière trop vague.

Mme Anne Sylvie Mouzon souligne que le texte de la majorité est équilibré. En conséquence il ne souffre pas d'amendement. Elle demande donc, au nom des partis de la majorité, le rejet de ces deux amendements.

M. Michel Colson n'a pas la même définition du mot équilibré. Il prend acte de la position de la majorité.

Mme Anne-Charlotte d'Ursel s'interroge sur la valeur des recommandations qui seront votées par la commission. L'objectif initial était d'aboutir à un texte de consensus soutenu par tous les partis, qu'ils soient de la majorité ou de l'opposition.

Mme Anne Sylvie Mouzon répond que la commission a essayé de fonctionner de cette manière lors de l'élaboration des recommandations relatives au rapport sur l'état de la pauvreté 2008. Cette démarche s'est soldée par un échec. Il faut donc changer de méthode de travail afin de ne pas reproduire les mêmes erreurs.

Mme Anne-Charlotte d'Ursel précise que cet échec est lié à des dissensions entre partis de la majorité.

**Votes**

Les amendements n°s 6 et 22 sont rejetés par 10 voix contre 5.

La recommandation 9 est adoptée par 10 voix et 5 abstentions.

*Recommandations 10 à 13*

Ces recommandations ne suscitent aucun commentaire.

**Votes**

Les recommandations 10 à 13 sont adoptées à l'unanimité des 15 membres présents.

*Aanbeveling 9*

Mevrouw Anne-Charlotte d'Ursel dient amendement nr. 6 in en verantwoordt het.

De heer Fouad Ahidar dient amendement nr. 22 in en verantwoordt het. Hij vindt de aanbeveling te vaag geformuleerd.

Mevrouw Anne Sylvie Mouzon benadrukt dat de tekst van de meerderheid evenwichtig is. Bijgevolg zijn er geen amendementen vereist. Namens de partijen van de meerderheid vraagt ze bijgevolg dat deze twee amendementen worden verworpen.

De heer Michel Colson verstaat iets anders onder « evenwichtig ». Hij neemt akte van het standpunt van de meerderheid.

Mevrouw Anne-Charlotte d'Ursel vraagt wat de aanbevelingen die de commissie zal goedkeuren, zullen waard zijn. Oorspronkelijk was het de bedoeling om te komen tot een consensustekst waarmee alle partijen, zowel van de meerderheid als van de oppositie, akkoord zouden gaan.

Mevrouw Anne Sylvie Mouzon antwoordt dat de commissie geprobeerd heeft om op die manier te werk te gaan bij het opstellen van de aanbevelingen betreffende het armoedeverlag 2008. Die werkwijze mislukte. De werkmethode moet bijgevolg worden gewijzigd om niet in dezelfde fouten te vervallen.

Mevrouw Anne-Charlotte d'Ursel preciseert dat die mislukking te wijten is aan geschillen tussen partijen van de meerderheid.

**Stemmingen**

De amendementen nr. 6 en 22 worden verworpen met 10 stemmen tegen 5.

Aanbeveling 9 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 5 onthoudingen.

*Aanbevelingen 10 tot 13*

De aanbevelingen lokken geen commentaar uit.

**Stemmingen**

De aanbevelingen 10 tot 13 worden aangenomen bij eenparigheid van de 15 aanwezige leden.

*Recommandation 14*

La présidente présente l'amendement n° 36 et renvoie à sa justification.

M. Michel Colson indique que le MR soutient cet amendement.

**Votes**

L'amendement n° 36 est adopté par 14 voix et 1 abstention.

La recommandation 14, telle qu'amendée, est adoptée par 14 voix et 1 abstention.

*Recommandation 14/1*

M. Fouad Ahidar présente et justifie l'amendement n° 23.

Mme Anne Sylvie Mouzon aimerait savoir pourquoi cet amendement vise uniquement à renforcer l'inspection des logements sociaux.

M. Fouad Ahidar répond que le problème est qu'actuellement, seuls les logements privés sont contrôlés.

Mme Anne Herscovici répond que ce n'est pas vrai.

M. Fouad Ahidar a posé une question écrite à ce sujet au secrétaire d'État Doulkeridis. Ce dernier a répondu explicitement que l'on ne fait pas la distinction entre les deux types de logements et que l'on ne sait donc pas qui est contrôlé.

Mme Anne Sylvie Mouzon ne demande pas que les logements sociaux ne soient pas contrôlés. Elle juge aberrant de ne contrôler (ou de ne renforcer le contrôle) que de ce type de logements.

M. Fouad Ahidar estime que plus il y a d'inspecteurs, mieux c'est.

Mme Sylvie Mouzon pense qu'il faut renforcer le contrôle de la qualité de tous les logements; cet amendement devrait donc être généralisé à l'ensemble des logements.

Mme Elke Roex précise que le sp.a approuve tout à fait que l'inspection doive contrôler les deux types de logements, tant privés que sociaux. En cas d'élargissement des effectifs, elle estime aussi qu'ils doivent servir à l'inspection des deux types de logements. La majorité peut donc modifier son amendement dans ce sens. L'amendement dit

*Aanbeveling 14*

De voorzitter dient amendement nr. 36 in en verwijst naar de verantwoording.

De heer Michel Colson wijst erop dat de MR-fractie dit amendement steunt.

**Stemmingen**

Amendement nr. 36 wordt aangenomen met 14 stemmen bij 1 onthouding.

Aanbeveling 14, aldus geamendeerd, wordt aangenomen met 14 stemmen bij 1 onthouding.

*Aanbeveling 14/1*

De heer Fouad Adihar dient amendement nr. 23 in en verantwoordt het.

Mevrouw Anne-Sylvie Mouzon zou willen weten waarom dit amendement er enkel toe strekt de inspectie van de sociale woningen uit te breiden.

De heer Fouad Ahidar antwoordt dat het huidige probleem is dat alleen de privéwoningen worden gecontroleerd.

Mevrouw Anne Herscovici antwoordt dat zulks niet waar is.

De heer Fouad Ahidar heeft daarover een schriftelijke vraag aan staatssecretaris Doulkeridis gesteld. Die laatste heeft duidelijk geantwoord dat er geen onderscheid tussen de twee soorten woningen wordt gemaakt en dat men dus niet weet wie gecontroleerd wordt.

Mevrouw Anne Sylvie Mouzon vraagt niet dat de sociale woningen niet gecontroleerd worden. Zij vindt het absurd dat enkel dat soort woningen gecontroleerd wordt of een uitgebreidere controle krijgen.

De heer Fouad Ahidar vindt dat hoe meer inspecteurs er zijn, hoe beter het is.

Mevrouw Anne Sylvie Mouzon vindt dat de controle op de kwaliteit van alle woningen uitgebreid moet worden; dit amendement zou dus uitgebreid moeten worden tot alle woningen.

Mevrouw Elke Roex preciseert dat de sp.a er volledig akkoord mee gaat dat de inspectie beide types van woningen, zowel private als sociale, moet controleren. Als er een uitbreiding van het personeel komt, vindt zij ook dat die voor de inspectie van beide types woningen moet dienen. De meerderheid kan dus haar amendement op deze wijze

en essence qu'une attention spécifique à la qualité de vie dans le parc de logements sociaux s'impose.

La députée vit dans une cité-jardin et elle peut attester qu'on y trouve encore des gens qui n'ont pas de salle de bains. Selon elle, les trois quarts des logements ne seraient pas jugés conformes au Code du Logement. C'est pourquoi il convient de porter une attention spécifique à ces types de logements.

#### Vote

L'amendement n° 23, introduisant une nouvelle recommandation 14/1, est rejeté par 10 voix contre 5.

#### *Recommandations 15 à 23*

Ces recommandations ne suscitent aucun commentaire.

#### Votes

Les recommandations 15 à 23 sont adoptées à l'unanimité des 15 membres présents.

#### *Recommandation 23/1*

Mme Elke Roex présente et justifie l'amendement n° 24.

On sait que la rupture d'une relation qui va de pair avec la violence entre partenaires se déroule souvent de façon problématique. Une intervention par le biais des maisons d'accueil n'est pas suffisante à cette fin. En cas de plainte ou d'appel aux services de police ou à d'autres services d'aide, il y a lieu d'intervenir rapidement.

La plateforme de concertation évoquée dans l'amendement existe déjà, mais n'est plus active. Une telle plateforme est pourtant essentielle, car elle rassemble des professionnels de différents secteurs (police, justice, secteurs social et médical, et communes). Tous ces acteurs confrontés à la violence entre partenaires sont représentés dans cette plateforme de concertation, où l'approche intégrée de cette problématique doit être élaborée.

Mme Anne Herscovici convient que la problématique soulevée par Mme Roex est extrêmement importante. Elle signale qu'à sa connaissance la plateforme de concertation régionale a été relancée.

Mme Elke Roex signale que la majorité peut modifier son amendement afin de préciser que la plateforme doit

wijzigen. De essentie van het amendement is dat men specifieke aandacht schenkt aan de leefbaarheid van het sociale huisvestingspark.

De volksvertegenwoordigster woont in een tuinwijk en zij kan ervan getuigen dat er nog mensen zijn die daar zonder badkamer wonen. Volgens haar is drie vierde van de woningen niet conform de huisvestingscode. Daarom moet specifieke aandacht aan die woningen besteed worden.

#### Stemming

Amendement nr. 23, dat ertoe strekt een nieuwe aanbeveling 14/1 in te voegen, wordt verworpen met 10 stemmen tegen 5.

#### *Aanbevelingen 15 tot 23*

Deze aanbevelingen lokken geen enkele commentaar uit.

#### Stemmingen

De aanbevelingen 15 tot 23 worden aangenomen bij eenparigheid van de 15 aanwezige leden.

#### *Aanbeveling 23/1*

Mevrouw Elke Roex dient amendement nr. 24 in en verantwoordt het.

Men weet dat een relatiebreuk die gepaard gaat met partnergeweld vaak problematisch afloopt. Daarvoor is een tussenkomst via opvangtehuizen niet voldoende. Als er klachten zijn of oproepen naar de politie of andere hulpverleningsdiensten, moet er snel ingegrepen worden.

Het in het amendement vermelde overlegplatform bestaat al, maar is niet meer actief. Zo'n overlegplatform is toch essentieel, want daarin komen verschillende sectoren samen (politie, justitie, sociale en medische sector en gemeenten). Al die actoren die actief zijn rond partnergeweld, zijn vertegenwoordigd in dat overlegplatform, waar de integrale aanpak van die problematiek moet worden afgesproken.

Mevrouw Anne Herscovici is het er mee eens dat de problematiek die mevrouw Roex opwerpt van het hoogste belang is. Zij wijst erop dat, voor zover zij weet, het platform voor het gewestelijk overleg nieuw leven ingeblazen is.

Mevrouw Elke Roex wijst erop dat de meerderheid haar amendement kan wijzigen om te preciseren dat het plat-

rester active. L'essence de l'amendement est que la plateforme doit fonctionner.

### Vote

L'amendement n° 24, introduisant une nouvelle recommandation 23/1, est rejeté par 14 voix contre 1.

### *Recommandation 24*

Mme Anne-Charlotte d'Ursel présente et justifie l'amendement n° 7.

La présidente indique que les partis de la majorité soutiennent cet amendement.

### Votes

L'amendement n° 7 est adopté à l'unanimité des 15 membres présents.

La recommandation 24, telle qu'amendée, est adoptée à l'unanimité des 15 membres présents.

### *Recommandations 25 à 27*

Ces recommandations ne suscitent aucun commentaire.

### Votes

Les recommandations 25 à 27 sont adoptées à l'unanimité des 15 membres présents.

### *Recommandation 28*

Mme Elke Roex présente et justifie l'amendement n° 25.

Les gens qui vivent dans la pauvreté ont des difficultés à mettre (et à garder) leurs papiers en ordre bien qu'un certain effort ait été consenti aux niveaux fédéral et local (conférence des présidents de CPAS). La députée sait d'expérience que les gens sous contrat « article 60 » qui déménagent ne parviennent pas à faire transférer ce contrat et retombent dans la misère.

Dans le cas de l'article 60, un système central d'enregistrement et de gestion de dossier peut bel et bien renforcer l'aide de l'État pour la mise à disposition de personnes auprès d'initiatives d'économie sociale.

form actief moet blijven. De essentie van het amendement is dat het platform operationeel moet zijn.

### Stemming

Amendement nr. 24, dat ertoe strekt een nieuwe aanbeveling 23/1 in te voegen, wordt verworpen met 14 stemmen tegen 1.

### *Aanbeveling 24*

Mevrouw Anne-Charlotte d'Ursel dient amendement nr. 7 in en verantwoordt het.

De voorzitter legt uit dat de partijen van de meerderheid dit amendement steunen.

### Stemmingen

Amendement nr. 7 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 15 aanwezige leden.

Aanbeveling 24, aldus geamendeerd, wordt aangenomen bij eenparigheid van de 15 aanwezige leden.

### *Aanbevelingen 25 tot 27*

Deze aanbevelingen lokken geen enkele commentaar uit.

### Stemmingen

Aanbevelingen 25 tot 27 worden aangenomen bij eenparigheid van de 15 aanwezige leden.

### *Aanbeveling 28*

Mevrouw Elke Roex dient amendement nr. 25 in en verantwoordt het.

Mensen in armoede hebben het moeilijk om hun papieren in orde te brengen (en te houden), hoewel op federaal en lokaal (Conferentie van de OCMW-voorzitters) niveau een bepaalde inspanning werd geleverd. Uit ervaring weet de volksvertegenwoordigster dat mensen met een artikel 60-contract die verhuizen, er niet in slagen om dat contract te laten overhevelen en aldus belanden ze opnieuw in de miserie.

Een centraal systeem voor de registratie en het dossierbeheer kan, in geval van artikel 60, de staatssteun wel verhogen voor de terbeschikkingstelling van mensen voor sociale-economie-initiatieven.

Mme Anne Sylvie Mouzon souligne que la demande de Mme Roex lui semble davantage relever des compétences fédérales que des compétences régionales. Par ailleurs, une gestion et un suivi des dossiers se fait déjà de manière centralisée via la banque carrefour puisque les CPAS sont tenus d'encoder toutes les données relatives à leurs interventions. Cet amendement lui semble donc inutile.

Mme Elke Roex précise son point de vue. La proposition du sp.a a une visée plus large que ce qui existe actuellement dans le système d'inscription du SPF Intégration sociale ou dans la banque-carrefour. L'amendement vise également toutes les politiques que les CPAS mènent en la matière.

La députée donne l'exemple de la carte médicale délivrée par les différents CPAS. Ceux-ci ne parviennent pas à mener une politique uniforme.

Le dossier complet, y compris toute politique complémentaire qui n'est pas imposée par le gouvernement fédéral, devrait suivre la personne qui déménage. C'est particulièrement important dans une ville où les frontières ne sont pas toujours visibles au quotidien.

Mme Anne Sylvie Mouzon pense que cette proposition va trop loin. Si l'objectif est de demander aux CPAS de travailler de cette manière, mieux vaut demander purement et simplement la suppression des CPAS et la gestion directe par une autre instance. Se poserait alors la question de l'instance compétente pour remplir ce rôle. Le secteur bicommunautaire n'a pas les moyens d'assumer cette mission car il finance actuellement au maximum 5 % des recettes des CPAS. Il semble donc impossible qu'il puisse prendre en charge les 95 % restants. Par ailleurs, dans une telle hypothèse, le bicommunautaire serait alors financé, sous tutelle et sous contrôle du fédéral pour l'octroi des aides individuelles.

Une harmonisation pure et simple introduisant un traitement identique dans chaque CPAS équivaldrait à supprimer les CPAS et à instaurer le système Colbertien centralisé de la DASS en France.

Mme Anne Herscovici attire l'attention de Mme Roex sur les recommandations 28 et 31. La recommandation 28 encourage les CPAS à harmoniser leurs procédures et leurs pratiques dans tous les cas où les spécificités de leur public n'appellent pas à mener des politiques différenciées. En matière d'aide médicale, la recommandation 31 encourage les CPAS à harmoniser leurs procédures et pratiques en matière de santé comme il est prévu au titre relatif aux CPAS mais aussi à mieux faire connaître leurs procédures et pratiques respectives, au public en général, aux usagers et aux professionnels de la santé.

Il est insupportable pour une personne en mauvaise santé de ne pas comprendre pourquoi les procédures et les

Mevrouw Anne Sylvie Mouzon wijst erop dat de vraag van mevrouw Roex volgens haar meer onder de federale dan de gewestelijke bevoegdheden valt. Voorts worden de dossiers al centraal beheerd en gevolgd via de kruispuntbank, aangezien de OCMW's ertoe verplicht zijn alle gegevens over hun interventies te registreren. Ze vindt het amendement bijgevolg doelloos.

Mme Elke Roex verduidelijkt haar standpunt. Het voorstel van de sp.a is breder dan wat er vandaag bestaat in het registratiesysteem van de FOD Maatschappelijke Integratie of in de kruispuntbank. Het amendement is ook gericht op elk beleid dat de OCMW's daarrond voeren.

Het parlamentslid geeft het voorbeeld van de medische kaart die wordt uitgereikt door de verschillende OCMW's. Die laatste slagen er niet in een eenvormig beleid te voeren.

Het volledige dossier met alle bijkomende beleidsmaatregelen die niet door federale overheid opgelegd worden, zou een persoon moeten volgen als hij/zij verhuist. Dat is bijzonder belangrijk in een stad waar de grenzen in het dagelijkse leven niet altijd zichtbaar zijn.

Mevrouw Anne Sylvie Mouzon vindt dat dit voorstel te ver gaat. Als het de bedoeling is om de OCMW's te vragen om op die manier te werken, dan kan men beter gewoonweg vragen dat de OCMW's worden afgeschaft en dat een andere instantie voor het rechtstreeks beheer zorgt. Dan rijst de vraag welke bevoegde instantie die taak zou moeten vervullen. De bicommunautaire sector heeft niet de middelen om die taak op zich te nemen, want hij financiert op dit ogenblik maximum 5 % van de ontvangsten van de OCMW's. Het lijkt bijgevolg onmogelijk dat de sector de resterende 95 % voor zijn rekening kan nemen. Voorts zou de bicommunautaire sector in die hypothese door de federale overheid gefinancierd en gecontroleerd worden voor de toekenning van de individuele steun.

Een harmonisering die een identieke behandeling in elk OCMW invoert, zou neerkomen op de afschaffing van de OCMW's en op de invoering van het gecentraliseerde Colbertiaanse systeem van de DASS in Frankrijk.

Mevrouw Anne Herscovici vestigt de aandacht van mevrouw Roex op de aanbevelingen 28 en 31. Aanbeveling 28 moedigt de OCMW's ertoe aan hun procedures en praktijken te harmoniseren in alle gevallen waarin de specifieke kenmerken van hun publiek geen gedifferentieerd beleid vereisen. Wat de medische zorg betreft, moedigt aanbeveling 31 de OCMW's ertoe aan hun procedures en praktijken op het vlak van gezondheid te harmoniseren, zoals in de titel over de OCMW's staat, maar ook hun respectieve procedures en praktijken beter bekend te maken bij de bevolking in het algemeen, de gebruikers en de gezondheidsprofessionals.

Voor iemand met een slechte gezondheid is het ondraaglijk niet te begrijpen waarom de procedures en de steun

aides auxquelles elle a droit varient selon sa commune de résidence.

La députée juge donc nécessaire de travailler sur cette question. Toutefois, l'harmonisation pure et simple est dangereuse. Certains CPAS aident peu leur population et il est préférable d'éviter une harmonisation sur cette base-là. En revanche, une transparence des procédures et des conditions d'accès est indispensable. L'oratrice pense que les recommandations déposées par la majorité vont en ce sens.

Mme Elke Roex précise que le mot « harmoniser » ne figure pas dans son amendement, mais bien dans la recommandation 28 de la majorité. Elle n'a pas proposé de fusionner les CPAS. Elle a tenté de formuler une proposition qui puisse encore faire l'objet d'un accord et qui renforce la recommandation de la majorité. L'intervenante souhaite instaurer un système qui facilite le transfert de dossiers entre les CPAS.

M. Michel Colson souligne que le MR est d'accord avec la recommandation telle que formulée par la majorité. C'est la raison pour laquelle aucun amendement n'a été déposé sur ce point. Le groupe MR ne soutient donc pas l'amendement du sp.a .

#### Votes

L'amendement n° 25 est rejeté par 14 voix contre 1.

La recommandation 28 est adoptée par 14 voix et 1 abstention.

#### *Recommandation 28/1*

Mme Anne-Charlotte d'Ursel présente et justifie l'amendement n° 8.

Mme Anne Sylvie Mouzon indique que les partis de la majorité soutiennent cet amendement.

#### Vote

L'amendement n° 8, insérant une nouvelle recommandation 28/1, est adopté par 14 voix et 1 abstention.

#### *Recommandation 29*

Mme Anne-Charlotte d'Ursel présente et justifie l'amendement n° 9.

Mme Anne Sylvie Mouzon indique que les partis de la majorité estiment cet amendement inutile. Ils en deman-

warop hij recht heeft, verschillen volgens de gemeente waar men woont.

De volksvertegenwoordigster vindt het bijgevolg noodzakelijk om daaraan te werken. Een loutere harmonisering is evenwel gevaarlijk. Sommige OCMW's geven weinig steun aan hun bevolking en het is beter om een harmonisering op die basis te vermijden. Transparante procedures en toegangsvoorwaarden zijn daarentegen noodzakelijk. Volgens de spreekster, gaan de aanbevelingen van de meerderheid in die richting.

Mevrouw Elke Roex preciseert dat het woord « harmoniseren » niet in haar amendement staat, maar wel in aanbeveling 28 van de meerderheid. Zij heeft niet voorgesteld om de OCMW's te fuseren. Zij heeft geprobeerd een voorstel te maken dat nog een consensus kon krijgen en dat de aanbeveling van de meerderheid versterkt. De spreekster wil een systeem oprichten dat het doorgeven van dossiers tussen OCMW's vergemakkelijkt.

De heer Michel Colson benadrukt dat de MR-fractie het eens is met de aanbeveling van de meerderheid. Daarom heeft ze geen enkel amendement ingediend. De MR-fractie steunt het amendement van de sp.a bijgevolg niet.

#### Stemmingen

Amendement nr. 25 wordt verworpen met 14 stemmen tegen 1.

Aanbeveling 28 wordt aangenomen met 14 stemmen bij 1 onthouding.

#### *Aanbeveling 28/1*

Mevrouw Anne-Charlotte d'Ursel dient amendement nr. 8 in en verantwoordt het.

Mevrouw Anne Sylvie Mouzon wijst erop dat de partijen van de meerderheid dit amendement steunen.

#### Stemming

Amendement nr. 8, dat ertoe strekt een nieuwe aanbeveling 28/1 in te voegen, wordt aangenomen met 14 stemmen bij 1 onthouding.

#### *Aanbeveling 29*

Mevrouw Anne-Charlotte d'Ursel dient amendement nr. 9 in en verantwoordt het.

Mevrouw Anne Sylvie Mouzon zegt dat de meerderheidspartijen dit amendement nutteloos vinden. Zij vragen

dent donc le rejet. Il est préférable de demander à l'autorité fédérale de mettre à jour le cadastre qu'elle avait mis au point plutôt que de réaliser au niveau bruxellois une étude détaillée sur la densité de médecins généralistes par commune. La députée souligne qu'il suffit d'écrire à la ministre fédérale chargée de la Santé ou à l'INAMI pour recevoir cette information.

M. Michel Colson explique que le MR souhaite que la question de la carence du nombre de médecins généralistes soit abordée dans les recommandations. La formulation de cet amendement n'est peut-être pas la plus adéquate. Il aimerait donc savoir si la majorité est prête à intégrer dans les recommandations cette préoccupation. Ne pas faire allusion à cette problématique serait à son sens une erreur.

Mme Elke Roex pense que le fonds fédéral d'impulsion pour la médecine généraliste s'appuie sur ces chiffres. Ils peuvent donc parfaitement être communiqués à la Région.

Un point de l'accord de gouvernement de la VGC concerne le nombre de médecins généralistes néerlandophones. La députée estime qu'il serait intéressant d'étudier la présence de généralistes néerlandophones par quartier ainsi que la proportion de généralistes néerlandophones par rapport au nombre total de médecins généralistes.

M. Pierre Migisha souligne la nécessité de promouvoir la médecine générale. Il faut veiller à ce que les Bruxellois se rendent en priorité chez un médecin généraliste avant de consulter un spécialiste. Il y a actuellement une surconsommation de la médecine d'urgence et de la médecine spécialisée.

Le député plaide donc pour une revalorisation de la fonction de médecin généraliste. En outre, comme sa collègue Anne Sylvie Mouzon, il préfère essayer de se procurer les statistiques disponibles au niveau fédéral plutôt que de financer de nouvelles études sur le sujet.

Mme Anne Herscovici plaide également pour une meilleure accessibilité, une valorisation et une promotion de la médecine de première ligne. Toutefois, il est difficile de promouvoir la médecine générale si elle n'existe pas. La députée est disposée à réfléchir à la manière d'intégrer cette préoccupation dans les recommandations.

M Michel Colson n'a pas dit autre chose. S'il n'y a pas de première ligne, il est difficile d'éduquer la population pour qu'elle se rende directement chez le médecin généraliste.

Mme Anne Sylvie Mouzon propose d'insérer les mots suivants au début du 2<sup>ème</sup> point : « pallier la pénurie de médecins généralistes et ».

Mme Elke Roex présente et justifie l'amendement n° 26.

dus het te verwerpen. Het is beter de federale overheid te vragen het kadaster dat zij had uitgewerkt bij te werken dan op Brussels niveau een uitvoerig onderzoek te verrichten over het aantal huisdokters per gemeente. De volksvertegenwoordigster benadrukt dat het volstaat naar de federale minister van Volksgezondheid of naar het RIZIV te schrijven om die informatie te verkrijgen.

De heer Michel Colson licht toe dat de MR wenst dat het te geringe aantal huisdokters aan bod komt in de aanbevelingen. Dit amendement is misschien niet op de meest passende wijze verwoord. Hij zou dus willen weten of de meerderheid bereid is om die bekommernis in de aanbevelingen op te nemen. Naar zijn mening, zou het een vergissing zijn niet te verwijzen naar die problematiek.

Mme Elke Roex denkt dat het federaal Impulsfonds voor huisartsgeneeskunde zich op die cijfers baseert. Het Gewest kan ze dus perfect krijgen.

Een punt van het VGC-regeerakkoord betreft het aantal Nederlandstalige huisartsen. De volksvertegenwoordigster zou het interessant vinden om de aanwezigheid van Nederlandstalige huisartsen per wijk te bestuderen alsook de manier waarop het aantal Nederlandstalige huisartsen zich verhoudt tot het totale aantal huisartsen.

De heer Pierre Migisha benadrukt dat algemene geneeskunde nood heeft aan aanmoediging. Er moet voor worden gezorgd dat de Brusselaars zich in de eerste plaats naar een huisdokter begeven, alvorens zij een specialist raadplegen. Thans wordt te veel een beroep gedaan op de spoeddiensten en op specialisten.

De volksvertegenwoordiger pleit dus voor een herwaardering van de functie van huisdokter. Bovendien zou hij, net als zijn collega Anne Sylvie Mouzon, de op federaal niveau beschikbare statistieken in handen willen krijgen in plaats van nieuwe studies ter zake te financieren.

Mevrouw Anne Herscovici pleit eveneens voor meer toegankelijkheid, waardering en aanmoediging van de eerstelijns geneeskunde. Het is echter moeilijk algemene geneeskunde aan te moedigen als er geen bestaat. De volksvertegenwoordigster is bereid om na te denken over de wijze waarop die bekommernis in de aanbevelingen kan worden opgenomen.

De heer Michel Colson heeft niets anders gezegd. Als er geen eerste lijn bestaat, is het moeilijk de mensen te leren dat zij zich rechtstreeks tot de huisartsen moeten wenden.

Mevrouw Anne Sylvie Mouzon stelt voor de volgende woorden in te voegen bij het begin van het tweede punt : « de schaarste aan huisartsen te verhelpen en ».

Mevrouw Elke Roex dient amendement nr. 26 in en verwoordt het.



La campagne relative au dépistage du cancer du sein a clairement montré qu'une politique de sensibilisation efficace doit être proche des gens et doit être menée par et avec des organisations qu'ils connaissent bien et en qui ils ont confiance.

Mme Brigitte De Pauw juge l'amendement trop détaillé. Ainsi, il précise de quelle manière il convient d'accroître le taux de couverture des dépistages. La recommandation de la majorité laisse davantage de liberté au secteur de la santé.

Il y a lieu de tenir compte des bonnes pratiques existantes, notamment en matière de médiation interculturelle. L'objectif est de faire appel aux médiateurs interculturels afin de sensibiliser et d'informer les femmes avec lesquelles ils sont en contact.

Mme Elke Roex ne trouve pas que son amendement soit plus détaillé que certaines recommandations de la majorité.

Un amendement oral est déposé par Mmes Anne Sylvie Mouzon, Anne Herscovici, MM. Pierre Migisha, René Coppens, Mmes Brigitte De Pauw et Elke Van den Brandt. Il vise à insérer, au deuxième point de cette recommandation, les mots « en augmentant le nombre de médecins généralistes » entre les mots « médecine générale » et « afin de mettre en place ».

Mme Anne Herscovici ajoute qu'il faudrait aussi avoir une réflexion sur la manière d'augmenter le nombre de candidats médecins généralistes. Il ne s'agit cependant pas d'une compétence régionale.

M. Pierre Migisha insiste également sur l'importance de valoriser le dossier médical global. Bien que le médecin soit obligé de le proposer à son patient, il semblerait qu'il y ait un déficit dans ce domaine.

Mme Anne Sylvie Mouzon pense que la difficulté de mettre en œuvre ce dossier médical global ne vient pas tant des médecins généralistes que des médecins spécialistes et des autres dispensateurs de soins. Ces derniers doivent informer le médecin généraliste de ce qu'ils font et c'est généralement là que le bât blesse.

#### Votes

L'amendement n° 9 est rejeté par 10 voix contre 4 et 1 abstention.

L'amendement n° 26 est rejeté par 10 voix contre 1 et 4 abstentions.

L'amendement oral de Mme Mouzon et consorts est adopté par 14 voix et 1 abstention.

De campagne rond borstkankerscreening heeft duidelijk getoond dat een efficiënt sensibiliseringsbeleid dichtbij de mensen moet zijn en moet worden gevoerd door en met organisaties die zij goed kennen en vertrouwen.

Mevrouw Brigitte De Pauw vindt het amendement te gedetailleerd. Het preciseert aldus hoe de dekkingsgraad van borstkankerscreening moet worden verhoogd. De aanbeveling van de meerderheid laat meer vrijheid aan de gezondheidssector.

Men moet rekening houden met de goede voorbeelden die al bestaan, onder meer inzake interculturele bemiddeling. Het is de bedoeling om de interculturele bemiddelaars te gebruiken om de vrouwen waarmee ze in contact zijn te sensibiliseren en informatie te geven.

Mevrouw Elke Roex vindt niet dat haar amendement gedetailleerder is dan bepaalde aanbevelingen van de meerderheid.

Mevrouw Anne Sylvie Mouzon, mevrouw Anne Herscovici, de heren Pierre Migisha en René Coppens, mevrouw Brigitte De Pauw en mevrouw Elke Van den Brandt, dienen een mondeling amendement in dat ertoe strekt in het tweede punt van deze aanbeveling de woorden « door het aantal huisartsen te verhogen », in te voegen tussen de woorden « algemene geneeskunde bevorderen » en de woorden « om te komen tot ».

Mevrouw Anne Herscovici voegt daaraan toe dat men zich eveneens moet afvragen hoe het aantal kandidaat-huisartsen kan worden verhoogd. Dat is evenwel geen gewestelijke bevoegdheid.

De heer Pierre Migisha benadrukt eveneens het belang van het globaal medisch dossier. Hoewel de dokter verplicht is het voor te stellen aan zijn patiënt, zijn er blijkbaar tekortkomingen op dat vlak.

Mevrouw Anne Sylvie Mouzon meent dat de moeilijkheid met dat globaal medisch dossier niet zozeer aan de huisartsen ligt dan wel aan de specialisten en de andere zorgverstrekkers. Zij moeten de huisarts op de hoogte brengen van wat zij doen, en doorgaans is het daar dat het schoentje wringt.

#### Stemmingen

Amendement nr. 9 wordt verworpen met 10 stemmen tegen 4, bij 1 onthouding.

Amendement nr. 26 wordt verworpen met 10 stemmen tegen 1, bij 4 onthoudingen.

Het mondeling amendement van mevrouw Mouzon c.s. wordt aangenomen met 14 stemmen, bij 1 onthouding.

La recommandation 29, telle qu'amendée, est adoptée par 14 voix et 1 abstention.

*Recommandation 30*

Cette recommandation ne suscite aucun commentaire.

**Vote**

La recommandation 30 est adoptée à l'unanimité des 15 membres présents.

*Recommandation 31*

M. Michel Colson présente et justifie les amendement n<sup>os</sup> 10 et 11.

Mme Anne Herscovici indique que les partis de la majorité estiment ces amendements inutiles. Ils en demandent donc le rejet.

**Votes**

Les amendements n<sup>os</sup> 10 et 11 sont rejetés par 10 voix contre 4 et 1 abstention.

La recommandation 31 est adoptée par 10 voix et 5 abstentions.

*Recommandations 32 et 33*

Ces recommandations ne suscitent aucun commentaire.

**Votes**

Les recommandations 32 et 33 sont adoptées à l'unanimité des 15 membres présents.

*Recommandation 34*

Mme Elke Roex présente et justifie l'amendement n<sup>o</sup> 27.

Dans le cadre de la contestation européenne concernant le soutien financier aux hôpitaux publics, il est important de s'accorder sur le fait que ce soutien est accordé aux hôpitaux en raison du rôle social qu'ils remplissent. C'est pourquoi le sp.a demande de définir clairement ce rôle social et d'établir les critères sur la base desquels on peut déterminer le soutien financier de la Région.

Aanbeveling nr. 29, aldus geamendeerd, wordt aangenomen met 14 stemmen, bij 1 onthouding.

*Aanbeveling 30*

Deze aanbeveling lokt geen enkele commentaar uit.

**Stemming**

Aanbeveling 30 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 15 aanwezige leden.

*Aanbeveling 31*

De heer Michel Colson dient de amendementen nr. 10 en 11 in en verantwoordt ze.

Mevrouw Anne Herscovici zegt dat de meerderheidspartijen die amendementen nutteloos vinden. Zij vragen dus ze te verwerpen.

**Stemmingen**

De amendementen nr. 10 en 11 worden verworpen met 10 stemmen tegen 4, bij 1 onthouding.

Aanbeveling 31 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 5 onthoudingen.

*Aanbevelingen 32 en 33*

Deze aanbevelingen lokken geen enkele commentaar uit.

**Stemmingen**

De aanbevelingen 32 en 33 worden aangenomen bij eenparigheid van de 15 aanwezige leden.

*Aanbeveling 34*

Mevrouw Elke Roex dient amendement nr. 27 in en verantwoordt het.

In het kader van het Europese betwisting rond de steun aan de openbare ziekenhuizen is het belangrijk om het erover eens te zijn dat die steun gegeven wordt wegens de sociale rol van de ziekenhuizen. Daarom vraagt de sp.a om die sociale rol duidelijk te omschrijven en de criteria te ontwikkelen op basis waarvan de financiële steun van het Gewest kan worden bepaald.

Si les partis de la majorité le souhaitent, l'amendement peut être ajouté à la recommandation actuelle au lieu, comme cela est proposé actuellement, de la remplacer. L'oratrice ne remet pas en question le soutien aux hôpitaux publics. Par cet amendement, elle entend préciser ce soutien financier afin de parer à d'éventuels litiges ultérieurs avec une bonne défense.

Mme Brigitte De Pauw constate que l'amendement parle d'hôpitaux tandis que la recommandation de la majorité vise les hôpitaux publics. Mme Roex parle-t-elle des hôpitaux publics ou des hôpitaux en général ?

Mme Elke Roex précise la raison pour laquelle le mot « public(s) » ne figure pas dans l'amendement : presque tous, à Bruxelles, considèrent que seuls les hôpitaux publics remplissent un rôle social. Seuls les hôpitaux publics bénéficient d'un soutien financier, et ce parce qu'ils remplissent un rôle social spécifique. L'adjectif « public(s) » peut donc être inséré.

Dans un contexte européen, il est important de définir le rôle social des hôpitaux. La Région pourrait trouver dans une telle définition une défense lui permettant de justifier le soutien financier qu'elle accorde aux hôpitaux publics. Les hôpitaux publics se distinguent des autres hôpitaux par leur rôle social.

Mme Anne Herscovici souligne qu'il s'agit d'un dossier extrêmement complexe avec des implications au niveau fédéral.

Mme Anne Sylvie Mouzon demande, au nom des partis de la majorité, le rejet de cet amendement. Elle propose néanmoins d'amender cette recommandation de façon à prendre en compte l'amendement du sp.a.

Mmes Anne Sylvie Mouzon, Anne Herscovici, MM. Pierre Migisha, René Coppens, Mmes Brigitte De Pauw et Elke Van den Brandt déposent un amendement oral visant à compléter la recommandation par les mots suivants « en tenant compte de leur rôle social ».

### Votes

L'amendement n° 27 est rejeté par 14 voix contre 1.

L'amendement oral de Mme Mouzon et consorts est adopté par 14 voix et 1 abstention.

La recommandation 34, telle qu'amendée, est adoptée par 14 voix et 1 abstention.

Als de meerderheidspartijen het wensen, kan het amendement toegevoegd worden aan de huidige aanbeveling in plaats van, zoals het nu voorgesteld is, die te vervangen. De spreekster stelt de steun aan de openbare ziekenhuizen niet in vraag. Met dit amendement wil ze die steun verduidelijken om klaar te staan met een goede verdediging in eventuele verdere geschillen.

Mevrouw Brigitte De Pauw constateert dat het amendement van ziekenhuizen spreekt, terwijl de aanbeveling van de meerderheid de openbare ziekenhuizen betreft. Heeft mevrouw Roex het over de openbare ziekenhuizen of de ziekenhuizen in het algemeen ?

Mevrouw Elke Roex preciseert de reden waarom het woord « openbare » niet in het amendement staat : bijna iedereen in Brussel gaat er vanuit dat enkel de openbare ziekenhuizen een sociale rol vervullen. Enkel de openbare ziekenhuizen krijgen financiële steun. De reden daarvoor is dat zij een specifieke sociale rol vervullen. Het woord « openbare » mag dus toegevoegd worden.

In een Europese context is het belangrijk dat de sociale rol van de ziekenhuizen wordt omschreven. Het Gewest zou in zo'n definitie een verdediging kunnen vinden om zijn financiële steun aan de openbare ziekenhuizen te verantwoorden. De openbare ziekenhuizen onderscheiden zich van de andere ziekenhuizen door hun sociale rol.

Mevrouw Anne Herscovici benadrukt dat het gaat over een uiterst complex dossier met gevolgen op federaal niveau.

Mevrouw Anne Sylvie Mouzon vraagt in naam van de meerderheidspartijen dit amendement te verwerpen. Zij stelt evenwel voor deze aanbeveling te amenderen teneinde rekening te houden met het amendement van de sp.a.

Mevrouw Anne Sylvie Mouzon, mevrouw Anne Herscovici, de heren Pierre Migisha en René Coppens, mevrouw Brigitte De Pauw en mevrouw Elke Van den Brandt dienen een mondeling amendement in teneinde de aanbeveling aan te vullen met de volgende woorden « rekening houdend met hun sociale rol ».

### Stemmingen

Amendement nr. 27 wordt verworpen met 14 stemmen tegen 1.

Het mondeling amendement van mevrouw Mouzon c.s. wordt aangenomen met 14 stemmen bij 1 onthouding.

Aanbeveling 34, aldus geamendeerd, wordt aangenomen met 14 stemmen bij 1 onthouding.

*Recommandation 35*

M. Michel Colson présente et justifie l'amendement n° 12.

Mme Anne Herscovici convient qu'une partie de cet amendement semble améliorer le texte de la recommandation. Il faudrait effectivement réfléchir à une manière un peu moins néocolonialiste d'exprimer le contenu de cette recommandation, notamment en ce qui concerne le travail de responsabilisation des parents.

M. Michel Colson est heureux que l'amendement du MR ait pu contribuer à faire réfléchir les partis de la majorité.

Mme Elke Roex présente et justifie l'amendement n° 28. Le sp.a souhaite instaurer le droit à l'accueil de la petite enfance, à l'instar d'autres gouvernements qui l'ont inscrit dans leur accord de majorité.

La députée est disposée à trouver un accord avec les autres partis.

Mme Anne Sylvie Mouzon présente et justifie l'amendement n° 37, sous-amendant l'amendement n° 12. Les partis de la majorité proposent d'ajouter au texte de l'amendement n° 12 deux alinéas reprenant, de manière mieux formulée, le contenu de la recommandation 35. On insiste désormais sur la responsabilité des adultes dans l'éducation des enfants et plus uniquement sur celle des parents.

**Votes**

L'amendement n° 28 est rejeté par 14 voix contre 1.

L'amendement n° 37, sous-amendant l'amendement n° 12, est adopté par 14 voix et 1 abstention.

L'amendement n° 12, tel que sous-amendé, remplaçant la recommandation 35, est adopté par 14 voix et 1 abstention.

*Recommandation 36*

Cette recommandation ne suscite aucun commentaire.

**Vote**

La recommandation 36 est adoptée à l'unanimité des 15 membres présents.

*Aanbeveling 35*

De heer Michel Colson dient amendement nr. 12 in en verantwoordt het.

Mevrouw Anne Herscovici geeft toe dat een deel van dit amendement de tekst van de aanbeveling lijkt te verbeteren. Er moet inderdaad nagedacht worden over een wat minder neokoloniale inhoud van deze aanbeveling, met name wat de responsabilisering van de ouders betreft.

De heer Michel Colson is blij dat het amendement van de MR heeft kunnen helpen de meerderheidspartijen aan het denken te zetten.

Mevrouw Elke Roex dient amendement nr. 28 in en verantwoordt het. De sp.a wenst het recht op kinderopvang in te stellen, in navolging van andere regeringen die dat in hun meerderheidsakkoord hebben opgenomen.

De volksvertegenwoordigster is bereid een consensus met de andere partijen te vinden.

Mevrouw Anne Sylvie Mouzon dient amendement nr. 37 in, dat amendement nr. 12 subamendeert, en verantwoordt het. De meerderheidspartijen stellen voor aan de tekst van amendement nr. 12 twee alinea's toe te voegen waarin de inhoud van aanbeveling 35 beter wordt verwoord. Voortaan wordt de nadruk gelegd op de verantwoordelijkheid van de volwassenen in de opvoeding van de kinderen, en niet enkel op die van de ouders.

**Stemmingen**

Amendement nr. 28 wordt verworpen met 14 stemmen tegen 1.

Amendement nr. 37, een subamendement op amendement 12, wordt aangenomen met 14 stemmen bij 1 onthouding.

Amendement nr. 12, aldus geamendeerd, ter vervanging van aanbeveling 35, wordt aangenomen met 14 stemmen bij 1 onthouding.

*Aanbeveling 36*

Deze aanbeveling lokt geen enkele commentaar uit.

**Stemming**

Aanbeveling 36 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 15 aanwezige leden.

*Recommandation 37*

M. Emmanuel De Bock signale une correction technique. Il convient de remplacer les mots « l'application de » par les mots « d'appliquer des ». (*Assentiment.*)

**Vote**

La recommandation 37, telle que corrigée techniquement, est adoptée à l'unanimité des 15 membres présents.

*Recommandation 38*

M. Emmanuel De Bock signale une correction technique. Il convient de remplacer les mots « la valorisation de » par les mots « de valoriser ». (*Assentiment.*)

**Vote**

La recommandation 38, telle que corrigée techniquement, est adoptée à l'unanimité des 15 membres présents.

*Recommandation 39*

Cette recommandation ne suscite aucun commentaire.

**Vote**

La recommandation 39 est adoptée à l'unanimité des 15 membres présents.

*Recommandation 40*

M. Michel Colson présente et justifie l'amendement n° 13.

Mme Anne Herscovici indique que les partis de la majorité soutiennent cet amendement.

**Votes**

L'amendement n° 13 est adopté par 14 voix et 1 abstention.

La recommandation 40, telle qu'amendée, est adoptée par 14 voix et 1 abstention.

*Recommandations 41 à 44*

Ces recommandations ne suscitent aucun commentaire.

*Aanbeveling 37*

De heer Emmanuel De Bock heeft een technische correctie. In de Franse tekst moeten de woorden « l'application de » vervangen worden door de woorden « d'appliquer des » (*Instemming.*)

**Stemming**

Aanbeveling 37, aldus technisch gecorrigeerd, wordt aangenomen bij eenparigheid van de 15 aanwezige leden.

*Aanbeveling 38*

De heer Emmanuel De Bock heeft een technische correctie. In de Franse tekst moeten de woorden « valorisation de » vervangen worden door de woorden « de valoriser » (*Instemming.*)

**Stemming**

Aanbeveling 38, aldus technisch gecorrigeerd, wordt aangenomen bij eenparigheid van de 15 aanwezige leden.

*Aanbeveling 39*

Deze aanbeveling lokt geen enkele commentaar uit.

**Stemming**

Aanbeveling 39 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 15 aanwezige leden.

*Aanbeveling 40*

De heer Michel Colson dient amendement nr. 13 in en verantwoordt het.

Mevrouw Anne Herscovici zegt dat de meerderheidspartijen het amendement steunen.

**Stemmingen**

Amendement nr. 13 wordt aangenomen met 14 stemmen, bij 1 onthouding.

Aanbeveling 40, aldus geamendeerd, wordt aangenomen met 14 stemmen bij 1 onthouding.

*Aanbeveling 41 tot 44*

Deze aanbevelingen lokken geen enkele commentaar uit.

**Votes**

Les recommandations 41 à 44 sont adoptées à l'unanimité des 15 membres présents.

*Recommandation 44/1*

Mme Elke Roex présente et justifie l'amendement n° 29.

Mme Anne Herscovici indique qu'une série de données importantes sur ces questions existent déjà dans les travaux de l'Observatoire de l'emploi. Il faut déterminer la manière la plus efficace de prendre en compte ce souci.

Mme Anne Sylvie Mouzon demande, au nom des partis de la majorité, le rejet de cet amendement.

**Vote**

L'amendement n° 29, introduisant une nouvelle recommandation 44/1, est rejeté par 10 voix contre 1 et 4 abstentions.

*Recommandation 44/2*

Mme Elke Roex présente et justifie l'amendement n° 30.

Mme Anne Sylvie Mouzon demande, au nom des partis de la majorité, le rejet de cet amendement.

**Vote**

L'amendement n° 30, introduisant une nouvelle recommandation 44/2, est rejeté par 10 voix contre 1 et 4 abstentions.

*Recommandation 45*

Mme Elke Roex présente et justifie l'amendement n° 31.

Mme Anne Sylvie Mouzon demande, au nom des partis de la majorité, le rejet de cet amendement.

**Votes**

L'amendement n° 31 est rejeté par 10 voix contre 1 et 4 abstentions.

La recommandation 45 est adoptée par 10 voix et 5 abstentions.

**Stemmingen**

Aanbeveling 41 tot 44 worden aangenomen bij eenparigheid van de 15 aanwezige leden.

*Aanbeveling 44/1*

Mevrouw Elke Roex dient amendement nr. 29 in en antwoordt het.

Mevrouw Anne Herscovici zegt dat een aantal belangrijke gegevens over die kwesties reeds bestaan in de werken van het Observatorium voor de Werkgelegenheid. Men moet nagaan hoe die verzuchting het best beantwoord kan worden.

Mevrouw Anne Sylvie Mouzon vraagt namens de meerderheidspartijen dat dit amendement verworpen wordt.

**Stemming**

Amendement nr. 29, dat ertoe strekt een nieuwe aanbeveling 44/1 in te voegen, wordt verworpen met 10 stemmen tegen 1, bij 4 onthoudingen.

*Aanbeveling 44/2*

Mevrouw Elke Roex dient amendement nr. 30 in en antwoordt het.

Mevrouw Anne Sylvie Mouzon vraagt namens de meerderheidspartijen dat dit amendement verworpen wordt.

**Stemming**

Amendement nr. 30, dat ertoe strekt een nieuwe aanbeveling 44/2 in te voegen, wordt verworpen met 10 stemmen tegen 1, bij 4 onthoudingen.

*Aanbeveling 45*

Mevrouw Elke Roex dient amendement nr. 31 in en antwoordt het.

Mevrouw Anne Sylvie Mouzon vraagt namens de meerderheidspartijen dat dit amendement verworpen wordt.

**Stemmingen**

Amendement nr. 31 wordt verworpen met 10 stemmen tegen 1, bij 4 onthoudingen.

Aanbeveling 45 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 5 onthoudingen.

*Recommandation 46*

Mme Elke Roex présente et justifie l'amendement n° 32.

Mme Anne Sylvie Mouzon demande, au nom des partis de la majorité, le rejet de cet amendement.

**Votes**

L'amendement n° 32 est rejeté par 10 voix contre 1 et 4 abstentions.

La recommandation 46 est adoptée par 10 voix et 5 abstentions.

*Recommandation 46/1*

M. Michel Colson présente et justifie l'amendement n° 14.

Mme Anne Herscovici indique que les partis de la majorité soutiennent cet amendement.

Mme Elke Roex présente et justifie l'amendement n° 33.

Mme Anne Sylvie Mouzon demande, au nom des partis de la majorité, le rejet de cet amendement.

**Votes**

L'amendement n° 14, introduisant une nouvelle recommandation 46/1, est adopté à l'unanimité des 15 membres présents.

L'amendement n° 33 est rejeté par 10 voix contre 1 et 4 abstentions.

*Recommandations 47 à 52*

Ces recommandations ne suscitent aucun commentaire.

**Votes**

Les recommandations 47 à 52 sont adoptées à l'unanimité des 15 membres présents.

*Aanbeveling 46*

Mevrouw Elke Roex dient amendement nr. 32 in en antwoordt het.

Namens de partijen van de meerderheid vraagt mevrouw Anne Sylvie Mouzon dat dit amendement wordt verworpen.

**Stemmingen**

Amendement nr. 32 wordt verworpen met 10 stemmen tegen 1, bij 4 onthoudingen.

Aanbeveling nr. 46 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 5 onthoudingen.

*Aanbeveling 46/1*

De heer Michel Colson dient amendement nr. 14 in en verantwoordt het.

Mevrouw Anne Herscovici wijst erop dat de partijen van de meerderheid dit amendement steunen.

Mevrouw Elke Roex dient amendement nr. 33 in en verantwoordt het.

Namens de partijen van de meerderheid vraagt mevrouw Anne Sylvie Mouzon dat dit amendement wordt verworpen.

**Stemmingen**

Amendement nr. 14, dat ertoe strekt een nieuwe aanbeveling 46/1 in te voegen, wordt aangenomen bij eenparigheid van de 15 aanwezige leden.

Amendement nr. 33 wordt verworpen met 10 stemmen tegen 1, bij 4 onthoudingen.

*Aanbevelingen 47 tot 52*

Deze aanbevelingen lokken geen enkele commentaar uit.

**Stemmingen**

De aanbevelingen 47 tot 52 worden aangenomen bij eenparigheid van de 15 aanwezige leden.

*Recommandation 52/1*

M. Michel Colson présente et justifie l'amendement n° 15.

Mme Anne Sylvie Mouzon indique que les partis de la majorité soutiennent cet amendement.

**Vote**

L'amendement n° 15, introduisant une nouvelle recommandation 52/1, est adopté à l'unanimité des 15 membres présents.

*Recommandation 52/2*

M. Michel Colson présente et justifie l'amendement n° 16.

Mme Anne Sylvie Mouzon indique que les partis de la majorité demandent le rejet de cet amendement. Ils ne pensent pas que la proposition du MR soit le meilleur moyen de lutter contre les discriminations à l'embauche. Toutes les communes ne disposent pas d'une maison de l'emploi.

M. Michel Colson réplique que cela devrait être le cas depuis longtemps.

Mme Anne Sylvie Mouzon souligne que les maisons de l'emploi existantes ne fonctionnent pas de la même manière.

Par ailleurs, la députée n'est pas convaincue qu'il faille toujours rajouter des missions à Actiris. Il y a peut-être une réflexion à mener sur la politique de l'emploi, qu'il est sain de confier à un organisme à gestion paritaire (Actiris) et sur celle qu'il faudrait mener au travers d'une administration régionale de l'emploi. La députée ne compte pas improviser un débat sur la question. Elle se demande néanmoins s'il ne faudrait pas envisager la création d'une administration régionale de l'emploi plutôt que de toujours tout confier à Actiris.

Mme Anne Herscovici partage et soutient la préoccupation portée par cet amendement. En revanche, le moyen proposé pour atteindre cet objectif ne lui semble pas adéquat.

Mme Anne Sylvie Mouzon est également d'accord avec l'objectif de cet amendement; il est d'ailleurs mis en évidence dans les recommandations de la majorité.

M. Michel Colson précise que c'est souvent ce qui différencie le MR des partis de la majorité : ils sont d'accord

*Aanbeveling 52/1*

De heer Michel Colson dient amendement nr. 15 in en verantwoordt het.

Mevrouw Anne Sylvie Mouzon wijst erop dat de partijen van de meerderheid dit amendement steunen.

**Stemming**

Amendement nr. 15, dat ertoe strekt een nieuwe aanbeveling 52/1 in te voegen, wordt aangenomen bij eenparigheid van de 15 aanwezige leden.

*Aanbeveling 52/2*

De heer Michel Colson dient amendement nr. 16 in en verantwoordt het.

Mevrouw Anne Sylvie Mouzon zegt dat de meerderheidspartijen vragen dat het amendement verworpen wordt. Zij denken niet dat het voorstel van de MR het beste middel is om de discriminatie bij de aanwerving aan te pakken. Niet alle gemeenten beschikken over een werkwinkel.

De heer Michel Colson repliceert dat zulks al lang het geval diende te zijn.

Mevrouw Anne Sylvie Mouzon onderstreept dat de bestaande werkwinkels niet op dezelfde manier werken.

De volksvertegenwoordiger is er overigens niet van overtuigd dat Actiris altijd maar meer opdrachten moet krijgen. Misschien moet eens nagedacht worden over het werkgelegenheidsbeleid, dat het best toevertrouwd wordt aan een orgaan met paritair beheer (Actiris) en over het werkgelegenheidsbeleid dat via een gewestelijk bestuur voor werkgelegenheid gevoerd zou moeten worden. De volksvertegenwoordigster is niet van plan om zomaar een debat te improviseren over de kwestie. Zij vraagt zich evenwel af of niet gedacht moet worden aan een gewestelijk bestuur voor werkgelegenheid in plaats van altijd maar alles toe te vertrouwen aan Actiris.

Mevrouw Anne Herscovici is het eens met de verzoeking uit het amendement, maar zij vindt het voorgestelde middel om dat doel te bereiken niet geschikt.

Mevrouw Anne Sylvie Mouzon is het ook eens met de doelstelling van het amendement; de doelstelling wordt overigens duidelijk in de verf gezet in de aanbevelingen van de meerderheid.

De heer Michel Colson preciseerd dat de MR daarover vaak van mening verschilt met de meerderheidspartijen :



sur l'objectif mais pas sur les moyens de l'atteindre. Le MR a le mérite d'essayer de proposer une solution sur cette problématique. L'amendement déposé mérite un meilleur traitement que celui qui lui est réservé par les partis de la majorité. Le député propose d'essayer de l'améliorer plutôt que de le rejeter.

Mme Anne Sylvie Mouzon explique que la lutte contre les discriminations à l'embauche se fait de deux manières : d'une part, en sensibilisant les employeurs, d'autre part, en sanctionnant les cas avérés. La députée ne pense pas que confier cette mission aux maisons de l'emploi et à Actiris soit une solution idéale. Elle n'est pas certaine que ces organismes soient suffisamment indépendants pour sanctionner une violation de l'interdiction de discrimination.

M. Michel Colson se demande s'il n'est pas possible d'avoir un débat sur l'organe le plus approprié pour donner ces sanctions.

Mme Anne Sylvie Mouzon estime qu'il ne faut pas improviser un débat sur cette question. Les recommandations proposent d'accentuer la lutte contre la discrimination à l'embauche. En revanche, l'amendement du MR va trop loin.

Mme Anne Herscovici pense que les différentes missions locales devraient être consultées avant de déposer un amendement aussi précis. Comment cette proposition pourrait être mise en place ? Les maisons de l'emploi sont-elles outillées pour cela ?

M. Michel Colson souligne que l'amendement du MR a le mérite de vouloir clarifier les missions de quelques-uns des trop nombreux acteurs qui tentent d'œuvrer dans ce domaine.

Mme Anne Sylvie Mouzon entend Mme Herscovici parler de missions locales alors que l'amendement du MR parle des maisons de l'emploi. Ne retenir que les maisons de l'emploi, comme le fait le MR, pose donc un problème.

M. Michel Colson répète que la majorité peut sous-amender l'amendement.

Mme Anne Sylvie Mouzon ne souhaite pas s'engager à l'improviste dans ce débat. Par ailleurs, le gouvernement régional et le Collège réuni, plaident à juste titre pour le travail en synergie et en réseau. Sélectionner deux instruments, Actiris et les maisons de l'emploi, à l'exclusion des autres acteurs, va à l'encontre de cette politique. Le problème de la discrimination à l'embauche est extrêmement grave et il mérite une action coordonnée de toutes les instances qui ont un rôle à jouer en matière de sensibilisation ou de sanction.

Par ailleurs, faire des recommandations au pouvoir exécutif est une chose, lui dicter ce qu'il doit faire en est une

zij zijn het eens over de doelstelling maar niet over de middelen. De MR doet tenminste een poging om een oplossing te vinden voor de problematiek. Het ingediende amendement verdient een betere behandeling vanwege de meerderheidspartijen. De volksvertegenwoordiger stelt voor om het amendement te verbeteren in plaats van het te verwerpen.

Mevrouw Anne Sylvie Mouzon legt uit dat de strijd tegen de discriminatie bij aanwerving op twee manieren gebeurt : enerzijds worden de werkgevers gesensibiliseerd en anderzijds worden de bewezen gevallen bestraft. De volksvertegenwoordigster meent niet dat het toevertrouwen van die opdracht aan de werkwinkels en Actiris een ideale oplossing is. Zij is er niet zeker van dat die organen onafhankelijk genoeg zijn om het verbod op discriminatie te bestraffen.

De heer Michel Colson vraagt zich af of het niet mogelijk is om een debat te voeren over het orgaan dat het best geplaatst is om bestraffend op te treden.

Mevrouw Anne Sylvie Mouzon vindt het niet goed om zomaar een debat te improviseren over de kwestie. De aanbevelingen stellen voor om de strijd tegen de discriminatie bij aanwerving op te voeren. Het amendement van de MR gaat daarentegen te ver.

Mevrouw Anne Herscovici meent dat de verschillende lokale opdrachten geraadpleegd zouden moeten worden alvorens een zo precies amendement in te dienen. Hoe kan dit voorstel uitgevoerd worden ? Zijn de werkwinkels daartoe voldoende uitgerust ?

De heer Michel Colson benadrukt dat het amendement van de MR de verdienste heeft dat het ertoe strekt de opdrachten te verduidelijken van enkele van het te grote aantal actoren die op dit gebied trachten te werken.

Mevrouw Anne Sylvie Mouzon hoort mevrouw Herscovici spreken van plaatselijke opdrachten, terwijl het amendement van de MR van werkwinkels spreekt. Als enkel de werkwinkels in aanmerking worden genomen, zoals de MR doet, rijst er bijgevolg een probleem.

De heer Michel Colson herhaalt dat de meerderheid het amendement kan subamenderen.

Mevrouw Anne Sylvie Mouzon wenst zich niet onvoorbereid in dit debat te mengen. Voorts pleiten de gewestregering en het Verenigd College terecht voor samenwerken en netwerken. Het selecteren van twee instrumenten, Actiris en de werkwinkels, met uitsluiting van de andere actoren, druist in tegen dat beleid. Het probleem van de discriminatie bij de aanwerving is zeer ernstig en vereist gecoördineerde actie van alle instanties die een rol moeten spelen op het vlak van bewustmaking of bestraffing.

Aanbevelingen aan de regering doen is één zaak, haar zeggen wat ze moet doen is een andere zaak. In het kader

autre. Dans le cadre de ces recommandations, il n'appartient pas à la commission de diriger l'action gouvernementale.

M. Pierre Migisha estime également que l'amendement du MR est trop détaillé. Il s'agit de recommandations trop précises par rapport à l'objectif poursuivi. Il est préférable de laisser le gouvernement agir à ce niveau-là.

### Vote

L'amendement n° 16, introduisant une nouvelle recommandation 52/2, est rejeté par 10 voix contre 4 et 1 abstention.

#### *Introduction du Titre*

« *En ce qui concerne le surendettement* »

M. Michel Colson présente et justifie l'amendement n° 17.

Mme Anne Sylvie Mouzon demande, au nom des partis de la majorité, le rejet de cet amendement car certaines situations de surendettement sont effectivement liées à des choix personnels.

M. Michel Colson présente et justifie l'amendement n° 18.

Mme Anne Sylvie Mouzon demande également, au nom des partis de la majorité, le rejet de cet amendement. Se lancer dans une activité d'indépendant est parfois une cause de surendettement extrêmement importante. Cette situation se rencontre souvent : les personnes ne trouvent pas de travail salarié, elles se lancent dans une activité d'indépendant sans les moyens financiers et les connaissances de gestion nécessaires et elles finissent endettées, notamment vis-à-vis de l'ONSS et de l'administration des finances. Il faut donc éviter que les personnes puissent démarrer des activités de type « phone shops » et « night shops ». Par ailleurs, certains de ces commerces sont des paravents pour des activités beaucoup moins louables.

M. Michel Colson précise que le texte de la majorité est libellé de manière extrêmement stigmatisante; il laisse entendre que toutes les personnes qui se lancent dans ce type d'activités sont des candidats potentiels au surendettement. Le député n'est pas de cet avis même s'il est vrai que ces commerces posent des problèmes.

L'orateur propose de remplacer cette recommandation et non de la supprimer. La proposition de recommandation du MR vise le même objet mais elle le formule de manière moins stigmatisante.

M. Pierre Migisha précise qu'il s'agit du développement sauvage de « phone shops » et de « night shops » qui est

van deze aanbevelingen, staat het niet aan de commissie om de actie van de regering te sturen.

De heer Pierre Migisha vindt ook dat het amendement van de MR te gedetailleerd is. Het gaat om te precieze aanbevelingen ten opzichte van de nagestreefde doelstelling. Het is beter om de regering haar werk te laten doen.

### Stemming

Amendement nr. 16, dat ertoe strekt een nieuwe aanbeveling 52/2 in te voegen, wordt verworpen met 10 stemmen tegen 4, bij 1 onthouding.

#### *Inleiding van de Titel*

« *Wat de overmatige schuldenlast betreft* »

De heer Michel Colson dient amendement nr. 17 in en verantwoordt het.

Namens de partijen van de meerderheid vraagt mevrouw Anne Sylvie Mouzon dat dit amendement wordt verworpen, want bepaalde gevallen van overmatige schuldenlast zijn immers te wijten aan persoonlijke keuzen.

De heer Michel Colson dient amendement nr. 18 in en verantwoordt het.

Namens de partijen van de meerderheid vraagt mevrouw Anne Sylvie Mouzon dat ook dit amendement wordt verworpen. De vestiging als zelfstandige is zeer vaak een oorzaak van overmatige schuldenlast. De volgende situatie doet zich vaak voor : personen die geen werk in loondienst vinden, vestigen zich als zelfstandige zonder te beschikken over de noodzakelijke financiële middelen en managementvaardigheden en stapelen de schulden op, onder meer bij de RSZ en de administratie van financiën. Men moet dus voorkomen dat activiteiten zoals phone shops en night shops worden opgestart. Bovendien zijn die winkels soms dekmantels voor activiteiten die het daglicht schuwen.

De heer Michel Colson preciseert dat de tekst van de meerderheid uiterst stigmatiserend is opgesteld, want er wordt gesuggereerd dat alle personen die zo'n activiteit willen opstarten, zich potentieel aan overmatige schuldenlast blootstellen. De volksvertegenwoordiger is het daarmee niet eens, hoewel het waar is dat er problemen zijn met die handelszaken.

De spreker stelt voor de aanbeveling te vervangen en ze niet af te schaffen. Het voorstel tot aanbeveling van de MR heeft hetzelfde doel, maar verwoordt het op een minder stigmatiserende wijze.

De heer Pierre Migisha preciseert dat het gaat over de wildgroei van « phone shops » en « night shops », waarop

visé dans les recommandations. Cela ne signifie donc pas que toutes ces activités sont sauvages et se font de manière irréfléchie.

Mme Anne Sylvie Mouzon n'est pas d'accord avec la lecture que M. Colson fait du texte de la majorité; cette recommandation vise uniquement les personnes qui se lancent dans ces activités sans avoir les compétences nécessaires pour évaluer la viabilité de leur projet sur le long terme.

Par ailleurs, des instruments existent pour accompagner les personnes qui souhaitent démarrer ce type d'activités. Il faut cependant faire le tri des bénéficiaires de cette aide car certains individus sont totalement incapables de mener à bien ce type de projets.

M. Michel Colson aimerait connaître le sort réservé aux personnes qui se lancent de manière sauvage dans une activité d'indépendant autre que les « phone shops » et « night shops ».

Mme Anne Sylvie Mouzon précise que ces deux activités sont mentionnées à titre d'exemple.

M. Michel Colson réplique que c'est précisément ce qui crée la stigmatisation.

Mme Anne Sylvie Mouzon indique qu'il existe des instruments régionaux de soutien aux petits commerces et aux entreprises naissantes (SRIB, Atrium, etc.).

Mme Anne Herscovici pense que la recommandation 54 rencontre la préoccupation de M. Colson. Elle prône une intervention plus soutenue d'Atrium et de l'ABE dans certains quartiers pour accompagner les commerçants afin de mieux encadrer le développement d'activités de type « night shops » et « phone shops » et d'éviter les situations de surendettement.

#### Votes

Les amendements n<sup>os</sup> 17 et 18 sont rejetés par 10 voix contre 4 et 1 abstention.

L'introduction du titre « En ce qui concerne le surendettement » est adoptée par 10 voix et 5 abstentions.

#### *Recommandations 53 à 54*

Ces recommandations ne suscitent aucun commentaire.

#### Votes

Les recommandations 53 et 54 sont adoptées à l'unanimité des 15 membres présents.

de aanbeveling betrekking heeft. Dat betekent dus niet dat al die activiteiten op ondoordachte wijze plaatsvinden.

Mevrouw Anne Sylvie Mouzon gaat niet akkoord met de wijze waarop de heer Colson de tekst van de meerderheid leest; de aanbeveling betreft enkel de personen die van start gaan met die bedrijvigheden zonder de nodige bekwaamheden voor de evaluatie van de haalbaarheid van hun project op lange termijn.

Bovendien bestaan er tools voor de begeleiding van personen die dat type bedrijvigheid willen opstarten. Een selectie van de begunstigen van die bijstand is evenwel nodig, want sommigen zijn helemaal niet bekwaam om dat type project tot een goed einde te brengen.

De heer Michel Colson zou graag weten wat er gebeurt met mensen die ondoordacht van start gaan met een andere zelfstandige bedrijvigheid dan een « phone shop » of een « night shop ».

Mevrouw Anne Sylvie Mouzon preciseert dat die twee bij wijze van voorbeeld worden aangehaald.

De heer Michel Colson antwoordt dat de stigmatisering net daaruit voortvloeit.

Mevrouw Anne Sylvie Mouzon merkt op dat er gewestelijke instrumenten bestaan voor steun aan kleine handelszaken en beginnende bedrijven (GIMB, Atrium, enz.).

Mevrouw Anne Herscovici meent dat aanbeveling 54 tegemoet komt aan de bekommernis van de heer Colson. Zij pleit voor sterkere bijstand van Atrium en het BAO in sommige wijken, om de handelaars beter te begeleiden bij de uitbouw van bedrijvigheden van het type « night shop » en « phone shop » en zo overmatige schuldenlast te voorkomen.

#### Stemmingen

De amendementen 17 en 18 worden verworpen met 10 stemmen tegen 4, bij 1 onthouding.

De inleiding van de titel « Wat overmatige schuldenlast betreft » wordt aangenomen met 10 stemmen bij 5 onthoudingen.

#### *Aanbevelingen 53 tot 54*

Deze aanbevelingen lokken geen enkele commentaar uit.

#### Stemmingen

De aanbevelingen 53 en 54 worden aangenomen bij eenparigheid van de 15 aanwezige leden.

*Recommandation 55*

Mme Elke Roex présente et justifie l'amendement n° 34.

Mme Anne Sylvie Mouzon demande, au nom des partis de la majorité, le rejet de cet amendement.

**Vote**

L'amendement n° 34, introduisant une nouvelle recommandation 55, est rejeté par 10 voix contre 1 et 4 abstentions.

### **III. Vote sur l'ensemble des propositions de recommandations**

L'ensemble des propositions de recommandations, telles qu'amendées et corrigées techniquement, est adopté par 10 voix et 5 abstentions.

### **IV. Lecture et approbation du rapport**

Moyennant quelques corrections techniques, le rapport est approuvé à l'unanimité des 15 membres présents.

*Les Rapporteurs,*

Pierre MIGISHA,  
René COPPENS,  
Anne-Charlotte d'URSEL

*La Présidente,*

Elke VAN den BRANDT

*Aanbeveling 55*

Mevrouw Elke Roex dient amendement nr. 34 in en verantwoordt het.

Mevrouw Anne Sylvie Mouzon vraagt namens de partijen van de meerderheid om het te verwerpen.

**Stemming**

Amendement nr. 34, dat ertoe strekt een nieuwe aanbeveling 55 in te voegen, wordt verworpen met 10 stemmen tegen 1, bij 4 onthoudingen.

### **III. Stemming over het geheel van de voorstellen van aanbevelingen**

De geamendeerde voorstellen van aanbevelingen, aldus geamendeerd en technisch verbeterd, worden in hun geheel aangenomen met 10 stemmen bij 5 onthoudingen.

### **IV. Lezing en goedkeuring van het verslag**

Mits enkele technische correcties, wordt het verslag goedgekeurd bij eenparigheid van de 15 aanwezige leden.

*De Rapporteurs,*

Pierre MIGISHA,  
René COPPENS,  
Anne-Charlotte d'URSEL

*De Voorzitter,*

Elke VAN den BRANDT

## V. Texte adopté par la commission

### Préambule

Une politique efficace de lutte contre la pauvreté ne peut évidemment se limiter à panser les plaies d'une société qui exclut et marginalise toujours plus. Elle doit, avant toute autre chose, être axée sur la prévention. Si le travail de réinsertion des laissés-pour-compte est essentiel, il est tout aussi indispensable d'agir en amont et de prévenir les mécanismes de désocialisation. La construction d'un nouveau modèle de société réellement inclusif et égalitaire est donc bien l'enjeu majeur que doit viser le plan d'action bruxellois de lutte contre la pauvreté.

Cette approche, qui devrait être celle suivie à tous les niveaux de pouvoir, autant fédéral que communautaire, régional ou local, implique notamment de relever les montants des allocations sociales au-dessus du seuil de risque de pauvreté (fixé à 60 % du revenu médian net disponible des ménages de la population belge, il équivaut à 878 euros par mois pour un isolé), et de les adapter au bien-être.

Pour éviter les pièges à l'emploi, il est nécessaire également de revaloriser les bas salaires et de veiller à ce que l'accès à l'emploi ne diminue pas les prestations sociales au point que le pouvoir d'achat réel soit plus bas en travaillant qu'en ne travaillant pas.

L'individualisation des prestations de la sécurité sociale est également souhaitable pour mettre fin à la discrimination à l'égard des femmes (qui sont en général des cohabitantes quand il s'agit de bénéficier de prestations réduites mais pas quand il s'agit de cotiser pleinement proportionnellement à leurs revenus). De même, il conviendrait d'adapter les barèmes de l'aide sociale pour mettre fin à la pénalisation de la cohabitation et des habitats solidaires (mécanismes d'immunisation comme pour les revenus).

### Spécificités bruxelloises

Le baromètre social du rapport bruxellois sur l'état de la pauvreté 2010 nous indique qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2008, et depuis 1995, la Région de Bruxelles-Capitale voit son chiffre de population augmenter, augmentation plus importante que pour l'ensemble du pays, résultant d'un accroissement naturel et des migrations. Compte tenu de ces données, l'Assemblée réunie rappelle la nécessité de refinancer la Région de Bruxelles-Capitale.

Cet accroissement démographique de la population bruxelloise est le résultat d'une augmentation importante du nombre de jeunes enfants et d'un taux de natalité élevé. Les politiques développées par nos institutions tiendront

## V. Tekst aangenomen door de commissie

### Inleiding

Een efficiënt beleid voor armoedebestrijding kan natuurlijk niet worden beperkt tot het verzorgen van de wonden van een samenleving die almaar meer mensen uitsluit en marginaliseert. Het moet in de eerste plaats gericht zijn op preventie. De herinschakeling van de uitgeslotenen is weliswaar van essentieel belang, maar het is even noodzakelijk om zo vroeg mogelijk in te grijpen en de uitsluitingsmechanismen tegen te gaan. Het uitbouwen van een nieuw inclusief en egalitair maatschappijmodel is dus wel degelijk de grootste uitdaging die het Brusselse actieplan voor armoedebestrijding moet aannemen.

Die aanpak zou op alle gezagsniveaus, zowel door de federale Staat als de Gemeenschappen, Gewesten en lokale overheden, moeten worden gevolgd en impliceert onder meer dat de sociale toelagen worden opgetrokken tot boven de armoederisicogrens (vastgesteld op 60 % van het mediane netto beschikbare inkomen van de Belgische gezinnen, wat overeenkomt met 878 euro per maand voor een alleenstaande) en dat ze welvaartvast worden gemaakt.

Om werkloosheidsvallen te vermijden, is het eveneens noodzakelijk dat de lage lonen worden opgetrokken en dat werken de sociale prestaties niet dermate vermindert dat de reële koopkracht lager is wanneer men werkt dan wanneer men niet werkt.

Het is eveneens wenselijk dat de prestaties van de sociale zekerheid worden geïndividualiseerd om een einde te maken aan de discriminatie van vrouwen (die meestal als samenwonend worden beschouwd, zodat ze beperkte prestaties genieten, maar wel evenredig met hun inkomen volledige bijdragen moeten betalen). Tevens is het wenselijk de schalen voor sociale bijstand aan te passen om een einde te maken aan het benadelen van samenwonenden en van gemeenschappelijke woonvormen (vrijwaringssystemen, net als voor de inkomens).

### Specifieke Brusselse kenmerken

De welzijnsbarometer van het Brussels Armoederapport 2010 leert ons dat, op 1 januari 2008 en sedert 1995, de bevolking van het Brussel Hoofdstedelijk Gewest in hogere mate dan in het gehele land toeneemt ten gevolge van natuurlijke aangroei en migraties. Gelet op die gegevens, wijst de Verenigde Vergadering op de nood aan een herfinanciering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Die demografische toename van de Brusselse bevolking vloeit voort uit een aanzienlijke toename van kleine kinderen en een hoog geboortecijfer. Onze instellingen moeten beleidsmaatregelen uitwerken die rekening houden met die

forcément compte de ces nouvelles données et en particulier en augmentant la capacité d'accueil dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur, vu l'accroissement et le rajeunissement de la population bruxelloise.

L'Assemblée réunie tient cependant à mettre les gouvernements en garde contre un revirement qui négligerait le bien-être et l'intégration dans la société des personnes âgées. La Région de Bruxelles-Capitale est également caractérisée par une population importante de personnes âgées et de plus en plus âgées et précarisées. Les politiques envisagées devront par conséquent comporter des accents de politique intergénérationnelle.

Une des caractéristiques importantes de la population vivant dans la Région bruxelloise est la composante multiculturelle. Une forte concentration de personnes d'origine étrangère étant notamment la résultante de la politique fédérale en matière d'asile et de l'absence de politique d'immigration depuis le début des années 70, l'Assemblée réunie recommande à tous les niveaux fédérés concernés de remplir leurs responsabilités vis-à-vis de la Région de Bruxelles-Capitale, qui est le pôle le plus important d'attractivité de la pauvreté en raison du fait qu'elle est à la fois la plus grande des grandes villes et la capitale. A cet égard, l'Assemblée recommande de concevoir, à l'échelle de la Région, un parcours d'accueil et d'intégration cohérent à proposer aux primo-arrivants.

Dans le cadre de l'aide à la parentalité et surtout de la monoparentalité, fortement présente dans notre Région, il est nécessaire de poursuivre les efforts permettant la création de nouvelles places d'accueil de la petite enfance ainsi que l'augmentation des haltes-garderies, susceptibles d'offrir un accueil aux parents en formation ou en recherche d'emploi et de veiller à une programmation qui tienne compte des difficultés socioéconomiques des quartiers et des populations.

Pour plus de cohérence et de synergies entre les niveaux institutionnels, l'Assemblée réunie recommande d'intégrer les objectifs du « plan politique intégré de lutte contre la pauvreté » relevant de ses compétences dans le futur « plan régional de développement durable », de favoriser le dialogue et la concertation entre les niveaux de pouvoir et avec les institutions proches des citoyens que sont les communes et les CPAS, d'assurer une participation active de la Région bruxelloise à la Conférence interministérielle Santé, notamment en accentuant le dialogue avec les Régions.

Enfin, pour toutes les aides généralement quelconques octroyées aux particuliers, l'Assemblée réunie recommande de veiller à les concevoir particulièrement en faveur des personnes et ménages à bas revenus, notamment en matière d'accès à l'emploi, au logement, aux consommations d'énergie et aux mesures d'économie d'énergie, à la santé et à la formation.

nieuwe gegevens, met name door de opvangcapaciteit in het lager onderwijs te verhogen, gelet op de toename en de verjonging van de Brusselse bevolking.

De Verenigde Vergadering wenst de regeringen echter te waarschuwen voor een ommekeer, waarbij het welzijn en de maatschappelijke integratie van de bejaarden zou worden verwaarloosd. Een ander kenmerk van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is een aanzienlijke bejaarde bevolking die alsmaar ouder en kwetsbaarder wordt. Het vooropgestelde beleid moet bijgevolg specifieke intergenerationale maatregelen bevatten.

Een van de belangrijke eigenschappen van de bevolking in het Brussels Gewest is de multiculturele samenstelling ervan. Een hoge concentratie personen van buitenlandse oorsprong is meer bepaald het gevolg van het federale asielbeleid en van het gebrek aan migratiebeleid sedert het begin van de jaren 70. De Verenigde Vergadering beveelt alle betrokken federale niveaus aan om hun verantwoordelijkheid te nemen ten opzichte van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, dat de grootste aantrekkingspool is voor armoede, omdat het tegelijk de grootste van de grootsteden is en de hoofdstad. In dat verband beveelt de Verenigde Vergadering aan om, op schaal van het Gewest, te zorgen voor een opvang- en integratietraject voor nieuwkomers.

Op het vlak van de steun aan ouders en vooral aan eenoudergezinnen, die in ons Gewest heel talrijk zijn, moet de inspanning voor het tot stand brengen van opvangplaatsen voor heel jonge kinderen alsook opvangplaatsen voor kinderen van ouders die een opleiding volgen of een baan zoeken, worden voortgezet; men moet voorts een plan opmaken dat rekening houdt met de sociaaleconomische problemen van de wijken en de bevolkingsgroepen.

Om meer samenhang en samenwerking tussen de instellingen te bewerkstelligen, beveelt de Verenigde Vergadering aan om de doelstellingen uit het allesomvattend beleidsplan voor armoedebestrijding, dat onder haar bevoegdheden valt, op te nemen in het toekomstige gewestelijke plan voor duurzame ontwikkeling, de dialoog en het overleg tussen de gezagsniveaus en met de instellingen die dicht bij de burgers staan, te weten de gemeenten en de OCMW's, te stimuleren, de actieve inbreng van het Brussels Gewest in de interministeriële conferentie voor gezondheid te verzekeren, inzonderheid door de dialoog met de Gewesten te benadrukken.

Wat de steun aan de particulieren betreft, beveelt de Verenigde Vergadering aan om erover te waken dat die steun meer bepaald de personen en gezinnen met een laag inkomen ten goede komt, inzonderheid op het vlak van de toegang tot de arbeidsmarkt, tot de huisvesting, tot energie en energiebesparende maatregelen, tot gezondheidszorg en tot opleiding.

**L'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune recommande :**

*en ce qui concerne le logement de qualité et la lutte contre le sans-abrisme :*

(1) d'augmenter l'offre de logements publics de qualité à loyers sociaux ou modérés, en particulier pour les familles nombreuses et dans les communes offrant les taux les plus bas en la matière;

(2) d'augmenter l'offre de logements en AIS et de pérenniser les ASBL via une amélioration des modalités de financement et du soutien administratif et technique, et de promouvoir ce système auprès des propriétaires;

(3) d'encourager et d'accélérer la transformation des bureaux vides, ainsi que des étages laissés vacants au-dessus des commerces, en logements, en participant au financement de celle-ci lorsqu'elle permet la mise sur le marché de logements à prix modérés;

(4) de développer une politique de logement diversifié et d'encourager la création d'habitats solidaires, groupés, kangourou ou intergénérationnels afin de diminuer le coût du logement par la mutualisation et de renforcer les liens sociaux, et de rendre possible la prise en gestion de ce type de biens;

(5) d'encourager les pouvoirs locaux à mettre en œuvre le droit de gestion publique des immeubles abandonnés et d'étendre celui-ci aux bureaux et commerces inoccupés;

(6) de lutter davantage contre l'inoccupation des logements, notamment par la mise en œuvre de l'ordonnance du 30 avril 2009;

(7) d'augmenter l'offre de logements de transit et de la coordonner au niveau régional;

(8) d'élargir l'accès des ADIL aux personnes sans abri et aux personnes qui quittent un logement de transit;

(9) d'instaurer une nouvelle allocation-loyer conditionnée à l'état des finances régionales et à la mise en place de grilles de référence de loyers qui seront fonction de fourchettes de valeurs objectives. Elle sera envisagée en priorité pour les candidats en attente d'un logement social depuis plusieurs années;

(10) de renforcer l'administration régionale pour réduire le délai entre l'introduction d'une demande d'ADIL et le versement de celle-ci;

(11) de prévenir les expulsions sans solution de relogement et d'améliorer le système d'avertissement des CPAS (notamment en le prévoyant aussi au stade de la signification du jugement et de l'avis d'expulsion);

**Aanbevelingen van de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie :**

*wat betreft kwaliteitsvolle huisvesting en strijd tegen dakloosheid :*

(1) het aanbod aan kwaliteitsvolle openbare woningen met sociale of gematigde huurprijs uitbreiden, in het bijzonder voor de grote gezinnen en in de gemeenten waar het aantal van dat soort woningen proportioneel het laagst is;

(2) het aanbod SVK-woningen uitbreiden en het voortbestaan van de vzw's verzekeren via een verbetering van de financieringsregels en van de administratieve en technische ondersteuning, en dat systeem bij de eigenaars promoten;

(3) de verbouwing van leegstaande kantoren en van leegstaande verdiepingen boven handelszaken tot woningen aanmoedigen en versnellen door bij te dragen tot de financiering ervan wanneer zulks ertoe leidt dat er woningen tegen gematigde prijzen op de markt worden gebracht;

(4) een gediversifieerd huisvestingsbeleid uitbouwen en de bouw van solidaire woningen, gegroepeerde woningen en kangoeroe- of intergenerationele woningen aanmoedigen om de huisvestingskosten te verlagen via onderlinge kostenverdeling en de sociale banden te versterken, en ervoor zorgen dat dit type woningen in beheer kan worden genomen;

(5) de lokale overheden ertoe aanmoedigen het openbaar beheerrecht toe te passen op leegstaande gebouwen en uit te breiden tot leegstaande kantoren en winkels;

(6) de strijd tegen leegstand opvoeren, onder meer via de toepassing van de ordonnantie van 30 april 2009;

(7) het aanbod van transitwoningen uitbreiden en op gewestelijk niveau coördineren;

(8) de VIHT's ook verlenen aan daklozen en personen die een transitwoning verlaten;

(9) een nieuwe huurtoelage invoeren die wordt gekoppeld aan de toestand van de gewestelijke financiën en de uitwerking van roosters met huurrichtprijzen op grond van objectieve criteria. Ze wordt bij voorrang overwogen voor kandidaten die al jaren op een wachtlijst voor een sociale woning staan;

(10) de gewestelijke administratie versterken om de termijn tussen de indiening van een VIHT-aanvraag en de storting ervan te verkorten;

(11) de uitzettingen zonder wederhuisvesting voorkomen en het systeem om de OCMW's te verwittigen verbeteren (onder meer door het ook te gebruiken in de fase van de betekening van het vonnis en het uitzettingsbericht);

(12) de renforcer le travail en réseau et l'articulation des interventions des différents acteurs concernés pour que toutes les sorties d'institutions (prisons, services d'aide à la jeunesse, hôpitaux, maisons d'accueil) soient préparées et accompagnées;

(13) de développer l'approche *housing first*, littéralement « logement d'abord ». Il s'agit d'une démarche permettant à des personnes vivant à la rue d'avoir un accès direct, à bas seuil, au logement, avec un accompagnement individualisé sur mesure;

(14) de lutter contre les marchands de sommeil en :

- améliorant les collaborations avec le Parquet;
- développant des dispositifs qui favorisent une approche transversale et coordonnée de la problématique et en étudiant les possibilités de création d'une banque de données sur le logement dans la Région de Bruxelles-Capitale permettant de traquer les multipropriétaires dont les immeubles sont insalubres;
- améliorant tous les mécanismes de mise à la disposition de l'immeuble en cause, notamment en :
  - supprimant la nécessité d'obtenir l'accord du propriétaire dans le cadre de l'article 433<sup>quaterdecies</sup> du Code pénal;
  - favorisant la mise en place d'un droit de gestion « sociale » en faveur du CPAS, de la commune, d'une AIS ou de tout autre acteur pertinent, sur des habitations ayant été déclarées insalubres ou inhabitables;
  - adaptant le droit de gestion publique et en donnant les moyens aux communes de l'exercer.
- renforçant les moyens du Service de l'Inspection régionale du Logement.

(15) de renforcer le travail en réseau et l'articulation des interventions des différents acteurs de manière à garantir un accompagnement pluridisciplinaire sur mesure (accès aux droits et à des revenus, santé, etc.) pour que personne ne doive recourir indéfiniment à un hébergement d'urgence;

(16) de renforcer des partenariats dynamiques avec les CPAS pour éviter la perte des droits ou accélérer le recouvrement de ces droits et pour accélérer les sorties de maisons d'accueil dès qu'un logement est trouvé;

(17) de renforcer les moyens de l'habitat accompagné;

(18) de renforcer le travail de rue;

(19) de rendre compte dans les délais les plus brefs des résultats de l'étude du Collège réuni quant au maintien du nombre de places d'accueil d'urgence sachant que, durant les deux dernières années, il a fallu 150 lits accessibles toute l'année et 370 lits pour répondre aux demandes d'accueil en urgence en période hivernale;

(12) het netwerken opvoeren en het optreden van de verschillende betrokken actoren beter op elkaar afstemmen, opdat de personen die een instelling (gevangenis, bijzondere jeugdzorg, ziekenhuis, opvanghuizen) verlaten, voorbereid en begeleid worden;

(13) de *housing first*-benadering (eerst huisvesting) ontwikkelen. Het gaat erom personen die op straat leven, een rechtstreekse, laagdrempelige toegang te bieden tot huisvesting met geïndividualiseerde begeleiding en begeleiding op maat;

(14) de strijd tegen de huisjesmelkers aanbinden door :

- de samenwerking met het Parket te verbeteren;
- regelingen op te zetten die een transversale en gecoördineerde benadering van de problematiek bevorderen en nagaan of er een gegevensbank over de huisvesting in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest kan worden opgericht om de eigenaars die diverse ongezonde woningen bezitten te kunnen opsporen;
- alle mechanismen voor de terbeschikkingstelling van het gebouw in kwestie te verbeteren door onder meer :
  - de vereiste instemming van de eigenaar in het kader van artikel 433<sup>quaterdecies</sup> van het Strafwetboek af te schaffen;
  - het instellen van een « sociaal » beheerrecht ten gunste van het OCMW, de gemeente, een SVK of enige andere relevante actor, voor ongezond of onbewoonbaar verklaarde woningen aan te moedigen;
  - het openbaar beheerrecht aan te passen en door de gemeenten de middelen te geven om het uit te oefenen.
- de middelen van de Gewestelijke Huisvestingsinspectiedienst te verhogen.

(15) het netwerken en de coördinatie tussen de verschillende actoren versterken, teneinde te zorgen voor multidisciplinaire begeleiding op maat (toegang tot rechten en inkomens, gezondheid enz.) zodat niemand eeuwig een beroep moet doen op noodopvang;

(16) dynamische partnerships met de OCMW's versterken om te voorkomen dat mensen hun rechten verliezen of om ze sneller terug te krijgen en vlugger opvanghuizen te verlaten zodra een woning gevonden is;

(17) de middelen voor begeleid wonen versterken;

(18) het straathoekwerk versterken;

(19) zo vlug mogelijk verslag uitbrengen over de resultaten van de studie van het Verenigd College over het handhaven van het aantal plaatsen in noodopvang, wetend dat er de laatste twee jaar nood was aan 150 bedden tijdens het hele jaar en aan 370 bedden voor noodopvang tijdens de wintermaanden;



(20) de créer un Service public de l'urgence sociale (SPUS) afin de coordonner et mutualiser sur l'ensemble de la Région les ressources existantes, en tenant compte des besoins d'accueil spécifiques des femmes et des familles;

(21) de soutenir les initiatives qui permettent aux sans-abri de développer du lien social, comme les espaces de parole ou les Espaces-Rencontres;

(22) d'accorder une attention particulière aux femmes sans abri, notamment en prévoyant des infrastructures adaptées en intégrant la dimension de genre dans les centres d'accueil de jour, l'accueil d'urgence et le travail de rue;

(23) de soutenir les maisons d'accueil pour améliorer la prise en charge spécifique des enfants, en particulier ceux qui ont été exposés à des situations de violence;

(24) d'étendre l'expérience « Herscham », dans le cadre de laquelle les agents offrent non seulement leur aide aux habitants de la rue mais souhaitent également sensibiliser les autres services de police et partenaires aux besoins de ce groupe de personnes qui vivent dans des circonstances difficiles, aux autres zones de police pour renforcer le lien entre les personnes sans abri et les autorités publiques;

(25) de prendre en considération les travaux de la Concertation bruxelloise de l'aide aux sans-abri (mise sur pied par le Collège réuni) pour objectiver les besoins et leur apporter des réponses cohérentes et articulées;

(26) de ne pas créer d'amalgame entre mendicité et agressivité ni entre mendicité et incivilité tout en privilégiant une approche sociale et non répressive de la pauvreté;

*en ce qui concerne les CPAS :*

(27) de prendre en considération les recommandations exprimées dans les notes du 29 avril et du 9 novembre 2010 de la Conférence des Présidents et Secrétaires de la section CPAS de l'Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale <sup>(2)</sup> et en particulier :

- d'organiser la concertation systématique entre les CPAS et les autorités régionales et communautaires bruxelloises afin de dégager les cohérences et les complémentarités nécessaires pour toute mesure influençant directement ou indirectement les habitants les plus fragiles de la Région, ainsi que sur toute mesure influençant le fonctionnement des CPAS;
- d'augmenter sensiblement le fonds spécial de l'aide sociale sans le faire au détriment des communes et en maintenant ses caractéristiques fondamentales;

(2) Voir annexes 4 et 5.

(20) een Openbare Dienst voor Sociale Urgentie oprichten (ODSU) om de bestaande middelen van het hele Gewest te coördineren en te mutualiseren, rekening houdend met de specifieke opvangbehoeften van vrouwen en gezinnen;

(21) steun verlenen aan initiatieven die de daklozen de mogelijkheid bieden sociale banden op te bouwen, zoals gespreks- of ontmoetingsruimten;

(22) bijzondere aandacht geven aan dakloze vrouwen, met name door te voorzien in aangepaste structuren en door rekening te houden met de genderdimensie in de centra voor dagopvang, de noodopvang en het straathoekwerk;

(23) steun verlenen aan de opvanghuizen om de specifieke zorg voor kinderen te verbeteren, met name degenen die blootgesteld werden aan gewelddadige situaties;

(24) het « Herscham-project », waarbij de agenten niet enkel bijstand verlenen aan de inwoners van de straat, maar ook de andere politiediensten en partners bewust wens te maken van de noden van die groep mensen die in moeilijke omstandigheden leven, uitbreiden tot de andere politiezones om de band tussen de daklozen en de overheden te versterken;

(25) de werkzaamheden van het Brussels Overleg Thuislozenzorg (opgericht door het Verenigd College) in aanmerking nemen om de behoeften te objectiveren en coherente en duidelijke antwoorden erop te verschaffen;

(26) geen verwarring stichten tussen bedelarij en agressiviteit of tussen bedelarij en storend gedrag en de voorkeur geven aan een sociale en niet-repressieve benadering van armoede;

*wat de OCMW's betreft :*

(27) rekening houden met de aanbevelingen die gedaan werden in de nota's van 29 april en 9 november 2010 van de Conferentie van Voorzitters en Secretarissen van de OCMW-afdeling van de Vereniging van de Stad en de Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest <sup>(2)</sup>, meer bepaald :

- systematisch overleg organiseren tussen de OCMW's, de Brusselse gewest- en gemeenschapsoverheden om te komen tot de nodige samenhang en complementariteit van alle maatregelen die rechtstreeks of indirect invloed hebben op de meest kwetsbare inwoners van het Gewest, alsook van alle maatregelen die invloed hebben op de werking van de OCMW's;
- het Bijzonder Fonds voor Maatschappelijk Welzijn aanzienlijk versterken, maar niet ten koste van de gemeenten, en met behoud van de fundamentele kenmerken;

(2) Zie bijlagen 4 en 5.

- de revaloriser la profession de travailleur social de CPAS, par l'augmentation de leurs barèmes (qui devraient être au moins égaux à ceux appliqués dans les autres Régions) mais aussi par un soutien accru à leur formation continuée (nécessaire au bon accomplissement de leurs missions de guidance) et à leur supervision (soutien psychologique nécessaire à la gestion adéquate du stress, de certaines formes de violence, ...);
- de poursuivre les efforts déjà consentis par la Région pour améliorer l'outil informatique et la rationalisation de la gestion informatisée elle-même;
- de reconnaître le rôle essentiel joué par le CPAS en matière d'insertion socioprofessionnelle, l'augmentation de son financement et la simplification des procédures de contrôle;
- de financer davantage les CPAS des communes où vit une population plus pauvre sur la base de critères objectifs;

(28) d'encourager les CPAS à harmoniser leurs procédures et leurs pratiques dans tous les cas où les spécificités de leur public n'appellent pas à mener des politiques différenciées et sans porter atteinte à leur autonomie. En effet, l'harmonisation simplifie le travail des CPAS et de leurs partenaires, améliore la continuité des aides et réduit les inégalités de traitement entre usagers des différentes communes;

(28/1) d'octroyer davantage de moyens financiers et logistiques aux CPAS afin de créer des logements de transit, sous la forme de subsides à l'acquisition, à la rénovation et au fonctionnement;

***en ce qui concerne la santé :***

*L'accessibilité financière aux soins de santé est déterminante mais n'est pas le seul facteur qui intervient dans l'état de santé d'une population. Suivre la santé des personnes en situation de précarité demande, puisque la santé va avec le social, de décloisonner les pratiques et les modes d'intervention.*

(29) de mettre l'accent sur la promotion de la santé et la prévention pour lutter contre les inégalités de santé :

- d'élaborer une politique de programmation socio-sanitaire basée sur les besoins, qui veille notamment à garantir l'accès géographique, financier et socio-culturel des populations fragilisées aux dispositifs de prévention;
- de promouvoir la médecine générale en augmentant le nombre de médecins généralistes afin de mettre en place

- het beroep van maatschappelijk werker bij het OCMW herwaarderen door middel van een verhoging van de loonschalen (minstens gelijk aan die van de andere Gewesten), maar ook door meer steun te verlenen voor hun voortgezette opleiding (nodig voor de goede uitvoering van hun opdrachten inzake begeleiding) en toezicht (nodige psychologische ondersteuning voor toereikend beheer van stress, sommige vormen van geweld ...);
- de reeds geleverde inspanningen van het Gewest voor de verbetering van de informatica en de rationalisatie van het geïnformatiseerd beheer zelf voortzetten;
- de essentiële rol van de OCMW's op het vlak van socioprofessionele inschakeling erkennen, de financiering ervan verhogen en de controleprocedures vereenvoudigen;
- de OCMW's van de gemeenten met een armere bevolking meer financieren, op grond van objectieve criteria;

(28) de OCMW's aanmoedigen om hun procedures en hun handelswijzen te harmoniseren in alle gevallen waarin de bijzondere kenmerken van hun publiek geen gedifferentieerd beleid vereisen, en zonder afbreuk te doen aan hun autonomie. Dat maakt het werk van de OCMW's en hun partners immers makkelijker. Tevens draagt dat bij tot de continuïteit van de bijstand en tot het verminderen van de ongelijkheden bij de behandeling van de klanten van de verschillende gemeenten;

(28/1) de OCMW's meer financiële en logistieke middelen toekennen om transitwoningen te creëren, in de vorm van aankoop-, renovatie- en werkingssubsidies;

***wat gezondheid betreft :***

*De financiële toegankelijkheid tot gezondheidszorg is bepalend, maar niet de enige factor voor de gezondheidstoestand van een bevolking. Om de gezondheid van mensen in een moeilijke situatie te volgen, moeten de handelswijzen en de bijstand beter op mekaar aansluiten, want gezondheid staat niet los van het sociale aspect.*

(29) de nadruk leggen op de bevordering van gezondheid en preventie om ongelijkheden op het vlak van de gezondheid te bestrijden :

- een sociaal beleid op het vlak van de gezondheid uitwerken op grond van de behoeften, met name om de geografische, financiële en socioculturele toegang van de meest kwetsbare bevolking tot de preventievoorzieningen te waarborgen;
- algemene geneeskunde bevorderen door het aantal huisdokters te verhogen om te komen tot een preventiestra-

une stratégie de prévention plutôt qu'unilatéralement curative – cela permettra d'éviter un recours trop systématique aux soins spécialisés en hôpital et aux services d'urgence pour lesquels on constate une très nette surconsommation en Région bruxelloise :

- de rendre la médecine générale et les autres professionnels de santé de la première ligne de soins plus accessibles notamment en créant de nouvelles maisons médicales dans les quartiers où il en manque et en priorité dans les quartiers défavorisés, celles-ci développant d'une part une approche pluridisciplinaire accessible, tout en étant d'autre part financées par le fédéral;
  - de sensibiliser, essentiellement par les pratiques et outils de la promotion de la santé, les populations les plus fragiles à l'importance d'avoir un médecin généraliste;
- d'améliorer les campagnes de sensibilisation et d'éducation à la santé pour qu'elles touchent les populations les plus fragiles, notamment en soutenant les actions de santé communautaires, les réseaux santé et toutes initiatives de promotion de la santé et du bien-être dans les quartiers :
- axer les interventions sur l'alimentation saine et la pratique d'une activité physique;
  - axer les interventions sur l'importance de participer aux dépistages du cancer organisés par les communautés en collaboration avec le Fédéral;
  - cibler sur des publics souffrant de maladies pour lesquelles on constate une forte prévalence dans les populations les plus défavorisées ou dans certaines communautés;
  - soutenir les pratiques de médiation interculturelle dans le milieu de la santé, afin de lutter contre les freins culturels à la santé et plus particulièrement sur la question du tabou autour de certaines maladies (sida, maladies mentales, etc); développer une perspective interculturelle sur la question de l'égalité de santé et encourager des pratiques comme l'ethnopsychiatrie;

(30) en matière de santé mentale :

- de soutenir davantage les travailleurs sociaux de plus en plus confrontés à un public souffrant de problèmes de santé mentale en les formant et en les sensibilisant à ces questions;
- de s'appuyer davantage sur l'expérience des associations de patients;
- de renforcer le personnel « psy », notamment par la mise en réseau dans les structures d'accueil et en particulier dans les équipes mobiles en contact avec les personnes vivant dans la rue;

tegie, eerder dan een louter curatieve strategie. Op die manier kan worden voorkomen dat te systematisch een beroep wordt gedaan op gespecialiseerde zorgen in het ziekenhuis en op de spoeddiensten, die duidelijk te veel worden ingeschakeld in het Brussels Gewest :

- algemene geneeskunde en andere eerstelijnszorg toegankelijker maken, door nieuwe gezondheidsdiensten op te richten in wijken die daaraan gebrek hebben, bij voorrang in de achtergestelde wijken. Ze moeten zorgen voor een toegankelijke multidisciplinaire benadering, en gefinancierd worden door de federale overheid;
  - de kansarme bevolkingsgroepen, voornamelijk via de praktijken en instrumenten voor de bevordering van de gezondheid, bewustmaken van het belang een huisarts te hebben;
- de bewustmakings- en opvoedingscampagnes inzake gezondheid verbeteren, opdat ze de kansarme bevolkingsgroepen bereiken, onder meer door de gezondheidsacties van de Gemeenschappen, de gezondheidsnetwerken en alle initiatieven ter bevordering van de gezondheid en het welzijn in de wijken te steunen :
- de acties toespitsen op gezonde voeding en lichaamsbeweging;
  - de acties toespitsen op het belang van deelname aan kankeropsporingsonderzoeken die georganiseerd worden door de gemeenschappen, in samenwerking met de federale overheid;
  - de acties richten op doelgroepen die lijden aan ziekten waarvoor een grote prevalentie wordt vastgesteld in de kansarme bevolkingsgroepen of in bepaalde gemeenschappen;
  - de praktijken inzake interculturele bemiddeling steunen in de gezondheidssector om de strijd aan te binden met culturele obstakels voor de gezondheid en meer bepaald met het taboe rond bepaalde ziekten (aids, geestesziekten, enz.); een intercultureel perspectief uitbouwen over de gelijkheid op het vlak van gezondheid en praktijken zoals ethnopsychiatrie aanmoedigen;

(30) in verband met geestelijke gezondheid :

- de maatschappelijke werkers meer steun verlenen, want ze krijgen in toenemende mate te maken met geesteszieke personen, door hen op te leiden en bewust te maken van die problemen;
- meer voortbouwen op de ervaring van de patiëntenverenigingen;
- het psychiatrisch personeel versterken, onder meer door netwerking, in de opvangstructuren en in het bijzonder in de mobiele teams die contact hebben met de personen die op straat leven;

- de développer des structures d'accueil en ambulatoire spécialisées mais en réseau avec les professionnels et structures généralistes, pour les personnes souffrant de problématiques de santé mentale et de dépendance (drogues, alcool, poly-diagnostic), sachant que ces personnes ne trouvent généralement pas de place dans les structures d'accueil classiques de type « maison d'accueil »;

(31) en matière d'aide médicale dans les CPAS :

- d'encourager les CPAS à harmoniser leurs procédures et pratiques en matière de santé comme il est prévu au titre relatif aux CPAS mais aussi à mieux faire connaître leurs procédures et pratiques respectives au public en général, aux usagers et aux professionnels de la santé;

(32) en matière de santé des sans-abri :

- de développer des soins ambulatoires plus accessibles pour les sans-abri qui ne se rendent qu'avec difficulté dans les services classiques de santé;

(33) de porter une attention particulière aux personnes étrangères en séjour légal mais qui n'ont pas droit à une couverture par la mutuelle;

(34) de poursuivre l'assainissement des finances des hôpitaux publics en tenant compte de leur rôle social;

**en ce qui concerne la formation et l'éducation :**

*Il convient de donner aux enfants les moyens de s'épanouir. C'est la meilleure garantie en matière de prévention de la pauvreté et de lutte contre la transmission intergénérationnelle de la pauvreté. L'enseignement joue donc un rôle essentiel et doit, plus qu'il ne le fait actuellement, avoir un effet démocratisant. En outre, les gens doivent pouvoir se former et se recycler tout au long de la vie. Notamment en vue d'assurer la participation au marché du travail des groupes à risque.*

(35)

- de renforcer l'accueil de l'enfance, l'accueil extra-scolaire et d'abaisser l'âge de l'obligation scolaire. Ces mesures doivent permettre, notamment, d'améliorer l'accès des femmes à l'emploi et d'instaurer l'égalité des chances pour les enfants;
- de sensibiliser les parents à l'importance d'une fréquentation assidue de l'école maternelle et de développer des outils de soutien à la parentalité. La richesse des activités d'éveil et de socialisation est en effet cruciale pour l'avenir des enfants;
- de rappeler la responsabilité des adultes dans l'éducation des enfants car ceux-ci apprennent beaucoup par imitation;

- gespecialiseerde ambulante opvangstructuren uitbouwen in een netwerk met de professionals en eerstelijnsstructuren, ten behoeve van personen die geestesziek of verslaafd zijn (drugs, alcohol, meerdere verslavingen), wetende dat die personen meestal niet terecht kunnen in de klassieke opvangstructuren van het type « opvanghuis »;

(31) in verband met medische bijstand in de OCMW's :

- de OCMW's aanmoedigen om hun procedures en praktijken op het vlak van gezondheid te harmoniseren, zoals in de titel over de OCMW's staat, maar ook om hun respectieve procedures en praktijken beter bekend te maken bij het publiek in het algemeen, bij de klanten en de gezondheidsprofessionals;

(32) in verband met gezondheid van de daklozen :

- ambulante verzorging uitbouwen die toegankelijker is voor de daklozen, die niet geneigd zijn om een beroep te doen op de klassieke medische diensten;

(33) bijzondere aandacht schenken aan de legale buitenlanders, die evenwel geen recht hebben op dekking door een ziekenfonds;

(34) de sanering van de financiën van de openbare ziekenhuizen voortzetten, rekening houdend met hun sociale rol;

**wat opleiding en opvoeding betreft :**

*Kinderen moeten de middelen krijgen om zichzelf te ontplooien. Dit is de beste garantie op de preventie van armoede en ook op het tegengaan van generatiearmoede. Onderwijs speelt dus een sleutelrol en moet, meer dan momenteel, democratiserend werken. Verder moeten mensen levenslang de kans krijgen zich te vormen en bij te scholen. Zeker ook met het oog op arbeidsmarktparticipatie van kansengroepen.*

(35)

- meer kinderopvang, buitenschoolse opvang en verlaging van de schoolplicht; die maatregelen moeten onder andere de toegang van vrouwen tot werk verhogen en gelijke kansen voor de kinderen creëren;
- de ouders bewustmaken van het belang om regelmatig de lessen in de lagere school bij te wonen en tools ontwikkelen om het ouderschap te steunen. De vele activiteiten om de wereld te verkennen en sociale vaardigheden aan te leren zijn immers van cruciaal belang voor de toekomst van de kinderen;
- herinneren aan de verantwoordelijkheid van de volwassenen in de opvoeding van de kinderen, omdat deze laten veel leren door na te bootsen;

(36) des écoles ouvertes afin d'accroître l'égalité des chances par la participation au sport et à la culture, entre autres, ainsi que la participation des parents et des quartiers;

(37) d'appliquer des nouvelles méthodes linguistiques en réponse au contexte multilingue;

(38) de valoriser l'enseignement technique et professionnel;

(39) de miser sur la combinaison « apprendre et travailler » pour les jeunes qui ont perdu l'intérêt pour l'école;

(40) d'augmenter et d'optimiser l'offre en matière d'alphabétisation et de formation pour les personnes peu qualifiées;

(41) d'accroître l'offre de formations pour certains groupes à risque spécifiques, tels que les anciens détenus ou les populations défavorisées;

(42) d'accroître l'offre de formations de courte durée à des fonctions critiques;

(43) d'améliorer l'offre de formations en langues;

(44) de simplifier et d'accélérer les procédures de reconnaissance des diplômes étrangers, et d'utiliser systématiquement les compétences acquises ailleurs;

***en ce qui concerne l'emploi :***

(45) d'allouer davantage de moyens à Actiris et d'améliorer la collaboration entre les services régionaux et locaux afin d'accroître l'efficacité de la politique d'activation;

(46) de miser sur l'accompagnement de qualité des chercheurs d'emploi, en accordant la priorité aux jeunes et aux personnes peu qualifiées et en visant un équilibre « raisonnable » entre l'accompagnement et les possibilités existantes en termes d'emploi et de formation; d'accorder une attention particulière aux personnes marginalisées et/ou aux victimes de « handicaps sociaux » (assuétudes, vie chaotique, ...);

(46/1) d'améliorer le ratio général de conseillers par demandeur d'emploi;

(47) d'élargir la lutte contre la discrimination à l'embauche (par exemple, au moyen de CV anonymes et de tests pratiques);

(48) d'encourager l'emploi des personnes présentant un handicap (contrôle du respect des normes, fixation d'un pourcentage via une extension de la charte pour la diversité);

(49) de lutter contre l'exclusion des anciens détenus sur le marché du travail;

(36) brede scholen uitbouwen met het oog op meer gelijke kansen door deel te nemen aan onder meer sport en cultuur, alsook meer ouder- en buurtbetrokkenheid;

(37) nieuwe taalmethodes hanteren als antwoord op de meertalige context;

(38) het technisch en beroepsonderwijs opwaarderen;

(39) inzetten op combinatie « leren en werken » voor jongeren die schoolmoe zijn;

(40) het aanbod wat betreft alfabetisering en vorming voor laaggeschoolden verhogen en optimaliseren;

(41) vormingsaanbod voor specifieke kansengroepen uitbouwen, zoals ex-gedetineerden of achtergestelde bevolkingsgroepen;

(42) het aanbod van korte opleidingstrajecten naar knelpuntberoepen vergroten;

(43) taalopleidingen verder aanbieden;

(44) procedures voor de erkenning van buitenlandse diploma's vereenvoudigen en versnellen en systematisch Elders Verworven Competenties hanteren;

***wat werkgelegenheid betreft :***

(45) meer middelen voor Actiris en betere samenwerking tussen regionale en lokale diensten voor een efficiënter activeringsbeleid;

(46) inzetten op de kwaliteitsvolle begeleiding van de werkzoekenden, met voorrang voor de jongeren en de laagstgeschoolden en met een « redelijk » evenwicht tussen begeleiding en de bestaande mogelijkheden inzake werkgelegenheid en opleiding; bijzondere aandacht besteden aan marginale personen of slachtoffers van « sociale handicaps » (verslavingen, chaotisch leven ...);

(46/1) de algemene verhouding van consulenten/ werkzoekenden verbeteren;

(47) de strijd tegen discriminatie bij aanwerving uitbreiden (bijvoorbeeld via anonieme cv's en praktijktesten);

(48) de werkgelegenheid voor de personen met een handicap bevorderen (toezicht op naleving normen, bepaling percentage via uitbereiding handvest voor diversiteit);

(49) de uitsluiting van ex-gedetineerden uit de arbeidsmarkt bestrijden;

(50) de mettre en application les recommandations de la résolution du Parlement bruxellois relative à l'égalité de traitement entre hommes et femmes, notamment afin de faciliter l'accès des femmes qui réintègrent le marché du travail aux postes de travail subventionnés;

(51) d'informer systématiquement, via Actiris, les chercheurs d'emploi bruxellois des concours organisés par le Selor, et d'augmenter leurs chances d'être recrutés comme fonctionnaires au moyen de programmes de préparation aux concours de recrutement;

(52) d'appliquer les dispositions adoptées récemment par la Région : l'ordonnance visant à promouvoir la diversité dans la fonction publique régionale bruxelloise, qui prévoit notamment des incitants afin d'encourager l'embauche de chercheurs d'emploi qui habitent dans des quartiers où le taux de chômage est élevé; l'ordonnance visant à promouvoir la responsabilité sociétale des entreprises, qui oblige les entreprises à répondre de la composition de leurs effectifs pour pouvoir bénéficier du label « Entreprise durable »;

(52/1) de créer un tableau de bord permettant une analyse annuelle de l'évolution du phénomène de discrimination à l'embauche. Cette tâche doit être confiée à l'Observatoire du marché de l'emploi et des qualifications en Région bruxelloise;

***en ce qui concerne le surendettement :***

*Certaines situations de surendettement surviennent après un évènement imprévu sur lequel l'individu n'a pas de prise (maladie, divorce, perte d'emploi, etc.). Mais il existe également des situations de surendettement liées à des comportements et des choix personnels sur lesquels il est possible d'intervenir. Nous pensons aux cas d'assuétudes diverses (jeux, alcool, drogues) mais aussi aux personnes qui se lancent dans une activité d'indépendant (développement sauvage des « phone shops » et « night shops » dans certains quartiers) et contractent des crédits sans avoir les compétences nécessaires, notamment pour évaluer la viabilité de leur projet sur le long terme.*

(53) une meilleure régulation du système de crédit :

- d'adapter la loi fédérale pour mieux protéger les consommateurs des risques du crédit facile et réguler davantage la croissance anarchique des sociétés de crédit;
- de renforcer les contrôles et les sanctions en matière de publicité abusive;
- de réguler davantage le secteur des jeux de hasard, en particulier les paris sportifs et les jeux en ligne;

(50) de aanbevelingen uit de resolutie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement betreffende de gelijke behandeling van mannen en vrouwen toepassen, zeker ook om de vrouwen die weer intreden op de arbeidsmarkt gemakkelijker toegang te geven tot de gesubsidieerde arbeidsplaatsen;

(51) de Brusselse werkzoekenden via Actiris systematisch informeren over de door Selor georganiseerde examens en hun kansen om als ambtenaar te worden aangevraagd via programma's ter voorbereiding van de wervingsexamens;

(52) de door het Gewest ingevoerde recente regelingen toepassen : de ordonnantie ter bevordering van diversiteit in het Brussels gewestelijk openbaar ambt, die onder meer in stimuli voorziet om de aanwerving te bevorderen van werkzoekenden die in wijken met een hoog werkloosheidscijfer wonen; de ordonnantie tot bevordering van het maatschappelijk verantwoord ondernemen in de bedrijven, die de bedrijven verplicht om de samenstelling van hun personeelsbestand te verantwoorden om het label « Duurzame onderneming » te kunnen krijgen;

(52/1) een boordtabel creëren om een jaarlijkse analyse te kunnen maken van de evolutie van het verschijnsel van discriminatie bij de aanwerving. Die taak moet worden uitgevoerd door het Brussels Observatorium van de Arbeidsmarkt en de Kwalificaties;

***wat overmatige schuldenlast betreft :***

*In sommige gevallen, is overmatige schuldenlast het gevolg van een onvoorziene gebeurtenis waarop het individu geen invloed heeft (ziekte, echtscheiding, verlies van job...). Er zijn evenwel gevallen van overmatige schuldenlast die het gevolg zijn van bewust gedrag of keuze. Wij denken bijvoorbeeld aan verslaving (spelen, alcohol, drugs) maar ook aan degenen die een bedrijvigheid als zelfstandige starten (wildgroei van telefoonwinkels en nachtwinkels in sommige wijken) en die leningen sluiten zonder over de nodige competenties te beschikken, inzonderheid om na te gaan of hun project haalbaar is op lange termijn.*

(53) een betere regeling voor verstrekking van krediet :

- de federale wet aanpassen om de consumenten beter te beschermen tegen de gevaren van het makkelijk verkrijgen van krediet en de wildgroei van kredietmaatschappijen beter regelen;
- betere controles en straffen bij misleidende reclame;
- betere regeling van de kansspelensector, inzonderheid de weddenschappen op sportwedstrijden en online spelen;

(54) d'accroître les activités de sensibilisation et d'accompagnement :

- de responsabiliser à l'utilisation de crédits en réalisant des campagnes de sensibilisation et de prévention à l'égard du crédit facile;
- de soutenir des initiatives de prévention telles que l'école des consommateurs et d'étendre ces programmes en milieu scolaire;
- de subventionner les services de médiation de dettes, en ce compris les services de médiation de dettes des CPAS;
- de développer les micro-crédits et le crédit social accompagné;
- une intervention plus soutenue d'Atrium et de l'ABE dans certains quartiers pour accompagner les commerçants afin de mieux encadrer le développement d'activités de type « night shops » et « phone shops » et d'éviter les situations de surendettement;
- de soutenir la mise en place d'outils de récolte et de gestion de données par les services de médiation de dettes (en tenant compte de la législation sur le respect de la vie privée) afin de mieux comprendre le phénomène de surendettement; il s'agit également de standardiser et/ou harmoniser ces méthodes de récolte et de gestion de données.

(54) meer bewustmaking en begeleiding :

- bewustmaken voor het aangaan van krediet, via bewustmakings- en preventiecampagnes inzake het makkelijk krediet;
- steun aan preventieprojecten zoals de consumentenschool, en uitbreiden van die programma's tot de scholen;
- subsidies voor schuldbemiddelingsdiensten, ook voor de schuldbemiddelingsdiensten van de OCMW's;
- uitbouw van de microkredieten en van het begeleid sociaal krediet;
- meer steun voor de acties van Atrium en het BAO in sommige wijken om de handelaars te begeleiden bij de uitbouw van projecten zoals nachtwinkels en telefoonwinkels, en voorkomen van overmatige schuldenlast;
- steun voor tools voor het verzamelen en beheren van gegevens door de schuldbemiddelingsdiensten (rekening houdend met de wetgeving op het eerbiedigen van de private levenssfeer) om het verschijnsel van de overmatige schuldenlast beter te begrijpen; die methodes voor het verzamelen en beheren van gegevens standaardiseren en/of harmoniseren.

## VI. Annexes

### Annexe 1

#### Amendements

N° 1 (de Mme Anne-Charlotte d'URSEL et M. Michel COLSON)

##### « Préambule »

**A l'alinéa 1<sup>er</sup> du préambule, remplacer la phrase** « Une politique de lutte contre la pauvreté efficace ne peut évidemment se limiter à panser les plaies d'une société qui exclut et marginalise toujours plus. » **par la phrase** « *Aujourd'hui, pour qu'une politique de lutte contre la pauvreté soit efficace, elle doit, avant toute autre chose, être axée sur la prévention.* ».

#### JUSTIFICATION

Cette formulation permet de recentrer le propos sur l'action de prévention.

N° 2 (de Mme Anne-Charlotte d'URSEL et M. Michel COLSON)

##### « Spécificités bruxelloises »

**Au 3<sup>ème</sup> alinéa du titre « Spécificités bruxelloises », remplacer les mots** « les politiques à maintenir et à continuer à mettre en place en ce qui concerne les personnes âgées » **par les mots** « *le bien-être et l'intégration dans la société des personnes âgées* ».

#### JUSTIFICATION

Formulation plus compréhensible.

N° 3 (de Mme Anne-Charlotte d'URSEL et M. Michel COLSON)

##### Recommandation 3

**Dans le titre « en ce qui concerne le logement de qualité et la lutte contre le sans-abrisme », dans la recommandation 3, insérer les mots** « *, ainsi que des étages laissés vacants au-dessus des commerces,* » **entre les mots** « des bureaux vides » **et les mots** « en logements ».

#### JUSTIFICATION

Cet amendement vise à également intégrer dans cette recommandation les étages des nombreux immeubles dont le rez-de-chaussée est occupé par un commerce.

## VI. Bijlagen

### Bijlage 1

#### Amendementen

Nr. 1 (van mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL en de heer Michel COLSON)

##### « Inleiding »

**In de eerste alinea van de inleiding, de zin** « Een efficiënt beleid voor armoedebestrijding kan natuurlijk niet worden beperkt tot het verzorgen van de wonden van een samenleving die almaar meer mensen uitsluit en marginaliseert. » **te vervangen door de zin** « *Thans moet een beleid voor armoedebestrijding in de eerste plaats gericht zijn op preventie, teneinde doeltreffend te zijn.* ».

#### VERANTWOORDING

Die formulering biedt de mogelijkheid de nadruk te leggen op preventief werk.

Nr. 2 (van mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL en de heer Michel COLSON)

##### « Specifieke Brusselse kenmerken »

**In de derde alinea van het opschrift « Specifieke Brusselse kenmerken », de woorden** « het beleid ten behoeve van de bejaarden, dat moet gehandhaafd blijven, » **te vervangen door de woorden** « *het welzijn en de maatschappelijke integratie van de bejaarden* ».

#### VERANTWOORDING

Meer begrijpelijke formulering.

Nr. 3 (van mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL en de heer Michel COLSON)

##### Aanbeveling 3

**Onder het opschrift « wat betreft kwaliteitsvolle huisvesting en strijd tegen dakloosheid », in aanbeveling 3, de woorden** « *, en van leegstaande verdiepingen boven handelszaken,* » **in te voegen tussen de woorden** « leegstaande kantoren » **en de woorden** « tot woningen ».

#### VERANTWOORDING

Het amendement beoogt de verdiepingen van de vele gebouwen waarvan het gelijkvloers ingenomen wordt door een handelszaak ook op te nemen in die aanbeveling.



N° 4 (de Mme Anne-Charlotte d'URSEL et M. Michel COLSON)

*Recommandation 5*

**Dans le titre « en ce qui concerne le logement de qualité et la lutte contre le sans-abrisme », supprimer cette recommandation.**

JUSTIFICATION

De nouveaux outils, notamment l'ordonnance modifiant l'ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code bruxellois du Logement pour faciliter la mise en œuvre du droit de gestion publique, doivent déjà permettre de rendre le droit de gestion publique plus opérant.

Le gouvernement bruxellois dispose dès lors déjà de suffisamment d'outils pour mettre en œuvre celui-ci.

N° 5 (de Mme Anne-Charlotte d'URSEL et M. Michel COLSON)

*Recommandation 6*

**Dans le titre « en ce qui concerne le logement de qualité et la lutte contre le sans-abrisme », supprimer cette recommandation.**

JUSTIFICATION

Il convient de laisser aux communes, acteur le plus efficace en la matière, le soin de mener à bien cette action.

N° 6 (de Mme Anne-Charlotte d'URSEL et M. Michel COLSON)

*Recommandation 9*

**Dans le titre « en ce qui concerne le logement de qualité et la lutte contre le sans-abrisme », dans la recommandation 9, remplacer la phrase « Elle sera envisagée en priorité pour les candidats en attente d'un logement social depuis plusieurs années; » par la phrase « Inciter les communes à activer le système des allocations-loyer pour les locataires des logements communaux, l'étendre aux logements des CPAS et à ceux du secteur privé; ».**

JUSTIFICATION

Le revenu d'intégration sociale est le même partout en Belgique. Quel que soit le lieu de résidence, on bénéficie de la même aide sociale, du moins si l'on se loge dans le secteur privé, ce qui est le cas de la majorité des locataires de notre pays.

Nr. 4 (van mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL en de heer Michel COLSON)

*Aanbeveling 5*

**Onder het opschrift « wat betreft kwaliteitsvolle huisvesting en strijd tegen dakloosheid », die aanbeveling te schrappen.**

VERANTWOORDING

Nieuwe instrumenten, met name de ordonnantie tot wijziging van de ordonnantie van 17 juli 2003 houdende de Brusselse Huisvestingscode om de toepassing van het openbaar beheersrecht te vergemakkelijken, moeten al de mogelijkheid bieden het openbaar beheersrecht doeltreffender te maken.

De Brusselse regering beschikt dus al over voldoende instrumenten om het beheersrecht toe te passen.

Nr. 5 (van mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL en de heer Michel COLSON)

*Aanbeveling 6*

**Onder het opschrift « wat betreft kwaliteitsvolle huisvesting en strijd tegen dakloosheid », die aanbeveling te schrappen.**

VERANTWOORDING

Het is beter dat over te laten aan de gemeenten, die het meest doeltreffend zijn op dat vlak.

Nr. 6 (van mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL en de heer Michel COLSON)

*Aanbeveling 9*

**Onder het opschrift « wat betreft kwaliteitsvolle huisvesting en strijd tegen dakloosheid », in aanbeveling 9, de zin « Ze wordt bij voorrang overwogen voor kandidaten die al jaren op een wachtlijst voor een sociale woning staan; » te vervangen door de zin « De gemeenten aanmoedigen om het systeem van de huurtoelagen te gebruiken voor de huurders van woningen van de gemeenten, het uit te breiden tot de woningen van de OCMW's en tot die van de privésector; ».**

VERANTWOORDING

Het leefloon is in België overal hetzelfde. Men krijgt dezelfde sociale hulp, ongeacht de woonplaats, tenminste voor een woning in de privésector, wat het geval is voor de meeste huurders in ons land.

Or, il est évident que, dans la capitale de l'Europe qu'est Bruxelles, les loyers sont plus élevés qu'à La Louvière, Turnhout ou ailleurs en province.

Il est dès lors important que des personnes à faibles revenus, désirant se loger dans le secteur privé bruxellois, bénéficient également d'une aide supplémentaire.

Pour ce faire, il convient d'organiser un système d'adhésion où tant le bailleur privé que le locataire s'inscrivent dans une démarche commune, par le biais d'une allocation-loyer concernant des loyers encadrés par le gouvernement et ce, en fonction de la taille et de la qualité du logement. Un système où les deux parties adhèrent volontairement et individuellement au système doit permettre l'aboutissement de ce système.

N° 7 (de Mme Anne-Charlotte d'URSEL et M. Michel COLSON)

*Recommandation 24*

**Dans le titre « en ce qui concerne le logement de qualité et la lutte contre le sans-abrisme », dans la recommandation 24, insérer les mots « , dans le cadre de laquelle les agents offrent non seulement leur aide aux habitants de la rue mais souhaitent également sensibiliser les autres services de police et partenaires aux besoins de ce groupe de personnes qui vivent dans des circonstances difficiles, » entre les mots « l'expérience « Herscham » » et les mots « aux autres zones de police ».**

JUSTIFICATION

Pour plus de clarté, il n'est sans doute pas inutile de rappeler succinctement en quoi consiste l'expérience « Herscham ».

N° 8 (de Mme Anne-Charlotte d'URSEL et M. Michel COLSON)

*Recommandation 28/1*

**Dans le titre « en ce qui concerne les CPAS », après la recommandation 28, ajouter une nouvelle recommandation rédigée comme suit : « (28/1) d'octroyer davantage de moyens financiers et logistiques aux CPAS afin de créer des logements de transit, sous la forme de subsides à l'acquisition, à la rénovation et au fonctionnement; ».**

JUSTIFICATION

Etant donné les missions que sont amenés à remplir les CPAS, notamment en matière de logement de transit, il est nécessaire de leur octroyer des moyens financiers supplémentaires.

Het is echter duidelijk dat in Brussel, de hoofdstad van Europa, de huurprijzen hoger zijn dan in La Louvière, Turnhout of elders in de provincie.

Bijgevolg is het belangrijk dat personen met een laag inkomen die huisvesting willen in de Brusselse privésector, ook extra hulp krijgen.

Daartoe moet een systeem ingesteld worden waartoe zowel de privéverhuurder als de huurder kunnen toetreden, via een huurtoelage voor door de regering omkaderde huurprijzen, vastgesteld op grond van de omvang en de kwaliteit van de woning. Op grond van de vrijwillige en individuele toetreding van de twee partijen, moet dat systeem een succes kunnen worden.

Nr. 7 (van mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL en de heer Michel COLSON)

*Aanbeveling 24*

**Onder het opschrift « wat betreft kwaliteitsvolle huisvesting en strijd tegen dakloosheid », in aanbeveling 24, de woorden « , waarbij de agenten niet enkel bijstand verlenen aan de inwoners van de straat, maar ook de andere politiediensten en partners bewust wensen te maken voor de noden van die groep mensen die in moeilijke omstandigheden leven, » in te voegen tussen de woorden « het « Herscham-project » » en de woorden « uitbreiden tot de andere politiezones ».**

VERANTWOORDING

Het is ongetwijfeld niet nutteloos bondig te verduidelijken wat het « Herscham-project » inhoudt.

Nr. 8 (van mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL en de heer Michel COLSON)

*Aanbeveling 28/1*

**Onder het opschrift « wat OCMW's betreft », na aanbeveling 28, een nieuwe aanbeveling toe te voegen, luidend als volgt : « (28/1) de OCMW's meer financiële en logistieke middelen toekennen om transitwoningen te creëren, in de vorm van subsidies voor de aankoop, de renovatie en de werking; ».**

VERANTWOORDING

Gelet op de opdrachten die de OCMW's moeten vervullen, met name inzake transitwoningen, is het nodig hun extra financiële middelen toe te kennen.

N° 9 (de Mme Anne-Charlotte d'URSEL et M. Michel COLSON)

*Recommandation 29*

**Dans le titre « en ce qui concerne la santé », dans la recommandation 29, au 2<sup>ème</sup> point, après le sous-point « - sensibiliser (...) à l'importance d'avoir un médecin généraliste. », ajouter un nouveau sous-point rédigé comme suit : « - réaliser une étude détaillée sur la densité de médecins généralistes par commune, voire par quartier, sur le territoire de la Région bruxelloise; ».**

JUSTIFICATION

En 2009, la ministre fédérale chargée de la Santé, Laurette Onkelinx, a présenté un cadastre des médecins généralistes en Belgique.

Les résultats de ce cadastre offrent une image bien différente de celle projetée précédemment puisque, en prenant en compte ces critères, il ressort que le nombre de médecins s'élève à environ 9.259 sur les près de 15.000 qui disposent d'une accréditation INAMI. Au vu de ces chiffres, la Belgique se situe dans la moyenne européenne en terme de densité de médecins.

Au niveau régional, il apparaît qu'en Flandre, 70,36 % des médecins généralistes sont actifs. Pour la Wallonie et pour Bruxelles, ce pourcentage est respectivement de 58,69 % et de 48,28 %.

Ces chiffres pour Bruxelles et la Wallonie s'expliquent, en partie, par le fait que 70 % des patients flamands ont un dossier médical global, pour seulement 30 % des bruxellois et des wallons.

Il n'en demeure pas moins que Bruxelles et la Wallonie seraient les premières Régions touchées par la pénurie de médecins. Ce constat est d'ailleurs confirmé par le FOREM puisqu'en 2009, la profession de médecin généraliste est entrée dans la liste des professions en pénurie.

A cela, il convient encore de prendre en considération deux facteurs essentiels. D'une part, parmi les 9.259 médecins généralistes comptabilisés, 30 % ont plus de 55 ans. Même en considérant qu'une partie de ceux-ci continue d'exercer au-delà de 65 ans, les nouveaux médecins généralistes ne pourront combler ces départs.

D'autre part, on assiste à une féminisation de la profession. S'il s'agit d'une excellente chose en terme d'égalité, il apparaît que les femmes médecins généralistes ont une autre approche de la profession et veulent mieux concilier leur vie familiale et leur vie professionnelle (La Chambre – doc 52 2021/1).

La présente recommandation vise dès lors à mieux objectiver l'offre de médecins généralistes.

N° 10 (de M. Michel COLSON et Mme Anne-Charlotte d'URSEL)

*Recommandation 31*

**Dans le titre « en ce qui concerne la santé », dans la recommandation 31, supprimer les mots « comme il est prévu au titre relatif aux CPAS mais aussi à mieux**

Nr. 9 (van mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL en de heer Michel COLSON)

*Aanbeveling 29*

**Onder het opschrift « wat gezondheid betreft », in aanbeveling 29, in het tweede punt, na subpunt « - de kansarme bevolkingsgroepen ... van het belang een huisarts te hebben. » een nieuw subpunt toe te voegen, luidend : « - een grondige studie verrichten over het aantal huisartsen per gemeente, of zelfs per wijk, op het grondgebied van het Brussels Gewest; ».**

VERANTWOORDING

In 2009 heeft de federale minister van Volksgezondheid, Laurette Onkelinx, een kadaster van de huisartsen in België voorgesteld.

De resultaten van dat kadaster geven een beeld dat sterk verschilt van het vroeger geschetste beeld. Rekening houdend met die criteria, blijkt immers dat het aantal artsen ongeveer 9.259 bedraagt, op de bijna 15.000 artsen die geaccrediteerd zijn bij het RIZIV. Gelet op die cijfers, bevindt België zich in het Europees gemiddelde wat de dichtheid aan artsen betreft.

Op gewestelijk niveau, blijkt dat in Vlaanderen 70,36 % van de huisartsen actief zijn. Voor Wallonië en voor Brussel, bedraagt dat percentage respectievelijk 58,69 % en 48,28 %.

De cijfers voor Brussel en Wallonië kunnen ten dele verklaard worden door het feit dat 70 % van de Vlaamse patiënten een globaal medisch dossier hebben, tegenover slechts 30 % van de Walen.

Niettemin blijven Brussel en Wallonië de eerste Gewesten die te lijden hebben onder de schaarste aan artsen. Die vaststelling wordt trouwens bevestigd door de « FOREM », aangezien het beroep van huisarts in 2009 opgenomen werd in de lijst van knelpuntberoepen.

Daarbij moeten nog twee essentiële factoren in aanmerking worden genomen. Aan de ene kant, zijn 30 % van de 9.259 huisdokter ouder dan 55 jaar. Zelfs in de veronderstelling dat een deel van hen na 65 jaar blijft werken, kunnen de nieuwe huisartsen degenene die vertrekken niet vervangen.

Aan de andere kant, vervrouwelijkt het beroep. Hoewel dat uitstekend is voor de gelijkheid, blijkt dat de vrouwelijke huisartsen het beroep anders benaderen en hun gezinsleven beter willen verzoenen met hun beroepsleven (De Kamer – gedr. stuk 52 2021/1).

De aanbeveling beoogt dus het aanbod aan huisartsen beter te objectiveren.

Nr. 10 (van de heer Michel COLSON en mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL)

*Aanbeveling 31*

**Onder het opschrift « wat gezondheid betreft », in aanbeveling 31, de woorden « zoals in de titel over de OCMW's staat, maar ook om hun respectieve procedures**

faire connaître leurs procédures et pratiques respectives, au public en général, aux usagers et aux professionnels de la santé. ».

## JUSTIFICATION

Cet amendement vise à mieux exprimer la recommandation initialement proposée.

N° 11 (de M. Michel COLSON et Mme Anne-Charlotte d'URSEL)

*Recommandation 31*

**Dans le titre « en ce qui concerne la santé », dans la recommandation 31, ajouter un second point rédigé comme suit « – d'encourager les CPAS à mieux faire connaître leurs procédures et pratiques, au public en général, aux usagers et aux professionnels de la santé. ».**

## JUSTIFICATION

Cet amendement vise à mieux exprimer la recommandation initialement proposée.

N° 12 (de M. Michel COLSON et Mme Anne-Charlotte d'URSEL)

*Recommandation 35*

**Dans le titre « en ce qui concerne la formation et l'éducation », remplacer cette recommandation par ce qui suit : « (35) de renforcer l'accueil de l'enfance, l'accueil extra-scolaire et d'abaisser l'âge de l'obligation scolaire. Ces mesures doivent permettre, notamment, d'améliorer l'accès des femmes à l'emploi et d'instaurer l'égalité des chances pour les enfants; ».**

## JUSTIFICATION

Cette formulation doit permettre une lecture plus aisée de la recommandation. Elle se veut, en outre, moins restrictive dans les avancées que permet un meilleur accueil de l'enfance.

N° 13 (de M. Michel COLSON et Mme Anne-Charlotte d'URSEL)

*Recommandation 40*

**Dans le titre « en ce qui concerne la formation et l'éducation », dans la recommandation 40, insérer les mots « et d'optimiser » entre les mots « d'augmenter » et « l'offre ».**

en praktijken beter bekend te maken bij het publiek in het algemeen, bij de klanten en de gezondheidsprofessionals. » **te schrappen.**

## VERANTWOORDING

Het amendement strekt ertoe de oorspronkelijk voorgestelde aanbeveling beter te formuleren.

Nr. 11 (van de heer Michel COLSON en mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL)

*Aanbeveling 31*

**Onder het opschrift « wat gezondheid betreft », in aanbeveling 31, een tweede streepje toe te voegen luidend : « – de OCMW's aanmoedigen om hun procedures en praktijken beter bekend te maken bij het publiek in het algemeen, bij de klanten en de gezondheidsprofessionals. ».**

## VERANTWOORDING

Het amendement strekt ertoe de oorspronkelijk voorgestelde aanbeveling beter te formuleren.

Nr. 12 (van de heer Michel COLSON en mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL)

*Aanbeveling 35*

**Onder het opschrift « wat opleiding en opvoeding betreft », de aanbeveling als volgt te vervangen : « (35) meer kinderopvang, buitenschoolse opvang en verlaging van de schoolplicht; die maatregelen moeten onder andere de toegang van vrouwen tot werk verhogen en gelijke kansen voor de kinderen creëren; ».**

## VERANTWOORDING

De formulering maakt de aanbeveling leesbaarder. Bovendien is ze minder beperkend in de vooruitgang die door een betere kinderopvang mogelijk gemaakt wordt.

Nr. 13 (van de heer Michel COLSON en mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL)

*Aanbeveling 40*

**Onder het opschrift « wat opleiding en opvoeding betreft », in aanbeveling 40, de woorden « en optimaliseren » aan het slot toe te voegen.**

## JUSTIFICATION

De nombreuses associations sont déjà actives dans le domaine de l'alphabétisation sur le territoire de la Région bruxelloise. Outre une augmentation des moyens mis en œuvre, il convient de mieux utiliser les moyens actuellement mobilisés.

N° 14 (de M. Michel COLSON et Mme Anne-Charlotte d'URSEL)

*Recommandation 46/1*

**Dans le titre « en ce qui concerne l'emploi », après la recommandation 46, insérer une nouvelle recommandation rédigée comme suit :** « (46/1) *d'améliorer le ratio général de conseillers par demandeur d'emploi;* ».

## JUSTIFICATION

Le ratio actuel de conseillers par demandeur d'emploi est d'environ un pour 270 sur le territoire de la Région bruxelloise. Afin d'accompagner au mieux les demandeurs d'emploi et d'obtenir de meilleurs résultats, il est fondamental d'améliorer ce ratio. A titre d'exemple, la Flandre connaît un ratio d'environ un pour 80 demandeurs d'emploi.

N° 15 (de M. Michel COLSON et Mme Anne-Charlotte d'URSEL)

*Recommandation 52/1*

**Ajouter in fine du titre « en ce qui concerne l'emploi » une nouvelle recommandation rédigée comme suit :** « (52/1) *de créer un tableau de bord permettant une analyse annuelle de l'évolution du phénomène de discrimination à l'embauche. Cette tâche doit être confiée à l'Observatoire du marché de l'emploi et des qualifications en Région bruxelloise;* ».

## JUSTIFICATION

Des études ont établi qu'à qualification égale, les candidatures émanant de belges allochtones sont régulièrement traitées différemment à chaque étape de la procédure de recrutement.

La discrimination a le plus souvent lieu dès le premier contact, lorsque le candidat décline son identité. Elle a cependant aussi été observée lors de l'échange verbal à propos du poste à pourvoir et lors de la sélection finale.

La discrimination reste néanmoins un phénomène difficile à cerner :

- elle est souvent indirecte;
- la nationalité d'origine est absente des statistiques.

Cette recommandation vise dès lors à disposer d'un outil permettant de mieux se rendre compte et de mieux appréhender ce phénomène.

## VERANTWOORDING

Tal van verenigingen zijn reeds actief op het vlak van de alfabetisering op het grondgebied van het Brussels Gewest. Naast een verhoging van de ingezette middelen, is het nodig om de thans gebruikte middelen beter te benutten.

Nr. 14 (van de heer Michel COLSON en mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL)

*Aanbeveling 46/1*

**Onder het opschrift « wat werkgelegenheid betreft », na aanbeveling 46, een nieuwe aanbeveling in te voegen luidend :** « (46/1) *de algemene verhouding van consulenten/werkzoekenden verbeteren;* ».

## VERANTWOORDING

De huidige verhouding consulenten/werkzoekenden is ongeveer 1 op 270 op het grondgebied van het Brussels Gewest. Om de werkzoekenden zo goed mogelijk te begeleiden en betere resultaten te verkrijgen, is het van fundamenteel belang om die verhouding te verbeteren. Zo is er in Vlaanderen een verhouding van ongeveer 1 voor 80 werkzoekenden.

Nr. 15 (van de heer Michel COLSON en mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL)

*Aanbeveling 52/1*

**In fine onder het opschrift « wat werkgelegenheid betreft » een nieuwe aanbeveling toe te voegen luidend :** « (52/1) *een boordtabel creëren om een jaarlijkse analyse te kunnen maken van de evolutie van het verschijnsel van discriminatie bij de aanwerving. Die taak moet worden uitgevoerd door het Brussels Observatorium van de Arbeidsmarkt en de Kwalificaties;* ».

## VERANTWOORDING

Uit onderzoek is gebleken dat, bij gelijke kwalificatie, de kandidaatsstellingen van Belgische allochtonen regelmatig anders behandeld worden in elke fase van de aanwervingsprocedure.

De discriminatie gebeurt het vaakst bij het eerste contact, wanneer de kandidaat zijn identiteit bekendmaakt. Discriminatie is ook vastgesteld bij het gesprek over de te begeven functie en bij de uiteindelijke selectie.

Discriminatie blijft vaak een moeilijk te omschrijven verschijnsel :

- discriminatie gebeurt vaak indirect;
- de nationaliteit van oorsprong is niet opgenomen in de statistieken.

De aanbeveling strekt er dus toe een instrument aan te reiken om bewust te maken van dat verschijnsel en het beter aan te pakken.

N° 16 (de M. Michel COLSON et Mme Anne-Charlotte d'URSEL)

*Recommandation 52/2*

**Ajouter in fine du titre « en ce qui concerne l'emploi » une nouvelle recommandation rédigée comme suit :**

« (52/2) de confier la mission de lutte contre les discriminations à l'embauche :

- au niveau local, aux « Maisons de l'emploi » pour agir en « première ligne » (détection des cas, écoute des victimes, première analyse ...);
- au niveau régional, à Actiris (Bruxelles) pour tout ce qui concerne la centralisation des informations et l'accompagnement des cas avérés.

*Cela implique un renfort du service « Discriminations à l'embauche » d'Actiris et une extension de ses missions. ».*

JUSTIFICATION

Des études ont établi qu'à qualification égale, les candidatures émanant de belges allochtones sont régulièrement traitées différemment à chaque étape de la procédure de recrutement.

La discrimination a le plus souvent lieu dès le premier contact, lorsque le candidat décline son identité. Elle a cependant aussi été observée lors de l'échange verbal à propos du poste à pourvoir et lors de la sélection finale.

La discrimination reste néanmoins un phénomène difficile à cerner :

- elle est souvent indirecte;
- la nationalité d'origine est absente des statistiques.

Cette recommandation vise dès lors à mieux lutter contre ce phénomène.

N° 17 (de M. Michel COLSON et Mme Anne-Charlotte d'URSEL)

*« En ce qui concerne le surendettement »*

**Dans l'introduction du titre « en ce qui concerne le surendettement », dans la 2<sup>ème</sup> phrase, supprimer les mots « et des choix personnels ».**

JUSTIFICATION

L'utilisation des termes « choix personnels » apparaît inappropriée dans ce contexte.

Nr. 16 (van de heer Michel COLSON en mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL)

*Aanbeveling 52/2*

**In fine onder het opschrift « wat werkgelegenheid betreft » een nieuwe aanbeveling toe te voegen luidend :**

« (52/2) de opdracht van de bestrijding van de discriminatie bij de aanwerving toevertrouwen :

- op lokaal niveau, aan de « Werkwinkels » in « eerste lijn » (opsporing van de gevallen, luisteren naar de slachtoffers, eerste analyse ...);
- op gewestelijk niveau, aan Actiris (Brussel) voor al wat betrekking heeft op de centralisering van de informatie en de begeleiding van de aan het licht gebrachte gevallen.

*Dat impliceert een versterking van de dienst « Discriminatie bij aanwerving » van Actiris en een uitbreiding van zijn opdrachten. ».*

VERANTWOORDING

Uit onderzoek is gebleken dat, bij gelijke kwalificatie, de kandidaatstellingen van Belgische allochtonen regelmatig anders behandeld worden in elke fase van de aanwervingsprocedure.

De discriminatie gebeurt het vaakst bij het eerste contact, wanneer de kandidaat zijn identiteit bekendmaakt. Discriminatie is ook vastgesteld bij het gesprek over de te begeven functie en bij de uiteindelijke selectie.

Discriminatie blijft vaak een moeilijk te omschrijven verschijnsel :

- discriminatie gebeurt vaak indirect;
- de nationaliteit van oorsprong is niet opgenomen in de statistieken.

De aanbeveling strekt er dus toe een instrument aan te reiken om bewust te maken van dat verschijnsel en het beter aan te pakken.

Nr. 17 (van de heer Michel COLSON en mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL)

*« Wat overmatige schuldenlast betreft »*

**In de inleiding van het opschrift « wat overmatige schuldenlast betreft », in de tweede zin, de woorden « of keuze » te schrappen.**

VERANTWOORDING

Het gebruik van het woord « keuze » is in deze context ongepast.

N° 18 (de M. Michel COLSON et Mme Anne-Charlotte d'URSEL)

« *En ce qui concerne le surendettement* »

**A. Dans l'introduction du titre « en ce qui concerne le surendettement », dans la 3<sup>ème</sup> phrase, supprimer les mots « mais aussi aux personnes qui se lancent dans une activité d'indépendant (développement sauvage des « phone shops » et « night shops » dans certains quartiers) et contractent des crédits sans avoir les compétences nécessaires, notamment pour évaluer la viabilité de leur projet sur le long terme. ».**

**B. Dans l'introduction du titre « en ce qui concerne le surendettement », ajouter une 4<sup>ème</sup> phrase rédigée comme suit : « Une action de prévention doit, par ailleurs, être menée à l'égard des personnes qui se lancent dans une activité d'indépendant et qui risquent, si elles ne disposent pas de l'accompagnement nécessaire, notamment pour évaluer la viabilité de leur projet sur le long terme, de contracter inconsidérément des crédits. ».**

#### JUSTIFICATION

Cette formulation permet de mieux dissocier ces deux situations, à savoir le surendettement lié à certains comportements et les difficultés rencontrées par certains entrepreneurs.

N° 19 (de Mme Elke ROEX et M. Fouad AHIDAR)

#### *Recommandation 6*

**Dans le titre « en ce qui concerne le logement de qualité et la lutte contre le sans-abrisme », remplacer cette recommandation par ce qui suit : « (6) La Région de Bruxelles-Capitale compte entre 15.000 et 30.000 logements inoccupés. Il convient d'instaurer un suivi du nombre de logements inoccupés. Le gouvernement doit en outre viser l'objectif chiffré suivant : percevoir une taxe sur les logements inoccupés sur 2.000 logements au moins en 2011. Le produit de la taxe sur les logements inoccupés doit être affecté en priorité au logement public; ».**

#### JUSTIFICATION

Sera donnée en séance.

Nr. 18 (van de heer Michel COLSON en mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL)

« *Wat overmatige schuldenlast betreft* »

**A. In de inleiding van het opschrift « wat overmatige schuldenlast betreft », in de derde zin, de woorden « maar ook aan degenen die een bedrijvigheid als zelfstandige starten (wildgroei van telefoonwinkels en nachtwinkels in sommige wijken) en die leningen sluiten zonder over de nodige competenties te beschikken, inzonderheid om na te gaan of hun project haalbaar is op lange termijn. » te schrappen.**

**B. In de inleiding van het opschrift « wat overmatige schuldenlast betreft », een vierde zin toe te voegen luidend : « Er moet overigens een preventiecampagne worden gevoerd ten behoeve van degenen die een bedrijvigheid als zelfstandige starten en die, indien zij niet de nodige begeleiding krijgen, inzonderheid om na te gaan of hun project haalbaar is op lange termijn, het gevaar lopen ondoordacht leningen te sluiten. ».**

#### VERANTWOORDING

Die formulering maakt een duidelijk onderscheid tussen twee situaties, te weten de overmatige schuldenlast als gevolg van een bepaald gedrag en de moeilijkheden die sommige ondernemers ondervinden.

Nr. 19 (van mevrouw Elke ROEX en de heer Fouad AHIDAR)

#### *Aanbeveling 6*

**Onder het opschrift « wat betreft kwaliteitsvolle huisvesting en strijd tegen dakloosheid », de aanbeveling te vervangen door wat volgt : « (6) In het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zijn er 15.000 tot 30.000 leegstaande woningen. Er moet een monitoring komen van het aantal leegstaande woningen. Daarbij moet de regering volgend streefcijfer hanteren: leegstandstaks heffen op minstens 2.000 woningen in 2011. De opbrengst van de leegstandstaks moet prioritair besteed worden aan publieke huisvesting; ».**

#### VERANTWOORDING

Zal tijdens de vergadering gegeven worden.

N° 20 (de Mme Elke ROEX et M. Fouad AHIDAR)

*Recommandation 6/1*

**Dans le titre « en ce qui concerne le logement de qualité et la lutte contre le sans-abrisme », après la recommandation 6, insérer une nouvelle recommandation rédigée comme suit : « (6/1) d'instaurer une exonération pour les propriétaires qui confient la gestion de leur logement à une agence immobilière sociale. Le propriétaire d'un logement inoccupé a donc le choix : payer des amendes colossales ou confier le logement en gestion à une AIS; ».**

JUSTIFICATION

Sera donnée en séance.

N° 21 (de Mme Elke ROEX et M. Fouad AHIDAR)

*Recommandation 8/1*

**Dans le titre « en ce qui concerne le logement de qualité et la lutte contre le sans-abrisme », après la recommandation 8, insérer une nouvelle recommandation rédigée comme suit : « (8/1) de mettre sur pied un service régional de déménagement social chargé de prêter main-forte aux locataires sociaux lors d'un déménagement obligatoire au sein du parc de logements sociaux; ».**

JUSTIFICATION

Sera donnée en séance.

N° 22 (de Mme Elke ROEX et M. Fouad AHIDAR)

*Recommandation 9*

**Dans le titre « en ce qui concerne le logement de qualité et la lutte contre le sans-abrisme », remplacer la phrase « Elle sera envisagée en priorité pour les candidats en attente d'un logement social depuis plusieurs années; » par la phrase « Elle sera accordée en priorité aux candidats en attente d'un logement social depuis plus de cinq ans; ».**

JUSTIFICATION

Sera donnée en séance.

Nr. 20 (van mevrouw Elke ROEX en de heer Fouad AHIDAR)

*Aanbeveling 6/1*

**Onder het opschrift « wat betreft kwaliteitsvolle huisvesting en strijd tegen dakloosheid », na aanbeveling 6, een nieuwe aanbeveling in te voegen, luidend : « (6/1) een vrijstelling invoeren voor eigenaars die hun woning in beheer geven aan een Sociaal Verhuurkantoor. De eigenaar van een leegstaande woning krijgt dus de keuze: torenhoge boetes betalen of de woning in beheer geven aan een SVK; ».**

VERANTWOORDING

Zal tijdens de vergadering gegeven worden.

Nr. 21 (van mevrouw Elke ROEX en de heer Fouad AHIDAR)

*Aanbeveling 8/1*

**Onder het opschrift « wat betreft kwaliteitsvolle huisvesting en strijd tegen dakloosheid », na aanbeveling 8, een nieuwe aanbeveling in te voegen, luidend : « (8/1) een gewestelijke sociale verhuisdienst oprichten om sociale huurders bij te staan bij een verplichte verhuizing binnen het sociale woningpark; ».**

VERANTWOORDING

Zal tijdens de vergadering gegeven worden.

Nr. 22 (van mevrouw Elke ROEX en de heer Fouad AHIDAR)

*Aanbeveling 9*

**Onder het opschrift « wat betreft kwaliteitsvolle huisvesting en strijd tegen dakloosheid », in aanbeveling 9, de zin « Ze wordt bij voorrang overwogen voor kandidaten die al jaren op een wachtlijst voor een sociale woning staan; » te vervangen door de zin « Ze wordt bij voorrang toegekend aan kandidaten die al meer dan 5 jaar op een wachtlijst voor een sociale woning staan; ».**

VERANTWOORDING

Zal tijdens de vergadering gegeven worden.



N° 23 (de Mme Elke ROEX et M. Fouad AHIDAR)

*Recommandation 14/1*

**Dans le titre « en ce qui concerne le logement de qualité et la lutte contre le sans-abrisme », après la recommandation 14, insérer une nouvelle recommandation rédigée comme suit :** « (14/1) de renforcer les contrôles effectués par la Direction de l'inspection régionale du logement à travers un élargissement des effectifs. De trop nombreux logements sociaux ne satisfont pas au code du logement et sont insalubres. L'inspection doit contrôler en priorité les logements sociaux des SISP sur le plan du respect du code du logement; ».

JUSTIFICATION

Sera donnée en séance.

N° 24 (de Mme Elke ROEX et M. Fouad AHIDAR)

*Recommandation 23/1*

**Dans le titre « en ce qui concerne le logement de qualité et la lutte contre le sans-abrisme », après la recommandation 23, insérer une nouvelle recommandation rédigée comme suit :** « (23/1) d'intervenir rapidement dans les situations de crise liées à des violences conjugales. Les services d'aide doivent se présenter dans les 48 heures. À cette fin, il y a lieu de réactiver la plate-forme de concertation régionale en matière de violence entre partenaires; ».

JUSTIFICATION

Sera donnée en séance.

N° 25 (de Mme Elke ROEX et M. Fouad AHIDAR)

*Recommandation 28*

**Dans le titre « en ce qui concerne les CPAS », dans la recommandation 28, ajouter un nouveau point rédigé comme suit :** « – de créer un système central unique pour l'enregistrement et la gestion des dossiers de tous les clients des CPAS. Un enregistrement centralisé est en effet aisé pour le public, et il permet également de suivre les évolutions du service fourni par les CPAS et d'identifier les nouveaux problèmes que rencontrent les clients des CPAS; ».

Nr. 23 (van mevrouw Elke ROEX en de heer Fouad AHIDAR)

*Aanbeveling 14/1*

**Onder het opschrift « wat betreft kwaliteitsvolle huisvesting en strijd tegen dakloosheid », na aanbeveling 14, een nieuwe aanbeveling in te voegen, luidend :** « (14/1) de controles van de Directie Gewestelijke Huisvestingsinspectie moeten worden opgedreven door uitbreiding van de personeelsequipe. Te veel sociale woningen voldoen niet aan de huisvestingscode en zijn ongezond. De inspectie moet prioritair de sociale woningen van de OVM's inspecteren op naleving van de huisvestingscode; ».

VERANTWOORDING

Zal tijdens de vergadering gegeven worden.

Nr. 24 (van mevrouw Elke ROEX en de heer Fouad AHIDAR)

*Aanbeveling 23/1*

**Onder het opschrift « wat betreft kwaliteitsvolle huisvesting en strijd tegen dakloosheid », na aanbeveling 23, een nieuwe aanbeveling in te voegen, luidend :** « (23/1) in crisissituaties inzake partnergeweld moet vroeg worden ingegrepen. De hulpverlening moet binnen 48 uur langskomen. Daartoe moet het gewestelijk overlegplatform partnergeweld opnieuw geactiveerd worden; ».

VERANTWOORDING

Zal tijdens de vergadering gegeven worden.

Nr. 25 (van mevrouw Elke ROEX en de heer Fouad AHIDAR)

*Aanbeveling 28*

**Onder het opschrift « wat OCMW's betreft », in aanbeveling 28, een nieuwe punt toe te voegen luidend :** « – één centraal systeem maken voor de registratie en het dossierbeheer van alle OCMW-cliënten. Een centrale registratie is immers gemakkelijk voor het publiek en laat ook toe evoluties in de dienstverlening van de OCMW's op te volgen en de vinger te leggen op de nieuwe problemen waarmee OCMW-cliënten kampen; ».

## JUSTIFICATION

Sera donnée en séance.

N° 26 (de Mme Elke ROEX et M. Fouad AHIDAR)

*Recommandation 29*

**Dans le titre « en ce qui concerne les CPAS », dans la recommandation 29, au 3<sup>ème</sup> point, après le sous-point « - soutenir les pratiques (...) comme l'ethnopsychiatrie; », ajouter deux nouveaux sous-points rédigés comme suit :**

« - dans la nouvelle stratégie de sensibilisation au dépistage de certains cancers, il convient de mettre davantage l'accent sur la communication orale et de renforcer la collaboration locale sur le terrain (par ex. avec les communes, les associations locales ou les auto-organisations). Afin d'accroître le taux de couverture des dépistages du cancer, il est nécessaire d'adopter une approche sur mesure, dans le quartier où vit le client, dans un langage compréhensible;

- mettre sur pied une stratégie de communication numérique sur les soins de santé préventifs en particulier sur les programmes officiels de dépistage du cancer, avec notamment l'élaboration de plates-formes numériques plus diversifiées offrant une information multilingue et accessible, ainsi que la diffusion de cette information sur des sites web consultés par les groupes-cibles (allochtones) respectifs; ».

## JUSTIFICATION

Sera donnée en séance.

N° 27 (de Mme Elke ROEX et M. Fouad AHIDAR)

*Recommandation 34*

**Dans le titre « en ce qui concerne les CPAS », remplacer cette recommandation par ce qui suit : « (34) de définir clairement le rôle social des hôpitaux ainsi que d'établir les critères, sur la base desquels on pourra déterminer le soutien financier de la Région; ».**

## JUSTIFICATION

Sera donnée en séance.

## VERANTWOORDING

Zal tijdens de vergadering gegeven worden.

Nr. 26 (van mevrouw Elke ROEX en de heer Fouad AHIDAR)

*Aanbeveling 29*

**Onder het opschrift « wat OCMW's betreft », in aanbeveling 29, in het derde punt, na subpunt « - de praktische inzake (...) ethnopsychiatrie aanmoedigen; » twee nieuwe subpunten toe te voegen, luidend :**

« - in de nieuwe strategie voor sensibilisering rond bepaalde kankerscreenings moet mondelinge communicatie meer nadruk krijgen en is meer lokale samenwerking op het terrein nodig (zoals met gemeenten, lokale verenigingen of zelforganisaties). Om de dekkinggraad van de kankerscreenings te verhogen is er veel meer nood aan een aanpak op maat, in de buurt waar de klant woont, in verstaanbare taal;

- een digitale communicatiestrategie opzetten rond preventieve gezondheidszorg en in het bijzonder rond de officiële kankerscreeningprogramma's, met o.a. het uitwerken van diversere digitale platforms met meertalige en toegankelijke informatie en ook verspreiding van deze informatie op websites die door de respectievelijke (allochtone) doelgroepen worden gelezen; ».

## VERANTWOORDING

Zal tijdens de vergadering gegeven worden.

Nr. 27 (van mevrouw Elke ROEX en de heer Fouad AHIDAR)

*Aanbeveling 34*

**Onder het opschrift « wat OCMW's betreft », de aanbeveling te vervangen door wat volgt : « (34) de sociale rol van de ziekenhuizen duidelijk omschrijven alsook de criteria vaststellen, op basis waarvan de financiële steun van het Gewest kan bepaald worden; ».**

## VERANTWOORDING

Zal tijdens de vergadering gegeven worden.

N° 28 (de Mme Elke ROEX et M. Fouad AHIDAR)

*Recommandation 35*

**Dans le titre « en ce qui concerne la formation et l'éducation », remplacer cette recommandation par ce qui suit :** « (35) *d'élaborer pour l'ensemble de la Région bruxelloise un plan directeur Accueil de l'enfance dans lequel les instances compétentes traduisent le droit à l'accueil de l'enfance et le formulent en un objectif commun, assorti d'un schéma d'accroissement et accordant la priorité aux quartiers comptant un nombre important d'enfants de moins de 3 ans et où le nombre de places d'accueil de la petite enfance est réduit. Il convient en outre :*

- *d'évaluer le plan crèches bruxellois, en vue d'accélérer le taux de réalisation des budgets prévus;*
- *d'intégrer le métier de puériculteur/-trice à la liste annuelle des fonctions critiques à Bruxelles. Actiris ne considère pas actuellement ce métier comme une fonction critique, mais l'offre de places en crèche ne cessera de croître les prochaines années. Des puériculteurs/-trices qualifié(e)s sont nécessaires afin d'assurer un accueil de l'enfance de qualité;*
- *de prendre des mesures d'accompagnement en attendant l'abaissement de l'âge de l'obligation scolaire, afin d'amener les enfants à l'école maternelle; ».*

## JUSTIFICATION

Sera donnée en séance.

N° 29 (de Mme Elke ROEX et M. Fouad AHIDAR)

*Recommandation 44/1*

**Ajouter in fine du titre « en ce qui concerne la formation et l'éducation » une nouvelle recommandation rédigée comme suit :** « (44/1) *la Région bruxelloise compte un nombre proportionnellement élevé de familles monoparentales. Ces dernières représentent 14 % de l'ensemble des ménages. Dans la plupart des cas, il s'agit d'une mère isolée avec enfants. L'enquête EU-SILC 2009 (statistiques sur le revenu et les conditions de vie) a révélé que le risque de pauvreté est plus élevé pour une famille monoparentale que pour un ménage biparental. C'est pourquoi une enquête sur les conditions de vie des familles monoparentales s'impose, avec une attention particulière pour l'emploi des chefs de ménage de ces familles; ».*

Nr. 28 (van mevrouw Elke ROEX en de heer Fouad AHIDAR)

*Aanbeveling 35*

**Onder het opschrift « wat opleiding en opvoeding betreft », de aanbeveling te vervangen door wat volgt :** « (35) *Een masterplan kinderopvang voor het Brussels Gewest als geheel opmaken, waarbij de bevoegde overheden het recht op kinderopvang omzetten en een gezamenlijke doelstelling formuleren, met een groeipad en met prioriteit voor de wijken met een groot aantal kinderen onder de 3 jaar en waar het aantal kinderopvangplaatsen klein is. Daarbij moet :*

- *het Brussels crècheplan worden geëvalueerd, met het oog op het versnellen van de realisatiegraad van de voorziene budgetten;*
- *het beroep van kinderverzorger worden opgenomen in de jaarlijkse lijst van knelpuntberoepen in Brussel. Kinderverzorger is momenteel geen knelpuntberoep bij Actiris, maar het aanbod van kinderopvangplaatsen zal de komende jaren alleen maar groeien. Gekwalificeerde kinderverzorgers zijn nodig om kwalitatieve kinderopvang te realiseren;*
- *in afwachting van de verlaging van de leerplicht, flankerende maatregelen nemen om kinderen in de kleuterschool te krijgen; ».*

## VERANTWOORDING

Zal tijdens de vergadering gegeven worden.

Nr. 29 (van mevrouw Elke ROEX en de heer Fouad AHIDAR)

*Aanbeveling 44/1*

**In fine onder het opschrift « wat opleiding en opvoeding betreft » een nieuwe aanbeveling toe te voegen, luidend :** « (44/1) *het Brussels Gewest telt proportioneel een groot aantal eenoudergezinnen. Eenoudergezinnen vertegenwoordigen 14 % van alle huishoudens. In de meeste gevallen gaat het om een alleenstaande moeder met kinderen. De EU-SILC-enquête 2009 (Statistics on Income and Living Conditions) wees uit dat het armoederisico bij eenoudergezinnen hoger ligt dan dat van huishoudens met twee ouders. Daarom is er onderzoek nodig naar de leefsituatie van eenoudergezinnen, met bijzondere aandacht voor de tewerkstelling van gezinshoofden van eenoudergezinnen; ».*

## JUSTIFICATION

Sera donnée en séance.

N° 30 (de Mme Elke ROEX et M. Fouad AHIDAR)

*Recommandation 44/2*

**Ajouter in fine du titre « en ce qui concerne la formation et l'éducation » une nouvelle recommandation rédigée comme suit :** « (44/2) d'intégrer les données sur les familles monoparentales et leurs conditions de vie lors de la rédaction du rapport pauvreté, et d'analyser les besoins des familles monoparentales. ».

## JUSTIFICATION

Sera donnée en séance.

N° 31 (de Mme Elke ROEX et M. Fouad AHIDAR)

*Recommandation 45*

**Dans le titre « en ce qui concerne l'emploi », remplacer cette recommandation par ce qui suit :** « (45) d'allouer davantage de moyens pour permettre à Actiris de remplir comme il se doit sa mission principale, à savoir le placement, et d'améliorer la collaboration entre les services régionaux et locaux afin d'accroître l'efficacité de la politique d'activation; ».

## JUSTIFICATION

Sera donnée en séance.

N° 32 (de Mme Elke ROEX et M. Fouad AHIDAR)

*Recommandation 46*

**Dans le titre « en ce qui concerne l'emploi », compléter la recommandation 46 par ce qui suit :** « Il convient en outre d'augmenter le nombre de conseillers emploi par chercheur d'emploi. Le contrat de projet professionnel doit être élargi et rendu obligatoire pour tous les chercheurs d'emploi. À la fin de la législature, Actiris doit compter 1 conseiller pour 200 chercheurs d'emploi; ».

## VERANTWOORDING

Zal tijdens de vergadering gegeven worden.

Nr. 30 (van mevrouw Elke ROEX en de heer Fouad AHIDAR)

*Aanbeveling 44/2*

**In fine onder het opschrift « wat opleiding en opvoeding betreft » een nieuwe aanbeveling toe te voegen, luidend :** « (44/2) de gegevens over eenoudergezinnen en hun leefomstandigheden verwerken bij het opstellen van het armoederapport en een analyse te maken van de behoeften van eenoudergezinnen. ».

## VERANTWOORDING

Zal tijdens de vergadering gegeven worden.

Nr. 31 (van mevrouw Elke ROEX en de heer Fouad AHIDAR)

*Aanbeveling 45*

**Onder het opschrift « wat werkgelegenheid betreft », de aanbeveling te vervangen door wat volgt :** « (45) meer middelen om de kerntaak van Actiris, zijnde arbeidsbemiddeling, naar behoren uit te oefenen en betere samenwerking tussen regionale en lokale diensten voor een efficiënter activeringsbeleid; ».

## VERANTWOORDING

Zal tijdens de vergadering gegeven worden.

Nr. 32 (van mevrouw Elke ROEX en de heer Fouad AHIDAR)

*Aanbeveling 46*

**Onder het opschrift « wat werkgelegenheid betreft », aanbeveling 46 aan te vullen door wat volgt :** « Daarbij moet het aantal bemiddelaars per werkzoekende verhogen. Het Contract voor Beroepsproject moet worden uitgebreid en worden verplicht voor alle werkzoekenden. Aan het einde van de legislatuur, moet Actiris beschikken over 1 consultant per 200 werkzoekenden; ».

## JUSTIFICATION

Sera donnée en séance.

N° 33 (de Mme Elke ROEX et M. Fouad AHIDAR)

*Recommandation 46/1*

**Dans le titre « en ce qui concerne l'emploi », après la recommandation 46, insérer une nouvelle recommandation rédigée comme suit :** « (46/1) de fournir du placement adapté aux chercheurs d'emploi. Une telle approche exige des données précises et un screening détaillé des compétences des chercheurs d'emploi. Le Réseau ACTIRIS des partenaires pour l'emploi doit assurer un enregistrement plus précis des chercheurs d'emploi : il doit donc mieux tenir à jour les compétences ou aptitudes réelles qu'un chercheur d'emploi a acquises suite à une formation ou une expérience (professionnelle); ».

## JUSTIFICATION

Sera donnée en séance.

N° 34 (de Mme Elke ROEX et M. Fouad AHIDAR)

*Recommandation 55*

**Ajouter in fine des recommandations une nouvelle recommandation rédigée comme suit :** « (55) de prendre ces recommandations au sérieux, afin qu'elles ne restent pas lettre morte. ».

## JUSTIFICATION

Sera donnée en séance.

N° 35 (de M. Alain HUTCHINSON, Mme Anne HERSCOVICI, MM. Pierre MIGISHA, René COPPENS, Mmes Brigitte DE PAUW et Elke VAN den BRANDT)

*Recommandation 5*

**Dans le titre « en ce qui concerne le logement de qualité et la lutte contre le sans-abrisme », remplacer cette**

## VERANTWOORDING

Zal tijdens de vergadering gegeven worden.

Nr. 33 (van mevrouw Elke ROEX en de heer Fouad AHIDAR)

*Aanbeveling 46/1*

**Onder het opschrift « wat werkgelegenheid betreft », na aanbeveling 46, een nieuwe aanbeveling in te voegen, luidend :** « (46/1) arbeidsbemiddeling moet op maat van de werkzoekende gebeuren. Een dergelijke aanpak vereist nauwkeurige gegevens en een gedetailleerde screening van de competenties van werkzoekenden. In het « ACTIRIS-Netwerk van Partners voor Werk » moet de registratie van werkzoekenden nauwkeuriger gebeuren : dus beter bijhouden welke reële competenties of vaardigheden een werkzoekende heeft verworven na opleiding of (werk)ervaring; ».

## VERANTWOORDING

Zal tijdens de vergadering gegeven worden.

Nr. 34 (van mevrouw Elke ROEX en de heer Fouad AHIDAR)

*Aanbeveling 55*

**In fine van de aanbevelingen, een nieuwe aanbeveling toe te voegen, luidend :** « (55) die aanbevelingen au sérieux nemen zodat ze geen dode letter blijven. ».

## VERANTWOORDING

Zal tijdens de vergadering gegeven worden.

Nr. 35 (van de heer Alain HUTCHINSON, mevrouw Anne HERSCOVICI, de heren Pierre MIGISHA, René COPPENS, mevrouw Brigitte DE PAUW en mevrouw Elke VAN den BRANDT)

*Aanbeveling 5*

**Onder de titel « wat betreft kwaliteitsvolle huisvesting en strijd tegen dakloosheid », deze aanbeveling te**

**recommandation par ce qui suit :** « (5) *d'encourager les pouvoirs locaux à mettre en œuvre le droit de gestion publique des immeubles abandonnés et d'étendre celui-ci aux bureaux et commerces inoccupés;* ».

## JUSTIFICATION

L'ordonnance portant le Code du Logement a été récemment modifiée pour rencontrer les difficultés invoquées par les pouvoirs locaux pour justifier la non-utilisation de ce dispositif. Reste donc à encourager ceux-ci à la mettre en œuvre.

N° 36 (de M. Alain HUTCHINSON, Mme Anne HERSCOVICI, MM. Pierre MIGISHA, René COPPENS et Mme Brigitte DE PAUW)

*Recommandation 14*

**Dans le titre « en ce qui concerne le logement de qualité et la lutte contre le sans-abrisme », dans la recommandation 14, ajouter un quatrième point rédigé comme suit :** « – *renforçant les moyens du Service de l'Inspection régionale du Logement* ».

## JUSTIFICATION

L'Inspection régionale du Logement a été mise en place dans le Code du Logement. Elle est, entre autres, chargée d'inspecter les logements soupçonnés d'appartenir à la pratique des « marchands de sommeil ». Elle est tellement sollicitée, dans l'ensemble de ses missions, qu'il serait nécessaire d'augmenter ses effectifs.

N° 37 (de Mmes Anne Sylvie MOUZON, Anne HERSCOVICI, MM. Pierre MIGISHA, René COPPENS, Mmes Brigitte DE PAUW et Elke VAN den BRANDT)

(Sous-amendement à l'amendement n° 12 de M. Michel COLSON et Mme Anne-Charlotte d'URSEL)

*Recommandation 35*

**Compléter l'amendement n° 12 par deux points rédigés comme suit :**

« – *de sensibiliser les parents à l'importance d'une fréquentation assidue de l'école maternelle et de développer des outils de soutien à la parentalité. La richesse des activités d'éveil et de socialisation est en effet cruciale pour l'avenir des enfants;*

**vervangen door wat volgt :** « (5) *de lokale overheden ertoe aanmoedigen het recht van openbaar beheer toe te passen op leegstaande gebouwen en uit te breiden tot leegstaande kantoren en winkels;* ».

## VERANTWOORDING

De ordonnantie houdende de Huisvestingscode werd onlangs gewijzigd om rekening te houden met de problemen die de lokale overheden aanvoeren om te verantwoorden dat ze van die regeling geen gebruik maken. Bijgevolg moeten ze ertoe aangemoedigd worden de ordonnantie toe te passen.

Nr. 36 (van de heer Alain HUTCHINSON, mevrouw Anne HERSCOVICI, de heren Pierre MIGISHA, René COPPENS en mevrouw Brigitte DE PAUW)

*Aanbeveling 14*

**Onder de titel « wat betreft kwaliteitsvolle huisvesting en strijd tegen dakloosheid », in aanbeveling 14, een vierde punt toe te voegen luidend :** « – *de middelen van de Gewestelijke Huisvestingsinspectiedienst te verhogen* ».

## VERANTWOORDING

De Gewestelijke Huisvestingsinspectiedienst werd ingesteld in de Huisvestingscode. De dienst is onder meer belast met de inspectie van woningen die vermoed worden deel uit te maken van de praktijk van « huisjesmelkers ». Er wordt zo dikwijls een beroep gedaan op alle opdrachten van die dienst dat het nodig zou zijn het aantal personeelsleden te verhogen.

Nr. 37 (van mevrouw Anne Sylvie MOUZON, mevrouw Anne HERSCOVICI, de heren Pierre MIGISHA, René COPPENS, mevrouw Brigitte DE PAUW en mevrouw Elke VAN den BRANDT)

(Subamendement op amendement nr. 12 van de heer Michel COLSON en mevrouw Anne-Charlotte d'URSEL)

*Aanbeveling 35*

**Amendement nr. 12 aan te vullen door twee punten luidend :**

« – *de ouders bewustmaken van het belang om regelmatig de lessen in de lagere school bij te wonen en tools ontwikkelen om het ouderschap te steunen. De vele activiteiten om de wereld te verkennen en sociale vaardigheden aan te leren zijn immers van cruciaal belang voor de toekomst van de kinderen;*

- *de rappeler la responsabilité des adultes dans l'éducation des enfants car ceux-ci apprennent beaucoup par imitation; ».*

JUSTIFICATION

Sera donnée en séance.

- *herinneren aan de verantwoordelijkheid van de volwassenen in de opvoeding van de kinderen omdat deze laatste veel leren door na te bootsen; ».*

VERANTWOORDING

Zal tijdens de vergadering gegeven worden.

## Annexe 2

### Propositions de recommandations déposées au nom des partis de la majorité par Mmes Anne Sylvie Mouzon, Anne Herscovici, MM. Pierre Migisha, René Coppens, Mmes Brigitte De Pauw et Elke Van den Brandt

#### Préambule

Une politique de lutte contre la pauvreté efficace ne peut évidemment se limiter à panser les plaies d'une société qui exclut et marginalise toujours plus. Si le travail de réinsertion des laissés-pour-compte est essentiel, il est tout aussi indispensable d'agir en amont et de prévenir les mécanismes de désocialisation. La construction d'un nouveau modèle de société réellement inclusif et égalitaire est donc bien l'enjeu majeur que doit viser le plan d'action bruxellois de lutte contre la pauvreté.

Cette approche, qui devrait être celle suivie à tous les niveaux de pouvoir, autant fédéral que communautaire, régional ou local, implique notamment de relever les montants des allocations sociales au-dessus du seuil de risque de pauvreté (fixé à 60 % du revenu médian net disponible des ménages de la population belge, il équivaut à 878 euros par mois pour un isolé), et de les adapter au bien-être.

Pour éviter les pièges à l'emploi, il est nécessaire également de revaloriser les bas salaires et de veiller à ce que l'accès à l'emploi ne diminue pas les prestations sociales au point que le pouvoir d'achat réel soit plus bas en travaillant qu'en ne travaillant pas.

L'individualisation des prestations de la sécurité sociale est également souhaitable pour mettre fin à la discrimination à l'égard des femmes (qui sont en général des cohabitantes quand il s'agit de bénéficier de prestations réduites mais pas quand il s'agit de cotiser pleinement proportionnellement à leurs revenus). De même, il conviendrait d'adapter les barèmes de l'aide sociale pour mettre fin à la pénalisation de la cohabitation et des habitats solidaires (mécanismes d'immunisation comme pour les revenus).

#### Spécificités bruxelloises

Le baromètre social du rapport bruxellois sur l'état de la pauvreté 2010 nous indique qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2008, et depuis 1995, la Région de Bruxelles-Capitale voit son chiffre de population augmenter, augmentation plus importante que pour l'ensemble du pays, résultant d'un accroissement naturel et des migrations. Compte tenu de ces données, l'Assemblée réunie rappelle la nécessité de refinancer la Région de Bruxelles-Capitale.

Cet accroissement démographique de la population bruxelloise est le résultat d'une augmentation importante du nombre de jeunes enfants et d'un taux de natalité élevé. Les politiques développées par nos institutions tiendront forcément compte de ces nouvelles données et en particulier en augmentant la capacité d'accueil dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur, vu l'accroissement et le rajeunissement de la population bruxelloise.

L'Assemblée réunie tient cependant à mettre les gouvernements en garde contre un revirement qui négligerait les politiques à maintenir et à continuer à mettre en place en ce qui concerne les personnes âgées. La Région de Bruxelles-Capitale est également caractérisée par une population importante de personnes âgées et de plus en plus âgées et précarisées. Les politiques envisagées devront par conséquent comporter des accents de politique intergénérationnelle.

Une des caractéristiques importantes de la population vivant dans la Région bruxelloise est la composante multiculturelle. Une forte concentration de personnes d'origine étrangère étant notamment la résultante de

## Bijlage 2

### Voorstellen van aanbevelingen ingediend namens de partijen van de meerderheid door mevr. Anne Sylvie Mouzon, mevr. Anne Herscovici, de heren Pierre Migisha, René Coppens, mevr. Brigitte De Pauw en mevr. Elke Van den Brandt

#### Inleiding

Een efficiënt beleid voor armoedebestrijding kan natuurlijk niet worden beperkt tot het verzorgen van de wonden van een samenleving die almaar meer mensen uitsluit en marginaliseert. De herinschakeling van de uitgesloten is weliswaar van essentieel belang, maar het is even noodzakelijk om zo vroeg mogelijk in te grijpen en de uitsluitingsmechanismen tegen te gaan. Het uitbouwen van een nieuw inclusief en egalitair maatschappijmodel is dus wel degelijk de grootste uitdaging die het Brusselse actieplan voor armoedebestrijding moet aannemen.

Die aanpak zou op alle gezagsniveaus, zowel door de federale Staat als de Gemeenschappen, Gewesten en lokale overheden, moeten worden gevolgd en impliceert onder meer dat de sociale toelagen worden opgetrokken tot boven de armoederisicogrens (vastgesteld op 60 % van het mediane netto beschikbare inkomen van de Belgische gezinnen, wat overeenkomt met 878 euro per maand voor een alleenstaande) en dat ze welvaartvast worden gemaakt.

Om werkloosheidsvallen te vermijden, is het eveneens noodzakelijk dat de lage lonen worden opgetrokken en dat werken de sociale prestaties niet dermate vermindert dat de reële koopkracht lager is wanneer men werkt dan wanneer men niet werkt.

Het is eveneens wenselijk dat de uitkeringen van de sociale zekerheid worden geïndividualiseerd om een einde te maken aan de discriminatie van vrouwen (die meestal als samenwonend worden beschouwd, zodat ze beperkte uitkeringen genieten, maar wel evenredig met hun inkomen volledige bijdragen moeten betalen). Tevens is het wenselijk de schalen voor sociale bijstand aan te passen om een einde te maken aan het benadelen van samenwoningen en van gemeenschappelijke woonvormen (vrijwaringssystemen, net als voor de inkomens).

#### Specifieke Brusselse kenmerken

De welzijnsbarometer van het Brussels Armoederapport 2010 leert ons dat, op 1 januari 2008, en sedert 1995, de bevolking van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in hogere mate dan in het gehele land toeneemt ten gevolge van natuurlijke groei en migraties. Gelet op die gegevens, wijst de Verenigde Vergadering op de nood aan een herfinanciering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Die demografische toename van de Brusselse bevolking vloeit voort uit een aanzienlijke toename van kleine kinderen en een hoog geboortecijfer. Onze instellingen moeten beleidsmaatregelen uitwerken die rekening houden met die nieuwe gegevens, met name door de opvangcapaciteit in het lager onderwijs te verhogen, gelet op de toename en de verjonging van de Brusselse bevolking.

De Verenigde Vergadering wenst de regeringen echter te waarschuwen voor een ommekeer, waarbij het beleid ten behoeve van de bejaarden, dat moet gehandhaafd blijven, zou worden verwaarloosd. Een ander kenmerk van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is een aanzienlijke bejaarde bevolking die almaar ouder en kwetsbaarder worden. Het vooropgestelde beleid moet bijgevolg specifieke intergenerationele maatregelen bevatten.

Een van de belangrijke eigenschappen van de bevolking in het Brussels Gewest, is de multiculturele samenstelling ervan. Een hoge concentratie personen van buitenlandse oorsprong is meer bepaald het gevolg van



la politique fédérale en matière d'asile et de l'absence de politique d'immigration depuis le début des années 70, l'Assemblée réunie recommande à tous les niveaux fédérés concernés de remplir leurs responsabilités vis-à-vis de la Région de Bruxelles-Capitale, qui est le pôle le plus important d'attractivité de la pauvreté en raison du fait qu'elle est à la fois la plus grande des grandes villes et la capitale. A cet égard, l'Assemblée recommande de concevoir, à l'échelle de la Région, un parcours d'accueil et d'intégration cohérent à proposer aux primo-arrivants.

Dans le cadre de l'aide à la parentalité et surtout de la monoparentalité, fortement présente dans notre Région, il est nécessaire de poursuivre les efforts permettant la création de nouvelles places d'accueil de la petite enfance ainsi que l'augmentation des haltes-garderies, susceptibles d'offrir un accueil aux parents en formation ou en recherche d'emploi et de veiller à une programmation qui tienne compte des difficultés socioéconomiques des quartiers et des populations.

Pour plus de cohérence et de synergies entre les niveaux institutionnels, l'Assemblée réunie recommande d'intégrer les objectifs du « plan politique intégré de lutte contre la pauvreté » relevant de ses compétences dans le futur « plan régional de développement durable », de favoriser le dialogue et la concertation entre les niveaux de pouvoir et avec les institutions proches des citoyens que sont les communes et les CPAS, d'assurer une participation active de la Région bruxelloise à la Conférence interministérielle Santé, notamment en accentuant le dialogue avec les Régions.

Enfin, pour toutes les aides généralement quelconques octroyées aux particuliers, l'Assemblée réunie recommande de veiller à les concevoir particulièrement en faveur des personnes et ménages à bas revenus, notamment en matière d'accès à l'emploi, au logement, aux consommations d'énergie et aux mesures d'économie d'énergie, à la santé et à la formation.

#### **L'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune recommande :**

##### *en ce qui concerne le logement de qualité et la lutte contre le sans-abrisme :*

(1) d'augmenter l'offre de logements publics de qualité à loyers sociaux ou modérés, en particulier pour les familles nombreuses et dans les communes offrant les taux les plus bas en la matière;

(2) d'augmenter l'offre de logements en AIS et de pérenniser les ASBL via une amélioration des modalités de financement et du soutien administratif et technique, et de promouvoir ce système auprès des propriétaires;

(3) d'encourager et d'accélérer la transformation des bureaux vides en logements, en participant au financement de celle-ci lorsqu'elle permet la mise sur le marché de logements à prix modérés;

(4) de développer une politique de logement diversifié et d'encourager la création d'habitats solidaires, groupés, kangourou ou intergénérationnels afin de diminuer le coût du logement par la mutualisation et de renforcer les liens sociaux, et de rendre possible la prise en gestion de ce type de biens;

(5) de rendre opérant le droit de gestion publique des immeubles abandonnés et étendre celui-ci aux bureaux et commerces inoccupés;

(6) de lutter davantage contre l'inoccupation des logements, notamment par la mise en œuvre de l'ordonnance du 30 avril 2009;

(7) d'augmenter l'offre de logements de transit et de la coordonner au niveau régional;

(8) d'élargir l'accès des ADIL aux personnes sans abri et aux personnes qui quittent un logement de transit;

het federale asielbeleid en van het gebrek aan migratiebeleid, sedert het begin van de jaren 70. De Verenigde Vergadering beveelt alle betrokken federale niveaus aan om hun verantwoordelijkheid te nemen ten opzichte van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, dat de grootste aantrekkingspool is voor armoede omdat het tegelijk de grootste van de grootsteden is en de hoofdstad. In dat verband, beveelt de Verenigde Vergadering aan om, op schaal van het Gewest, te zorgen voor een opvang- en integratietraject voor nieuwkomers.

Op het vlak van de steun aan ouders en vooral aan eenoudergezinnen, die in ons Gewest heel talrijk zijn, moeten de inspanning voor het tot stand brengen van opvangplaatsen voor heel jonge kinderen alsook opvangplaatsen voor kinderen van ouders die een opleiding volgen of een baan zoeken, worden voortgezet; men moet voorts een plan opmaken dat rekening houdt met de socio-economische problemen van de wijken en de bevolkingsgroepen.

Om meer samenhang en samenwerking tussen de instellingen te bewerkstelligen, beveelt de Verenigde Vergadering aan om de doelstellingen uit het allesomvattend beleidsplan voor armoedebestrijding, dat onder haar bevoegdheden valt, op te nemen in het toekomstige gewestelijke plan voor duurzame ontwikkeling, de dialoog en het overleg tussen de gezagsniveaus en met de instellingen die dicht bij de burgers staan, te weten de gemeenten en de OCMW's, te stimuleren, de actieve inbreng van het Brussels Gewest in de interministeriële conferentie voor gezondheid te verzekeren, inzonderheid door de dialoog met de Gewesten te benadrukken.

Wat de steun aan de particulieren betreft, beveelt de Verenigde Vergadering aan om ervoor te waken dat die steun meer bepaald de personen en gezinnen met een laag inkomen ten goede komt, inzonderheid op het vlak van de toegang tot de arbeidsmarkt, tot de huisvesting, tot energie en energiebesparende maatregelen, tot gezondheidszorg en tot opleiding.

#### **Aanbevelingen van de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie :**

##### *wat betreft kwaliteitsvolle huisvesting en strijd tegen dakloosheid :*

(1) het aanbod aan kwaliteitsvolle openbare woningen met sociale of gematigde huurprijs uitbreiden, in het bijzonder voor de grote gezinnen en in de gemeenten waar het aantal van dat soort woningen proportioneel het laagst is;

(2) het aanbod SVK-woningen uitbreiden en het voortbestaan van de vzw's verzekeren via een verbetering van de financieringsregels en van de administratieve en technische ondersteuning, en dat systeem bij de eigenaars promoten;

(3) de verbouwing van leegstaande kantoren tot woningen aanmoedigen en versnellen door bij te dragen tot de financiering ervan wanneer zulks ertoe leidt dat er woningen tegen gematigde prijzen op de markt worden gebracht;

(4) een gediversifieerd huisvestingsbeleid uitbouwen en de bouw van solidaire woningen, gegroepeerde woningen en kangoeroe- of intergenerationale woningen aanmoedigen om de huisvestingskosten te verlagen via onderlinge kostenverdeling en de sociale banden te versterken, en ervoor zorgen dat dit type woningen in beheer kan worden genomen;

(5) het recht van openbaar beheer toepassen op leegstaande gebouwen en uitbreiden tot leegstaande kantoren en winkels;

(6) de strijd tegen leegstand opvoeren, onder meer via de toepassing van de ordonnantie van 30 april 2009;

(7) het aanbod transitwoningen uitbreiden en op gewestelijk niveau coördineren;

(8) de VIHT's ook verlenen aan daklozen en personen die een transitwoning verlaten;

(9) d'instaurer une nouvelle allocation-loyer conditionnée à l'état des finances régionales et à la mise en place de grilles de référence de loyers qui seront fonction de fourchettes de valeurs objectives. Elle sera envisagée en priorité pour les candidats en attente d'un logement social depuis plusieurs années;

(10) de renforcer l'administration régionale pour réduire le délai entre l'introduction d'une demande d'ADIL et le versement de celle-ci;

(11) de prévenir les expulsions sans solution de relogement et d'améliorer le système d'avertissement des CPAS (notamment en le prévoyant aussi au stade de la signification du jugement et de l'avis d'expulsion);

(12) de renforcer le travail en réseau et l'articulation des interventions des différents acteurs concernés pour que toutes les sorties d'institutions (prisons, services d'aide à la jeunesse, hôpitaux, maisons d'accueil) soient préparées et accompagnées;

(13) de développer l'approche *housing first*, littéralement « logement d'abord ». Il s'agit d'une démarche permettant à des personnes vivant à la rue d'avoir un accès direct, à bas seuil, au logement, avec un accompagnement individualisé sur mesure;

(14) de lutter contre les marchands de sommeil en :

- améliorant les collaborations avec le Parquet;
- développant des dispositifs qui favorisent une approche transversale et coordonnée de la problématique et en étudiant les possibilités de création d'une banque de données sur le logement dans la Région de Bruxelles-Capitale permettant de traquer les multipropriétaires dont les immeubles sont insalubres;
- améliorant tous les mécanismes de mise à la disposition de l'immeuble en cause, notamment en :
  - supprimant la nécessité d'obtenir l'accord du propriétaire dans le cadre de l'article 433*quaterdecies* du Code pénal;
  - favorisant la mise en place d'un droit de gestion « sociale » en faveur du CPAS, de la commune, d'une AIS ou de tout autre acteur pertinent, sur des habitations ayant été déclarées insalubres ou inhabitables;
  - adaptant le droit de gestion publique et en donnant les moyens aux communes de l'exercer.

(15) de renforcer le travail en réseau et l'articulation des interventions des différents acteurs de manière à garantir un accompagnement pluridisciplinaire sur mesure (accès aux droits et à des revenus, santé, etc.) pour que personne ne doive recourir indéfiniment à un hébergement d'urgence;

(16) de renforcer des partenariats dynamiques avec les CPAS pour éviter la perte des droits ou accélérer le recouvrement de ces droits et pour accélérer les sorties de maisons d'accueil dès qu'un logement est trouvé;

(17) de renforcer les moyens de l'habitat accompagné;

(18) de renforcer le travail de rue;

(19) de rendre compte dans les délais les plus brefs des résultats de l'étude du Collège réuni quant au maintien du nombre de places d'accueil d'urgence sachant que, durant les deux dernières années, il a fallu 150 lits accessibles toute l'année et 370 lits pour répondre aux demandes d'accueil en urgence en période hivernale;

(20) de créer un Service public de l'urgence sociale (SPUS) afin de coordonner et mutualiser sur l'ensemble de la Région les ressources existantes, en tenant compte des besoins d'accueil spécifiques des femmes et des familles;

(9) een nieuwe huurtoelage invoeren die wordt gekoppeld aan de toestand van de gewestelijke financiën en de uitwerking van roosters met huurrichtprijzen op grond van reeksen van objectieve waarden. Ze wordt bij voorrang overwogen voor kandidaten die al jaren op een wachtlijst voor een sociale woning staan;

(10) het gewestbestuur versterken om de termijn tussen de indiening van een VIHT-aanvraag en de storting ervan te verkorten;

(11) de uitzettingen zonder wederhuisvesting voorkomen en het systeem om de OCMW's te verwittigen verbeteren (onder meer door het ook te gebruiken in de fase van de betekening van het vonnis en het uitzettingsbericht);

(12) het netwerken opvoeren en het optreden van de verschillende betrokken actoren beter op elkaar afstemmen, opdat de personen die een instelling (gevangenis, bijzondere jeugdzorg, ziekenhuis, opvanghuizen) verlaten, voorbereid en begeleid worden;

(13) de *housing first*-benadering (eerst huisvesting) ontwikkelen. Het gaat erom personen die op straat leven, een rechtstreekse, laagdrempelige toegang te bieden tot huisvesting met geïndividualiseerde en op maat gesneden begeleiding;

(14) de strijd tegen de huisjesmelkers aanbinden door :

- de samenwerking met het Parket te verbeteren;
- regelingen op te zetten die een transversale en gecoördineerde benadering van de problematiek bevorderen en nagaan of er een gegevensbank over de huisvesting in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest kan worden opgericht om de multi-eigenaars van ongezonde woningen te kunnen opsporen;
- alle mechanismen voor de terbeschikkingstelling van het gebouw in kwestie te verbeteren door onder meer :
  - de vereiste instemming van de eigenaar in het kader van artikel 433*quaterdecies* van het Strafwetboek af te schaffen;
  - door het instellen van een « sociaal » beheerrecht ten gunste van het OCMW, de gemeente, een SVK of enige andere relevante actor, voor ongezond of onbewoonbaar verklaarde woningen aan te moedigen;
  - door het openbaar beheersrecht aan te passen en door de gemeenten de middelen te geven om het uit te oefenen.

(15) het netwerken en de coördinatie tussen de verschillende actoren versterken, teneinde te zorgen voor multidisciplinaire begeleiding op maat (toegang tot rechten en inkomens, gezondheid enz.) zodat niemand eeuwig een beroep moet doen op noodopvang;

(16) dynamische partnerships met de OCMW's versterken om te voorkomen dat mensen hun rechten verliezen of om ze sneller terug te krijgen en vlugger opvanghuizen te verlaten zodra een woning gevonden is;

(17) de middelen voor begeleid wonen versterken;

(18) het straatwerk versterken;

(19) zo vlug mogelijk verslag uitbrengen over de resultaten van de studie van het Verenigd College over het handhaven van het aantal plaatsen in noodopvang, wetend dat er de laatste twee jaar nood was aan 150 bedden tijdens het hele jaar en aan 370 bedden voor noodopvang tijdens de wintermaanden;

(20) een Openbare Dienst voor Sociale Urgentie oprichten (ODSU) om de bestaande middelen van het hele Gewest te coördineren en te mutualiseren, rekening houdend met de specifieke opvangbehoeften van vrouwen en gezinnen;

(21) de soutenir les initiatives qui permettent aux sans-abri de développer du lien social, comme les espaces de parole ou les Espaces-Rencontres;

(22) d'accorder une attention particulière aux femmes sans abri, notamment en prévoyant des infrastructures adaptées en intégrant la dimension de genre dans les centres d'accueil de jour, l'accueil d'urgence et le travail de rue;

(23) de soutenir les maisons d'accueil pour améliorer la prise en charge spécifique des enfants, en particulier ceux qui ont été exposés à des situations de violence;

(24) d'étendre l'expérience « Herscham » aux autres zones de police pour renforcer le lien entre les personnes sans abri et les autorités publiques;

(25) de prendre en considération les travaux de la Concertation bruxelloise de l'aide aux sans-abri (mise sur pied par le Collège réuni) pour objectiver les besoins et leur apporter des réponses cohérentes et articulées;

(26) de ne pas créer d'amalgame entre mendicité et agressivité ni entre mendicité et incivilité tout en privilégiant une approche sociale et non répressive de la pauvreté;

*en ce qui concerne les CPAS :*

(27) de prendre en considération les recommandations exprimées dans les notes du 29 avril et du 9 novembre 2010 de la Conférence des Présidents et Secrétaires de la section CPAS de l'Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale <sup>(3)</sup> et en particulier :

- d'organiser la concertation systématique entre les CPAS et les autorités régionales et communautaires bruxelloises afin de dégager les cohérences et les complémentarités nécessaires pour toute mesure influençant directement ou indirectement les habitants les plus fragiles de la Région, ainsi que sur toute mesure influençant le fonctionnement des CPAS;
- d'augmenter sensiblement le fonds spécial de l'aide sociale sans le faire au détriment des communes et en maintenant ses caractéristiques fondamentales;
- de revaloriser la profession de travailleur social de CPAS, par l'augmentation de leurs barèmes (qui devraient être au moins égaux à ceux appliqués dans les autres Régions) mais aussi par un soutien accru à leur formation continuée (nécessaire au bon accomplissement de leurs missions de guidance) et à leur supervision (soutien psychologique nécessaire à la gestion adéquate du stress, de certaines formes de violence, ...);
- de poursuivre les efforts déjà consentis par la Région pour améliorer l'outil informatique et la rationalisation de la gestion informatisée elle-même;
- de reconnaître le rôle essentiel joué par le CPAS en matière d'insertion socioprofessionnelle, l'augmentation de son financement et la simplification des procédures de contrôle;
- de financer davantage les CPAS des communes où vit une population plus pauvre sur la base de critères objectifs;

(28) d'encourager les CPAS à harmoniser leurs procédures et leurs pratiques dans tous les cas où les spécificités de leur public n'appellent pas à mener des politiques différenciées et sans porter atteinte à leur auto-

(21) steun verlenen aan initiatieven die de daklozen de mogelijkheid bieden sociale banden op te bouwen, zoals de gespreksruimtes of de ontmoetingsruimtes;

(22) bijzondere aandacht geven aan dakloze vrouwen, met name door te voorzien in aangepaste structuren en door rekening te houden met de genderdimensie in de centra voor dagopvang, de noodopvang en het straatwerk;

(23) steun verlenen aan de opvanghuizen om de specifieke zorg voor kinderen te verbeteren, met name degenen die blootgesteld geweest zijn aan geweldadige situaties;

(24) het « Herscham-project » uitbreiden tot de andere politiezones om de band tussen de daklozen en de overheden te versterken;

(25) de werkzaamheden van het Brussels Overleg Thuislozenzorg (opgericht door het Verenigd College) in aanmerking nemen om de behoeften te objectiveren en coherente en duidelijke antwoorden erop te verschaffen;

(26) geen verwarring creëren tussen bedelarij en agressiviteit of tussen bedelarij en storend gedrag en de voorkeur geven aan een sociale en niet-repressieve benadering van armoede;

*wat OCMW's betreft :*

(27) rekening houden met de aanbevelingen die gedaan werden in de nota's van 29 april en 9 november 2010 van de Conferentie van Voorzitters en Secretarissen van de OCMW-afdeling van de Vereniging van de Stad en de Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest <sup>(3)</sup>, meer bepaald :

- systematisch overleg organiseren tussen de OCMW's, de Brusselse gewest- en gemeenschapsoverheden om te komen tot de nodige samenhang en complementariteit van alle maatregelen die rechtstreeks of indirect invloed hebben op de meest kwetsbare inwoners van het Gewest, alsook van alle maatregelen die invloed hebben op de werking van de OCMW's;
- het Bijzonder Fonds voor Maatschappelijk Welzijn gevoelig versterken, maar niet ten koste van de gemeenten, en met behoud van de fundamentele kenmerken;
- het beroep van maatschappelijk werker bij het OCMW herwaarderden door middel van een verhoging van de loonschalen (minstens gelijk aan die van de andere Gewesten), maar ook door meer steun voor hun voortgezette opleiding (nodig voor de goede uitvoering van hun opdrachten inzake begeleiding) en toezicht (nodige psychologische ondersteuning voor toereikend beheer van stress, sommige vormen van geweld, ...);
- de reeds geleverde inspanningen van het Gewest voor de verbetering van de informatica en de rationalisatie van het geïnformatiseerd beheer zelf voortzetten;
- de essentiële rol van de OCMW's op het vlak van socioprofessionele inschakeling erkennen, de financiering ervan verhogen en de controleprocedures vereenvoudigen;
- de OCMW's van de gemeenten met een armere bevolking meer financieren, op grond van objectieve criteria;

(28) de OCMW's aanmoedigen om hun procedures en hun handwijzen te harmoniseren in alle gevallen waarin de bijzondere kenmerken van hun publiek geen gedifferentieerd beleid vereisen, en zonder afbreuk

(3) Voir annexes 4 et 5.

(3) Zie bijlagen 4 en 5.

nomie. En effet, l'harmonisation simplifie le travail des CPAS et de leurs partenaires, améliore la continuité des aides et réduit les inégalités de traitement entre usagers des différentes communes;

*en ce qui concerne la santé :*

*L'accessibilité financière aux soins de santé est déterminante mais n'est pas le seul facteur qui intervient dans l'état de santé d'une population. Suivre la santé des personnes en situation de précarité demande, puisque la santé va avec le social, de décloisonner les pratiques et les modes d'intervention.*

(29) de mettre l'accent sur la promotion de la santé et la prévention pour lutter contre les inégalités de santé :

- d'élaborer une politique de programmation socio-sanitaire basée sur les besoins, qui veuille notamment à garantir l'accès géographique, financier et socio-culturel des populations fragilisées aux dispositifs de prévention;
- de promouvoir la médecine générale afin de mettre en place une stratégie de prévention plutôt qu'unilatéralement curative – cela permettra d'éviter un recours trop systématique aux soins spécialisés en hôpital et aux services d'urgence pour lesquels on constate une très nette surconsommation en Région bruxelloise :
  - de rendre la médecine générale et les autres professionnels de santé de la première ligne de soins plus accessibles notamment en créant de nouvelles maisons médicales dans les quartiers où il en manque et en priorité dans les quartiers défavorisés, celles-ci développant d'une part une approche pluridisciplinaire accessible, tout en étant d'autre part financées par le fédéral;
  - de sensibiliser, essentiellement par les pratiques et outils de la promotion de la santé, les populations les plus fragiles à l'importance d'avoir un médecin généraliste;
- d'améliorer les campagnes de sensibilisation et d'éducation à la santé pour qu'elles touchent les populations les plus fragiles, notamment en soutenant les actions de santé communautaires, les réseaux santé et toutes initiatives de promotion de la santé et du bien-être dans les quartiers :
  - axer les interventions sur l'alimentation saine et la pratique d'une activité physique;
  - axer les interventions sur l'importance de participer aux dépistages du cancer organisés par les communautés en collaboration avec le Fédéral;
  - cibler sur des publics souffrant de maladies pour lesquelles on constate une forte prévalence dans les populations les plus défavorisées ou dans certaines communautés;
  - soutenir les pratiques de médiation interculturelle dans le milieu de la santé, afin de lutter contre les freins culturels à la santé et plus particulièrement sur la question du tabou autour de certaines maladies (sida, maladies mentales, etc); développer une perspective interculturelle sur la question de l'égalité de santé et encourager des pratiques comme l'ethnopsychiatrie;

(30) en matière de santé mentale :

- de soutenir davantage les travailleurs sociaux de plus en plus confrontés à un public souffrant de problèmes de santé mentale en les formant et en les sensibilisant à ces questions;
- de s'appuyer davantage sur l'expérience des associations de patients;
- de renforcer le personnel « psy », notamment par la mise en réseau, dans les structures d'accueil et en particulier dans les équipes mobiles en contact avec les personnes vivant dans la rue;

te doen aan hun autonomie. Dat maakt het werk van de OCMW's en hun partners immers makkelijker. Tevens draagt dat bij tot de continuïteit van de bijstand en tot het verminderen van de ongelijkheden bij de behandeling van de klanten van de verschillende gemeenten;

*wat gezondheid betreft :*

*De financiële toegankelijkheid tot gezondheidszorg is bepalend, maar niet de enige factor voor de gezondheidstoestand van een bevolking. Om de gezondheid van mensen in een moeilijke situatie te volgen, moeten de handelwijzen en de bijstand beter op mekaar aansluiten, want gezondheid staat niet los van het sociale aspect.*

(29) de nadruk leggen op de bevordering van gezondheid en preventie om ongelijkheden op het vlak van de gezondheid te bestrijden :

- een sociaal beleid op het vlak van de gezondheid uitwerken op grond van de behoeften, met name om de geografische, financiële en socio-culturele toegang van de meest kwetsbare bevolking tot de preventievoorzieningen te waarborgen;
- algemene geneeskunde bevorderen om te komen tot een preventiestrategie, eerder dan een louter curatieve strategie. Op die manier kan worden voorkomen dat te systematisch een beroep wordt gedaan op gespecialiseerde zorgen in het ziekenhuis en op de spoeddiensten, die duidelijk te veel worden ingeschakeld in het Brussels Gewest :
  - algemene geneeskunde en andere eerstelijnszorg toegankelijker maken, door nieuwe gezondheidsdiensten op te richten in wijken die daaraan gebrek hebben, bij voorrang in de achtergestelde wijken. Ze moeten zorgen voor een toegankelijke multidisciplinaire benadering, en gefinancierd worden door de federale overheid;
  - de kansarme bevolkingsgroepen voornamelijk via de praktijken en instrumenten voor de bevordering van de gezondheid bewustmaken van het belang een huisarts te hebben;
- de bewustmakings- en opvoedingscampagnes inzake gezondheid verbeteren, opdat ze de kansarme bevolkingsgroepen bereiken, onder meer door de gezondheidsacties van de Gemeenschappen, de gezondheidsnetwerken en alle initiatieven ter bevordering van de gezondheid en het welzijn in de wijken te steunen :
  - de acties toespitsen op gezonde voeding en lichaamsbeweging;
  - de acties toespitsen op het belang van deelname aan kankeropsporingsonderzoeken die georganiseerd worden door de gemeenschappen, in samenwerking met de federale overheid;
  - de acties richten op doelgroepen die lijden aan ziekten waarvoor een grote prevalentie wordt vastgesteld in de kansarme bevolkingsgroepen of in bepaalde gemeenschappen;
  - de praktijken inzake interculturele bemiddeling steunen in de gezondheidssector om de strijd aan te binden met culturele obstakels voor de gezondheid en meer bepaald met het taboe rond bepaalde ziekten (aids, geestesziekten, enz.); een intercultureel perspectief uitbouwen over de gelijkheid op het vlak van gezondheid en praktijken zoals ethnopsychiatrie aanmoedigen;

(30) in verband met geestelijke gezondheid :

- de maatschappelijke werkers meer steun verlenen, want ze krijgen in toenemende mate te maken met geesteszieke personen, door hen op te leiden en bewust te maken van die problemen;
- meer voortbouwen op de ervaring van de patiëntenverenigingen;
- het psychiatrisch personeel versterken, onder meer door netwerking, in de opvangstructuren en in het bijzonder in de mobiele teams die contact hebben met de personen die op straat leven;

- de développer des structures d'accueil en ambulatoire spécialisées mais en réseau avec les professionnels et structures généralistes, pour les personnes souffrant de problématiques de santé mentale et de dépendance (drogues, alcool, poly-diagnostic), sachant que ces personnes ne trouvent généralement pas de place dans les structures d'accueil classiques de type « maison d'accueil »;

(31) en matière d'aide médicale dans les CPAS :

- d'encourager les CPAS à harmoniser leurs procédures et pratiques en matière de santé comme il est prévu au titre relatif aux CPAS mais aussi à mieux faire connaître leurs procédures et pratiques respectives au public en général, aux usagers et aux professionnels de la santé;

(32) en matière de santé des sans-abri :

- de développer des soins ambulatoires plus accessibles pour les sans-abri qui ne se rendent qu'avec difficulté dans les services classiques de santé;

(33) de porter une attention particulière aux personnes étrangères en séjour légal mais qui n'ont pas droit à une couverture par la mutuelle;

(34) de poursuivre l'assainissement des finances des hôpitaux publics;

**en ce qui concerne la formation et l'éducation :**

*Il convient de donner aux enfants les moyens de s'épanouir. C'est la meilleure garantie en matière de prévention de la pauvreté et de lutte contre la transmission intergénérationnelle de la pauvreté. L'enseignement joue donc un rôle essentiel et doit, plus qu'il ne le fait actuellement, avoir un effet démocratisant. En outre, les gens doivent pouvoir se former et se recycler tout au long de la vie. Notamment en vue d'assurer la participation au marché du travail des groupes à risque.*

(35) de renforcer l'accueil de l'enfance, l'accueil extra-scolaire et abaisser l'âge de l'obligation scolaire afin d'accroître ainsi l'accès des femmes à l'emploi, mais aussi parce que c'est important en vue d'instaurer l'égalité des chances pour les enfants. Ceci avec un travail de responsabilisation des parents et tuteurs sur l'importance du soutien à apporter à leurs enfants qui apprennent par imitation;

(36) des écoles ouvertes afin d'accroître l'égalité des chances par la participation au sport et à la culture, entre autres, ainsi que la participation des parents et des quartiers;

(37) l'application de nouvelles méthodes linguistiques en réponse au contexte multilingue;

(38) la valorisation de l'enseignement technique et professionnel;

(39) de miser sur la combinaison « apprendre et travailler » pour les jeunes qui ont perdu l'intérêt pour l'école;

(40) d'augmenter l'offre en matière d'alphabétisation et de formation pour les personnes peu qualifiées;

(41) d'accroître l'offre de formations pour certains groupes à risque spécifiques, tels que les anciens détenus ou les populations défavorisées;

(42) d'accroître l'offre de formations de courte durée à des fonctions critiques;

(43) d'améliorer l'offre de formations en langues;

(44) de simplifier et d'accélérer les procédures de reconnaissance des diplômes étrangers, et d'utiliser systématiquement les compétences acquises ailleurs;

- gespecialiseerde ambulante opvangstructuren uitbouwen in een netwerk met de professionals en eerste-lijnstructuren, ten behoeve van personen die geestesziek of verslaafd zijn (drugs, alcohol, meerdere verslavingen), wetende dat die personen meestal niet terecht kunnen in de klassieke opvangstructuren van het type « opvanghuis »;

(31) in verband met medische bijstand in de OCMW's :

- de OCMW's aanmoedigen om hun procedures en praktijken op het vlak van gezondheid te harmoniseren, zoals in de titel over de OCMW's staat, maar ook om hun respectieve procedures en praktijken beter bekend te maken bij het publiek in het algemeen, bij de klanten en de gezondheidsprofessionals;

(32) in verband met gezondheid van de daklozen :

- ambulante verzorging uitbouwen die toegankelijker is voor de daklozen, die niet geneigd zijn om een beroep te doen op de klassieke medische diensten;

(33) bijzondere aandacht schenken aan de legale buitenlanders, die evenwel geen recht hebben op dekking door een ziekenfonds;

(34) de sanering van de financiën van de openbare ziekenhuizen voortzetten;

**wat opleiding en opvoeding betreft :**

*Kinderen moeten de middelen krijgen om zichzelf te ontplooiën. Dit is de beste garantie op de preventie van armoede en ook op het tegengaan van generatiearmoede. Onderwijs speelt dus een sleutelrol en moet, meer dan momenteel, democratiserend werken. Verder moeten mensen levenslang de kans krijgen zich te vormen en bij te scholen. Zeker ook met het oog op arbeidsmarktparticipatie van kansengroepen.*

(35) meer kinderopvang, buitenschoolse opvang en verlaging van de leeftijd voor schoolplicht om op die manier de toegang van vrouwen tot werk te verhogen, maar ook omdat dit belangrijk is in het creëren van gelijke kansen voor de kinderen. Tevens moeten ouders en toezichhouders bewustgemaakt worden van het belang om hun kinderen, die leren door nabootsing, te steunen;

(36) brede scholen voor meer gelijke kansen in deelname aan onder meer sport of cultuur en meer ouder- en buurtbetrokkenheid;

(37) nieuwe leermethodes als antwoord op de meertalige context;

(38) opwaardering van technisch en beroepsopleiding;

(39) inzetten op combinatie « leren en werken » voor jongeren die schoolmoe zijn;

(40) het aanbod wat betreft alfabetisering en vorming voor laaggeschoolden verhogen;

(41) vormingsaanbod voor specifieke kansengroepen uitbouwen, zoals ex-gedetineerden of achtergestelde bevolkingsgroepen;

(42) het aanbod van korte opleidingstrajecten voor knelpuntberoepen vergroten;

(43) meer taalopleidingen aanbieden;

(44) procedures voor de erkenning van buitenlandse diploma's vereenvoudigen en versnellen en systematisch Elders Verworven Competenties hanteren;

**en ce qui concerne l'emploi :**

(45) d'allouer davantage de moyens à Actiris et d'améliorer la collaboration entre les services régionaux et locaux afin d'accroître l'efficacité de la politique d'activation;

(46) de miser sur l'accompagnement de qualité des chercheurs d'emploi, en accordant la priorité aux jeunes et aux personnes peu qualifiées et en visant un équilibre « raisonnable » entre l'accompagnement et les possibilités existantes en termes d'emploi et de formation; d'accorder une attention particulière aux personnes marginalisées et/ou aux victimes de « handicaps sociaux » (assuétudes, vie chaotique, ...);

(47) d'élargir la lutte contre la discrimination à l'embauche (par exemple, au moyen de CV anonymes et de tests pratiques);

(48) d'encourager l'emploi des personnes présentant un handicap (contrôle du respect des normes, fixation d'un pourcentage via une extension de la charte pour la diversité);

(49) de lutter contre l'exclusion des anciens détenus sur le marché du travail;

(50) de mettre en application les recommandations de la résolution du Parlement bruxellois relative à l'égalité de traitement entre hommes et femmes, notamment afin de faciliter l'accès des femmes qui réintègrent le marché du travail aux postes de travail subventionnés;

(51) d'informer systématiquement, via Actiris, les chercheurs d'emploi bruxellois des concours organisés par le Selor, et d'augmenter leurs chances d'être recrutés comme fonctionnaires au moyen de programmes de préparation aux concours de recrutement;

(52) d'appliquer les dispositions adoptées récemment par la Région : l'ordonnance visant à promouvoir la *diversité* dans la fonction publique régionale bruxelloise, qui prévoit notamment des incitants afin d'encourager l'embauche de chercheurs d'emploi qui habitent dans des quartiers où le taux de chômage est élevé; l'ordonnance visant à promouvoir la responsabilité sociétale des entreprises, qui oblige les entreprises à répondre de la composition de leurs effectifs pour pouvoir bénéficier du label « Entreprise durable »;

**en ce qui concerne le surendettement :**

*Certaines situations de surendettement surviennent après un événement imprévu sur lequel l'individu n'a pas de prise (maladie, divorce, perte d'emploi, etc.). Mais il existe également des situations de surendettement liées à des comportements et des choix personnels sur lesquels il est possible d'intervenir. Nous pensons aux cas d'assuétudes diverses (jeux, alcool, drogues) mais aussi aux personnes qui se lancent dans une activité d'indépendant (développement sauvage des « phone shops » et « night shops » dans certains quartiers) et contractent des crédits sans avoir les compétences nécessaires, notamment pour évaluer la viabilité de leur projet sur le long terme.*

(53) une meilleure régulation du système de crédit :

- d'adapter la loi fédérale pour mieux protéger les consommateurs des risques du crédit facile et réguler davantage la croissance anarchique des sociétés de crédit;
- de renforcer les contrôles et les sanctions en matière de publicité abusive;
- de réguler davantage le secteur des jeux de hasard, en particulier les paris sportifs et les jeux en ligne;

(54) d'accroître les activités de sensibilisation et d'accompagnement :

- de responsabiliser à l'utilisation de crédits en réalisant des campagnes de sensibilisation et de prévention à l'égard du crédit facile;

**wat werkgelegenheid betreft :**

(45) meer middelen voor Actiris en betere samenwerking tussen regionale en lokale diensten voor een efficiënter activeringsbeleid;

(46) inzetten op de kwaliteitsvolle begeleiding van de werkzoekenden, met voorrang voor de jongeren en de laagstgeschoolden en met een « redelijk » evenwicht tussen begeleiding en de bestaande mogelijkheden inzake werkgelegenheid en opleiding; bijzondere aandacht besteden aan marginale personen of slachtoffers van « sociale handicaps » (verslavingen, chaotisch leven ...);

(47) de strijd tegen de discriminatie bij aanwerving uitbreiden (bijvoorbeeld via anonieme cv's en praktijktesten);

(48) de werkgelegenheid voor de personen met een handicap bevorderen (toezicht op naleving normen, bepaling percentage via uitbereiding handvest voor diversiteit);

(49) de uitsluiting van ex-gedetineerden uit de arbeidsmarkt bestrijden;

(50) de aanbevelingen uit de resolutie van het Brussels Parlement betreffende de gelijke behandeling van mannen en vrouwen toepassen, zeker ook om de vrouwen die weer intreden op de arbeidsmarkt gemakkelijker toegang te geven tot de gesubsidieerde arbeidsplaatsen;

(51) de Brusselse werkzoekenden via Actiris systematisch informeren over de door Selor georganiseerde examens en hun kansen om als ambtenaar te worden aangeworven verhogen via programma's ter voorbereiding van de wervingsexamens;

(52) de door het Gewest ingevoerde recente regelingen toepassen : de ordonnantie ter bevordering van *diversiteit* in het Brussels gewestelijk openbaar ambt, die onder meer in stimuli voorziet om de aanwerving te bevorderen van werkzoekenden die in wijken met een hoog werkloosheidscijfer wonen; de ordonnantie tot bevordering van het maatschappelijk verantwoord ondernemen in de bedrijven, die de bedrijven verplicht om de samenstelling van hun personeelsbestand te verantwoorden om het label « Duurzame onderneming » te kunnen krijgen;

**wat overmatige schuldenlast betreft :**

*In sommige gevallen, is overmatige schuldenlast het gevolg van een onvoorziene gebeurtenis waarop het individu geen invloed heeft (ziekte, scheiding, verlies van job...). Er zijn evenwel gevallen van overmatige schuldenlast die het gevolg zijn van bewust gedrag of keuze. Wij denken bijvoorbeeld aan verslaving (spelen, alcohol, drugs) maar ook aan degenen die een bedrijvigheid als zelfstandige starten (wildgroei van telefoonwinkels en nachtwinkels in sommige wijken) en die leningen sluiten zonder over de nodige competenties te beschikken, inzonderheid om na te gaan of hun project haalbaar is op lange termijn.*

(53) een betere regeling voor verstrekking van krediet :

- de federale wet aanpassen om de consumenten beter te beschermen tegen de gevaren van het makkelijk verkrijgen van krediet en de wildgroei van kredietmaatschappijen beter regelen;
- betere controles en straffen bij misleidende reclame;
- betere regeling van de kansspelensector, inzonderheid de weddenschappen op sportwedstrijden en on line spelen;

(54) meer bewustmaking en begeleiding :

- bewustmaken voor het aangaan van krediet, via bewustmakings- en preventiecampagnes inzake het makkelijk krediet;

- de soutenir des initiatives de prévention telles que l'école des consommateurs et d'étendre ces programmes en milieu scolaire;
  - de subventionner les services de médiation de dettes, en ce compris les services de médiation de dettes des CPAS;
  - de développer les micro-crédits et le crédit social accompagné;
  - une intervention plus soutenue d'Atrium et de l'ABE dans certains quartiers pour accompagner les commerçants afin de mieux encadrer le développement d'activités de type « night shops » et « phone shops » et d'éviter les situations de surendettement;
  - de soutenir la mise en place d'outils de récolte et de gestion de données par les services de médiation de dettes (en tenant compte de la législation sur le respect de la vie privée) afin de mieux comprendre le phénomène de surendettement; il s'agit également de standardiser et/ou harmoniser ces méthodes de récolte et de gestion de données.
- steun aan preventieprojecten zoals de consumentenschool, en uitbreiden van die programma's tot de scholen;
  - subsidies voor schuldbemiddelingsdiensten, ook voor de schuldbemiddelingsdiensten van de OCMW's;
  - uitbouw van de microkredieten en van het begeleid sociaal krediet;
  - meer steun voor de acties van Atrium en het BAO in sommige wijken om de handelaars te begeleiden bij de uitbouw van projecten zoals nachtwinkels en telefoonwinkels, en voorkomen van overmatige schuldenlast;
  - steun voor tools voor het verzamelen en beheren van gegevens door de schuldbemiddelingsdiensten (rekening houdend met de wetgeving op het eerbiedigen van de private levenssfeer) om het verschijnen van de overmatige schuldenlast beter te begrijpen; die methodes voor het verzamelen en beheren van gegevens standaardiseren en/of harmoniseren.

**Annexe 3**

**Propositions de recommandations  
déposées pour le groupe MR par  
M. Michel Colson et Mme Anne-Charlotte d'Ursel**

Recommandations relatives au :

- Rapport Pauvreté 2010 – « Vivre sans chez soi à Bruxelles »;
- Rapport Pauvreté 2008 – « Pauvreté et vieillissement ».

**Rapport 2008 – « Pauvreté et vieillissement »**

1. Soutenir et encourager des projets de cohésion sociale, notamment par le travail communautaire de quartier, favorisant la mixité sociale, culturelle et générationnelle, la participation, l'émancipation, la rencontre et l'engagement, en portant une attention particulière aux femmes, aux jeunes, aux personnes âgées et aux publics précarisés.
2. Les politiques envisagées devront comporter des accents intergénérationnels.
3. Dégager des moyens financiers pour élargir et diversifier les services offerts aux personnes âgées et leur permettre de vivre chez elles.
4. Améliorer l'accessibilité de l'information pour les personnes âgées (proximité, lisibilité, ...) ainsi que l'accessibilité des administrations et entreprises de service public (langage compréhensible, procédures plus claires).
5. Créer de nouveaux « logements kangourou », des logements solidaires et des projets pilotes favorisant l'entraide entre les générations et disposant de services collectifs rencontrant les différents besoins (intergénérationnels, interculturels, handicap, personnes âgées, ...).
6. Mener une réflexion approfondie qui permette d'aboutir à un véritable développement de structures « d'habitat collectif durable » permettant à un public en situation précaire de trouver un logement collectif adapté.
7. Développer des normes qui permettent un agrément et un contrôle du projet et des activités de ces structures pour adultes.
8. Assurer un financement des services de repas à domicile dans le cadre d'une politique de maintien à domicile.
9. Revendiquer une clarification des dispositions légales régionales en matière de services à domicile et un refinancement adapté à l'exigence du contingent.
10. Etablir des documents utiles et nécessaires au bon fonctionnement des services, en concertation avec les acteurs de terrain.
11. Développer des centres de soins de jour.
12. Encourager des commerces de proximité.
13. Veiller à la diversité de l'offre médicale dans les quartiers.

**Bijlage 3**

**Voorstellen van aanbevelingen  
ingediend namens de MR-fractie door  
de heer Michel Colson en mevr. Anne-Charlotte d'Ursel**

Aanbevelingen betreffende :

- het Armoederapport 2010 – « Thuisloos in Brussel »;
- het Armoederapport 2008 – « Armoede en (ver)ouderen ».

**Rapport 2008 – « Armoede en (ver)ouderen »**

1. Projecten voor sociale cohesie steunen en aanmoedigen, onder meer via het gemeenschapswerk in de wijken, dat sociale, culturele en generationele gemengdheid, participatie, emancipatie, ontmoeting en engagement bevordert, met bijzondere aandacht voor de vrouwen, de jongeren, de bejaarden en de kansarmen.
2. In de overwogen beleidsmaatregelen moeten intergenerationele accenten worden gelegd.
3. Financiële middelen vrijmaken om het dienstenaanbod voor bejaarden uit te breiden en te diversifiëren om hen in staat te stellen in hun eigen woning te blijven wonen.
4. De toegankelijkheid van de informatie voor bejaarden (nabijheid, leesbaarheid, ...), alsook de toegankelijkheid van de besturen en overheidsbedrijven (begrijpelijke taal, duidelijkere procedures) verbeteren.
5. Zorgen voor nieuwe kangoeroewoningen en solidaire woningen en proefprojecten opzetten die de onderlinge bijstand tussen de generaties bevorderen en zorgen voor collectieve diensten die in de verschillende behoeften (intergenerationele, interculturele, van gehandicapten, van bejaarden, ...) voorzien.
6. Een grondige reflectie houden met het oog op het daadwerkelijk uitbouwen van structuren voor « duurzaam collectief wonen », zodat kansarmen een aangepaste collectieve woning kunnen vinden.
7. Normen uitwerken voor de erkenning en de controle van het project en de van activiteiten van die structuren voor volwassenen.
8. Zorgen voor de financiering van maaltijden-aan-huis in het kader van een beleid gericht op het behoud van bejaarden in de thuisomgeving.
9. Aandringen op een verduidelijking van de gewestelijke wettelijke normen inzake thuisdiensten en op een herfinanciering die aangepast is aan het contingent.
10. Documenten opstellen die nuttig en noodzakelijk zijn voor de goede werking van de diensten, in overleg met de actoren te velde.
11. Dagverzorgingscentra uitbouwen.
12. Buurtwinkels aanmoedigen.
13. Toezien op de diversiteit van de medische diensten in de wijken.



**Rapport 2010 – « Vivre sans chez soi à Bruxelles »****– Pauvreté et logement :***– Création de logements*

1. Atteindre dans les dix années à venir 15 % de logements de qualité à gestion publique et finalité sociale sur le territoire de toutes les communes en étant attentif à disséminer ces logements dans le tissu urbain.
2. Prévenir les expulsions sans proposition de relogement (via le logement de transit).
3. Lutter contre la problématique du sans-abrisme, pas seulement en période hivernale, en augmentant le nombre de logements de transit, de logements accompagnés et de logement supervisés et en rendant l'accueil d'urgence plus accessible.
4. Augmenter l'offre de logements sociaux ou assimilés mieux adaptés à la composition des ménages concernés (agences immobilières sociales, logements de transit, logements d'insertion, régies foncières, etc.).

*– Immeubles vides*

1. Promouvoir la conversion de bureaux et commerces vides en logements.

*– Marché locatif privé*

1. Augmenter les moyens d'action des agences immobilières sociales.
2. Améliorer la sensibilisation des propriétaires privés au système AIS et mieux les informer des avantages, notamment concernant les primes de rénovation.

*– Logements de transit*

1. Mettre en place une politique régionale coordonnée de logements de transit en collaboration avec les communes et les CPAS.
2. Octroyer davantage de moyens financiers et logistiques aux CPAS afin de créer des logements de transit, sous forme de subsides à l'acquisition, à la rénovation et au fonctionnement.
3. Envisager des solutions à la problématique du relogement des personnes expulsées de logements déclarés insalubres.
4. Développer une politique de logement diversifié de type « logements de transit, structures de logements supervisés et dispositifs de logements en vie collective de type par exemple, pensions de famille ».

*– Allocation-loyer*

1. Inciter les communes à activer le système des allocations-loyers pour les locataires des logements communaux, l'étendre aux logements des CPAS et à ceux du secteur privé.

*– ADIL*

1. Faciliter l'accès aux ADIL aux personnes hébergées dans un logement de transit ou en maison d'accueil.
2. Amplifier les ADIL et simplifier leur octroi.

**Rapport 2010 – « Thuisloos in Brussel »****– Armoede en huisvesting :***– Woningen verwezenlijken*

1. De volgende tien jaar, 15 % kwaliteitsvolle woningen in openbaar beheer en met sociaal oogmerk op het grondgebied van alle gemeenten verwezenlijken en daarbij aandacht besteden aan het spreiden van die woningen in het stadsweefsel.
2. Uitzettingen zonder voorstel tot herhuisvesting voorkomen (via transitwoningen).
3. De dakloosheid bestrijden, niet alleen in de winterperiode, door het aantal transitwoningen, woningen met begeleiding en woningen met toezicht te verhogen en door de noodopvang toegankelijker te maken.
4. Het aanbod aan sociale of daarmee gelijkgestelde woningen die beter aangepast zijn aan de samenstelling van de betrokken gezinnen verhogen (sociaal vastgoedkantoor, transitwoningen, inschakelingswoningen, grondregieën, enz.).

*– Leegstaande gebouwen*

1. De verbouwing van leegstaande kantoren en handelszaken tot woningen bevorderen.

*– Private huurmarkt*

1. Verhogen van de actiemiddelen van de sociale vastgoedkantoren.
2. Verbeteren van de bewustmaking van de privé-eigenaars voor het SVK-systeem en hun meer informatie geven over de voordelen ervan, met name inzake de renovatiepremies.

*– Transitwoningen*

1. Een gecoördineerd gewestelijk beleid vaststellen inzake transitwoningen, in samenwerking met de gemeenten en de OCMW's.
2. De OCMW's meer financiële middelen geven om transitwoningen te creëren, in de vorm van subsidies voor de aankoop, de renovatie en de werking.
3. Oplossingen uitwerken voor de problematiek van de herhuisvesting van personen die uit ongezond verklaarde woningen gezet zijn.
4. Een gediversifieerd huisvestingsbeleid uitwerken van het type transitwoningen, woonstructuren met toezicht en collectieve woonvoorzieningen, zoals bijvoorbeeld familiepensioens.

*– Huurtoelage*

1. De gemeenten aanmoedigen om het systeem van de huurtoelagen in te stellen voor de huurders van gemeentewoningen, en het systeem uitbreiden tot de woningen van de OCMW's en die van de privésector.

*– VIHT's*

1. De toegang tot de VIHT's vergemakkelijken voor personen die in een transitwoning of in een opvanghuis ondergebracht zijn.
2. De VIHT's uitbreiden en de toekenning ervan vereenvoudigen.

## – CPAS

1. Faciliter l'accès à la propriété pour les personnes ayant peu de revenus. Dans ce cadre, il faudrait prévoir l'accès au Fonds du Logement pour les personnes aidées par les CPAS. L'accès au Fonds du Logement doit aussi être ouvert pour ces personnes en matière de constitution de garanties locatives. Des moyens à due concurrence doivent être prévus à cet effet.

## – Pauvreté et santé :

1. Renforcer les services de soin de santé de première ligne et mobiliser des moyens complémentaires (Cocof, VGC, Cocom et Région) pour les maisons médicales et les centres de santé afin de mieux soutenir leurs missions et de pouvoir agréer de nouvelles maisons médicales sur la base d'une analyse des besoins de déterminants sociaux et santé, en particulier dans les quartiers défavorisés.
2. Etant donné les liens entre santé mentale, santé physique et pauvreté, promouvoir la formation des acteurs sociaux à la détection et à l'interprétation des comportements relevant des maladies mentales ou des souffrances psychiques en vue d'améliorer l'accueil et l'accompagnement des personnes et, s'il y a lieu, l'orientation des personnes concernées vers des structures mieux adaptées.
3. Intensifier la collaboration entre les services de santé, les CPAS et le monde associatif.
4. Renforcer les équipes de suivi psycho-médico-social en place.
5. Annexer à ces équipes d'autres compétences professionnelles, telles que : médecins généralistes, psychiatres, juristes et kinésithérapeutes.
6. Réaliser une étude de type « recherche/action » pour identifier les pathologies psychiatriques des personnes vivant dans la grande exclusion.

## – Pauvreté et CPAS :

1. Revaloriser la profession de travailleur social de CPAS, par l'augmentation des barèmes (qui devraient être au moins égaux à ceux appliqués dans les autres Régions).
2. Protéger davantage les travailleurs sociaux en veillant à augmenter le soutien psychologique apporté aux employés des CPAS, aide nécessaire à la gestion adéquate du stress latent et de certaines formes de violence à leur rencontre.
3. Veiller à garantir l'accès des populations précarisées aux services existants en équipant et en formant ces services à la prise en charge des problématiques sociales majeures, afin de permettre une prise en charge non stigmatisante dans la continuité.

## – OCMW's

1. Het verwerven van eigendom vergemakkelijken voor personen met lage inkomens, door ervoor te zorgen dat personen die bijstand krijgen van de OCMW's in aanmerking komen voor leningen én huurwaarborg van het Woningfonds. Daartoe moet voorzien worden in de nodige middelen.

## – Armoede en gezondheid :

1. De diensten voor eerstelijnsgezondheidszorg versterken en extra middelen inzetten (VGC, Cocof, GGC en Gewest) voor (wijk)gezondheidscentra, teneinde hun opdrachten beter te ondersteunen en nieuwe wijkgezondheidscentra te kunnen erkennen op grond van een analyse van de sociale en medische behoeften, met name in de achtergestelde wijken.
2. Gelet op het verband tussen mentale gezondheid, lichamelijke gezondheid en armoede, de opleiding van de sociale actoren inzake het opsporen en het interpreteren van gedrag dat te maken heeft met mentale ziekten of psychisch lijden bevorderen teneinde de opvang en de begeleiding te verbeteren en, indien nodig, de betrokken personen door te verwijzen naar beter aangepaste structuren.
3. De samenwerking tussen de gezondheidsdiensten, de OCMW's en de verenigingen intensifiëren.
4. De huidige teams voor psycho-medisch-sociale follow-up uitbreiden.
5. Aan die teams, andere personen met de nodige beroepsbekwaamheid toevoegen, zoals huisartsen, psychiaters, juristen en kinesitherapeuten.
6. Een studie « onderzoek/actie » uitvoeren om de psychiatrische pathologieën van personen die in grote uitsluiting leven te bepalen.

## – Armoede en OCMW :

1. Het beroep van maatschappelijk werker bij de OCMW's opwaarderen, door verhoging van de loonschalen (die op zijn minst zouden moeten gelijkgeschakeld worden met die in de andere Gewesten).
2. De maatschappelijk werkers beter beschermen door te zorgen voor betere psychologische begeleiding van de functies bij de OCMW's, noodzakelijk voor een goede beheersing van de latente stress en sommige vormen van geweld waarmee ze moeten afrekenen.
3. Ervoor zorgen dat de achtergestelde bevolkingsgroepen toegang krijgen tot de bestaande diensten, door die diensten uit te rusten en op te leiden om, continu en zonder te stigmatiseren, grote sociale problemen aan te pakken.

## Annexe 4

**Plan d'action Bruxellois de lutte contre  
la pauvreté 2010 – Réactions des CPAS  
de la Région de Bruxelles-Capitale  
pour la table ronde du 30 novembre 2010**

**1. Remarques générales**

La Conférence des Présidents et Secrétaires et la Section CPAS de l'Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale se réjouissent de l'élaboration d'un plan stratégique intégré de lutte contre la pauvreté.

Nous estimons qu'un plan d'action précis et pratique devrait être développé. Plus précisément, nous ne voyons pas en quoi le plan d'action proposé diffère de l'accord du gouvernement.

Certes, connaissant les difficultés financières des institutions bruxelloises, nous n'attendons pas de propositions nouvelles particulièrement onéreuses.

En revanche nous espérons que le plan d'action dégage des priorités, un calendrier, une méthodologie et une estimation des moyens humains, financiers et matériels nécessaires pour la mise en œuvre de l'accord gouvernemental ainsi que son adaptation éventuelle compte tenu du baromètre. Même si l'avenir institutionnel et financier de la Région est incertain, les moyens à dégager pour la mise en œuvre du plan d'action doivent être estimés jusque fin 2014.

Nous souhaitons pouvoir identifier les institutions ou services qui seront chargés de la réalisation concrète de ces objectifs pendant cette période ainsi que les échéanciers prévus pour ces réalisations.

A titre d'exemple, le projet d'instauration d'une « nouvelle allocation-loyer » est très imprécis. Aucune précision n'est apportée quant à l'institution qui sera chargée d'octroyer l'allocation, aux publics bénéficiaires ou encore aux moyens budgétaires qui seront dégagés.

Nous insistons aussi sur l'action des CPAS bruxellois en tant qu'institutions offrant sur le plan local, de façon cohérente et intégrée, des services conçus à d'autres niveaux de pouvoir. En ce sens, ils harmonisent les politiques fragmentées conçues par un grand nombre d'institutions.

En outre, la Conférence et la Section CPAS, tout en maintenant l'autonomie des centres, permet d'uniformiser les mises en pratique de décisions politiques parfois complexes.

Des actions concrètes telles que l'élaboration de la liste de médicaments « D » ou « synchro » en sont les premiers exemples.

Rappelons que le Collège réuni exerce la tutelle administrative générale sur les CPAS et les hôpitaux IRIS, tandis que le Gouvernement de la Région influence les dépenses et le fonctionnement des CPAS de façon non négligeable par l'exercice de ses compétences en matière de tutelle sur les communes et en matière de personnel.

Pourtant, tout compris, le financement des CPAS par les autorités régionales ne dépasse pas 5 % des dépenses de fonctionnement des CPAS (fonds spécial de l'aide sociale, coordination sociale, fonds énergie, ACS, subsides FSE et régionaux transitant par Actiris, subsides transitant par le CIRB, intervention régionale dans les augmentations barémiques transitant par les communes).

A cela s'ajoutent les subsides d'investissements pour les MR/MRS et pour les hôpitaux IRIS, ainsi qu'un financement pour des missions pour la Section CPAS de l'AVCB.

## Bijlage 4

**Brussels Actieplan Armoedebestrijding 2010 –  
Reacties van de OCMW's van  
het Brussels Hoofdstedelijk Gewest  
voor de rondetafel van 30 november 2010**

**1. Algemene opmerkingen**

De Conferentie van de Voorzitters en Secretarissen en de Afdeling OCMW's van de Vereniging van de Stad en de Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verheugen zich over het opstellen van een geïntegreerd strategisch plan inzake armoedebestrijding.

Wij vinden dat er een precies en praktisch plan zou moeten worden uitgewerkt. Meer bepaald zien wij niet waarin het voorgesteld actieplan verschilt van het regeerakkoord.

Aangezien wij op de hoogte zijn van de financiële moeilijkheden van de Brusselse instellingen, verwachtten wij zeker geen bijzonder dure nieuwe voorstellen.

Wij hoopten wel dat het actieplan prioriteiten, een tijdschema, een methodologie en een raming van de menselijke, financiële en materiële middelen zou bepalen voor de tenuitvoerlegging van het regeerakkoord en van de eventuele aanpassing ervan, rekening houdend met de barometer. Ondanks de onzekere institutionele en financiële toekomst van het Gewest, is het nodig de middelen die moeten worden vrijgemaakt voor de tenuitvoerlegging van het actieplan te ramen tot eind 2014.

Tevens wensen wij te weten welke instellingen of diensten belast worden met de concrete verwezenlijking van die doelstellingen, alsook welke tijdschema's daarvoor vooropgesteld zijn.

Zo is bijvoorbeeld de geplande invoering van een « nieuwe huurtoelage » heel onduidelijk. Het is geheel niet duidelijk welke instelling belast wordt met het toekennen van de toelage, wie ze krijgt, of welke budgettaire middelen worden vrijgemaakt.

Tevens benadrukken wij dat de Brusselse OCMW's doorgaans optreden als instellingen die op lokaal vlak en op coherente en geïntegreerde wijze diensten aanbieden die op andere machtsniveaus zijn uitgedacht. In die zin harmoniseren zij de versnipperde beleidsmaatregelen die uitgedacht zijn door een groot aantal instellingen.

Bovendien bieden de Conferentie en de Afdeling OCMW's de mogelijkheid soms complexe beleidsbeslissingen op eenvormige wijze uit te voeren, met behoud van de autonomie van de centra.

Concrete acties, zoals het opstellen van de lijst met « D-geneesmiddelen » of « synchro-geneesmiddelen », vormen de eerste voorbeelden daarvan.

Wij wijzen erop dat het Verenigd College het algemeen administratief toezicht uitoefent op de OCMW's en de IRIS-ziekenhuizen, terwijl de Regering van het Gewest de uitgaven en de werking van de OCMW's aanzienlijk beïnvloedt door de uitoefening van haar bevoegdheden inzake toezicht op de gemeenten en inzake personeel.

Alles samen genomen, bedraagt de financiering van de OCMW's door de gewestelijke overheden evenwel niet meer dan 5 % van de werkingsuitgaven van de OCMW's (speciaal fonds voor sociale bijstand, sociale coördinatie, energiefonds, GESCO's, ESF- en gewestelijke subsidies via het CIBG, gewestelijke bijdrage aan de baremaverhogingen via de gemeenten).

Daarbij komen de investeringsubsidies voor de RH en RVT en voor de IRIS-ziekenhuizen, alsook een financiering voor de opdrachten van de OCMW-afdeling van de VSGB.

En réalité, les CPAS sont financés pour l'essentiel par les autorités fédérales (entre 50 et 60 %), par les communes (entre 30 et 35 %) et par les particuliers qui paient certains services ou remboursent certaines aides financières.

Aussi, les CPAS souhaitent-ils être soutenus davantage qu'ils le sont aujourd'hui, sinon financièrement – nous savons les autorités régionales en grande difficulté financière – du moins par une plus grande reconnaissance de l'importance de leur travail et de la qualité de leur expertise.

Plus précisément, nous souhaitons être plus systématiquement consultés, en temps utiles, avant que soient prises des mesures qui influencent directement ou indirectement les habitants les plus fragiles de la Région ou le fonctionnement des CPAS.

Actuellement, la nécessité d'améliorer les concertations se ressent surtout en matière de :

- financement des investissements MR/MRS,
- financement ISP Actiris,
- réforme de l'économie sociale,
- réforme des protections sociales en énergie, primes énergétiques, fonds eau de l'intercommunale Hydrobru,
- négociations syndicales au comité C,
- garanties locatives dans le logement social,
- accueil d'urgence, surtout hivernal, des sans-abris et carences de Fedasil,
- Irisnet 2.

*Quelques remarques et propositions :*

**p. 30 :** Quant aux défis institutionnels mis en évidence sans solution proposée, il faut d'abord les relativiser : les ministres et parlementaires bruxellois sont les mêmes pour les quatre parlements et gouvernements; à moins d'être schizophrènes ou de se réfugier malhonnêtement derrière la fragmentation des compétences pour expliquer leur inertie, les mandataires politiques sont en mesure de garantir la cohérence de leurs politiques.

Il faut surtout les surmonter, par la suppression de la commission communautaire commune et le transfert de ses moyens et compétences à la Région (simplification), par la valorisation de leurs atouts démocratiques (vulgariser les institutions au lieu d'en démontrer sans cesse la complexité sans même tenter de l'expliquer) et par la systématisation des coordinations.

Quant à la situation des acteurs de terrains reprise comme « signal d'alarme » d'une situation préoccupante, le texte manque de précision et devrait être étayé d'éléments concrets, d'une analyse plus approfondie.

**p. 42 :** Quant à « l'Etat providence », appellation ambiguë dont le contenu varie selon qu'il est décrié ou vanté, nous lui préférons les notions de prévoyance, de prévenance, de solidarité, d'égalité et d'émancipation.

**p. 62 :** Quant au fonds social eau Hydrobru, nous ne comprendrions pas qu'il ne soit pas triplé dès 2010, comme le souhaite l'intercommunale, faute pour la Ministre responsable de prendre l'arrêté nécessaire.

**p. 94 :** Quant à l'objectif stratégique 26, il y a lieu de remplacer les termes « Ville de Bruxelles » par « Région bruxelloise » comme territoire ciblé.

In feite worden de OCMW's voornamelijk gefinancierd door de federale overheden (tussen 50 en 60 %), door de gemeenten (tussen 30 en 35 %) en door de privépersonen die sommige diensten betalen of sommige financiële bijstand terugbetalen.

De OCMW's wensen dus meer steun te krijgen dan thans het geval is, zij het financieel – wij zijn op de hoogte van de grote financiële moeilijkheden van de gewestelijke overheden – dan wel door meer erkenning van het belang van hun werk en hun aanzienlijke deskundigheid.

Wij wensen meer bepaald op meer systematische wijze te gepaste tijde geraadpleegd te worden, alvorens maatregelen worden genomen die een rechtstreekse of onrechtstreekse invloed hebben op de meest kwetsbare inwoners van het Gewest of op de werking van de OCMW's.

Thans laat de nood aan beter overleg zich vooral voelen inzake :

- financiering van de investeringen in RH/RVT,
- financiering SPI Actiris,
- hervorming van de sociale economie,
- hervorming van sociale bescherming inzake energie, energieprijzen, waterfondsen van de intercommunale Hydrobru,
- syndicale onderhandelingen in het comité C,
- huurwaarborgen in de sociale huisvesting,
- noodopvang, vooral in de winter, van de daklozen en tekortkomingen van Fedasil,
- Irisnet 2

*Enkele opmerkingen en voorstellen :*

**blz. 30 :** In de eerste plaats moeten de institutionele uitdagingen waarvoor geen oplossing wordt voorgesteld, worden gerelativeerd : de Brusselse ministers en parlementsleden zijn dezelfde voor de vier parlementen en regeringen. De politieke mandatarissen zijn in staat de samenhang van hun beleid te waarborgen, tenzij zij schizofreen zijn of zich verschuilen achter de versnippering van de bevoegdheden om hun inertie goed te praten.

Het is vooral nodig ze te overstijgen, door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie af te schaffen en haar middelen en bevoegdheden over te hevelen naar het Gewest (vereenvoudiging), door de waardering van hun democratische troeven (de instellingen vulgariseren i.p.v. voortdurend te tonen hoe complex ze zijn zonder ook maar te pogen enige uitleg te geven) en door systematische coördinatie.

Inzake de situatie op het werkveld en de vermelde « alarmsignalen », is de tekst weinig precies en is er nood aan concrete gegevens en een grondigere analyse.

**blz. 42 :** Het woord « verzorgingsstaat » is een dubbelzinnige benaming, met een variabele betekenis naargelang het gaat over lof of over kritiek; wij verkiezen de begrippen voorzienigheid, voorkomendheid, solidariteit, gelijkheid en emancipatie.

**blz. 62 :** Inzake het sociaal Waterfonds, Hydrobru, begrijpen wij niet dat het niet driemaal zo groot wordt vanaf 2010, zoals de intercommunale wil, omdat de verantwoordelijke minister het noodzakelijke besluit niet neemt.

**blz. 94 :** Inzake strategische doelstelling 26, moeten de woorden « Brusselse stedelijke grondgebied » vervangen worden door « Brusselse gewestelijke grondgebied » als doelgebied.

**p. 97** : Quant à l'objectif stratégique 32, la concertation bruxelloise de l'aide aux sans-abris nous fournit l'occasion d'attirer l'attention sur un effet pervers de la concertation : la concertation, prétexte à l'inaction.

Il faut pérenniser l'accueil d'urgence, particulièrement pour la période hivernale et augmenter les moyens financiers des acteurs de terrain (exemple p. 82 : subsides CCC pour l'aide aux sans-abris 6.472.000 euros, subsides COCOF 9.092.000 euros, subsides VGC 153.724 euros).

Quant à l'objectif stratégique 33.1, le fonds spécial de l'aide sociale relève davantage d'une coordination horizontale au niveau local (flux entre commune et CPAS) que d'une coordination verticale (flux du niveau régional au niveau local).

Quoiqu'il en soit, pour les raisons rappelées dans nos « remarques générales », il est grand temps d'augmenter sensiblement le fonds spécial de l'aide sociale sans le faire au détriment des communes et en maintenant ses deux caractéristiques fondamentales : financement général non lié à des missions ou dépenses spécifiques et financement solidaire tenant compte de la répartition inégale de la pauvreté entre les différentes communes.

## 2. Observations et suggestions

### 2.1 Augmentation des demandes, besoins de formations, turn-over au sein des CPAS

Les CPAS constatent une augmentation constante du nombre de demandes et que cette croissance n'est pas assortie d'une croissance équivalente des moyens humains, financiers et matériels pour garantir le traitement de ces demandes et la guidance sociale des demandeurs.

Aujourd'hui, les travailleurs de première ligne ne peuvent que répondre aux urgences et ne disposent plus du temps nécessaire à l'élaboration d'une guidance de qualité.

Nous constatons, par ailleurs, que la formation de base des travailleurs sociaux comporte des lacunes qui limitent également la qualité du travail fourni. Par ailleurs, la charge et la complexité du travail en CPAS entraîne un *turn-over* important dans les équipes.

Certains CPAS tentent d'apporter une réponse au moyen de formations complémentaires dispensées directement par les CPAS lors de l'engagement.

Ces formations représentent un investissement important en termes d'organisation de travail et de moyens humains de la part des formateurs. Cet investissement est actuellement intégralement supporté par les CPAS.

Plus fondamentalement, la croissance des demandes, conséquence de politiques économiques le plus souvent supranationales, ne pourra pas être rencontrée indéfiniment par une augmentation des moyens nécessaires à la prise en charge de la pauvreté.

En effet, souvent, ceux qui prennent les décisions en amont (celles qui génèrent la pauvreté) ont aussi le pouvoir de s'opposer aux décisions à prendre en aval (celles nécessaires à la prise en charge des victimes de la pauvreté).

C'est ainsi que la « libéralisation » menace aujourd'hui les services publics, y compris sociaux et médicaux, et met donc à mal l'organisation des réponses démocratiques, structurelles, durables et répondant aux critères fondamentaux de l'égalité de traitement et de la non-discrimination.

Quoi qu'il en soit, nous devons agir avec les moyens du bord et souhaitons énoncer quelques suggestions entrant dans les domaines de compétences des différentes instances régionales :

**blz. 97** : Inzake strategische doelstelling 32, biedt het Brussels overleg Thuislozenzorg de gelegenheid om de aandacht te vestigen op een averechts effect van overleg : overleg als voorwendsel om geen actie te ondernemen.

De noodopvang moet worden bestendigd, vooral voor de winterperiode, en de financiële middelen van het werkveld moeten worden verhoogd (voorbeeld blz. 82 GGC-subsidies; 6.472.000 euro, COCOF-subsidies 9.092.000 euro, CGC-subsidies 153.724 euro).

Inzake strategische doelstelling 33.1, ressorteert het Bijzonder Fonds voor Maatschappelijk Welzijn eerder onder horizontale coördinatie op plaatselijk niveau (tussen gemeente en OCMW), als onder verticale coördinatie (van gewestelijk naar plaatselijk niveau).

Het is alleszins hoog tijd voor een aanzienlijke verhoging van het Bijzonder Fonds voor Maatschappelijk Welzijn, om redenen waaraan wij herinnerden in onze « algemene opmerkingen ». Dat mag echter niet gebeuren ten koste van de gemeenten, en twee fundamentele kenmerken moeten behouden blijven : algemene financiering die niet gebonden is aan specifieke opdrachten of uitgaven, en solidaire financiering waarbij rekening wordt gehouden met het feit dat armoede ongelijk gespreid is over de gemeenten.

## 2. Opmerkingen en suggesties

### 2.1 Stijging van de aanvragen, opleidingsbehoeften, verloop in de OCMW's

De OCMW's stellen vast dat het aantal aanvragen voortdurend stijgt, en dat de menselijke, financiële en materiële middelen om de verwerking van die aanvragen en de sociale begeleiding van de aanvragers te waarborgen niet in gelijke mate stijgen.

Thans kunnen de eerstelijns werkers enkel tegemoet komen aan de noodgevallen. Zij beschikken niet langer over de nodige tijd om een behoorlijke begeleiding uit te werken.

Wij stellen overigens vast dat de basisopleiding van de maatschappelijke werkers lacunes bevat, die de kwaliteit van het werk beperken. Bovendien leidt de werklast en de complexiteit van het werk in de OCMW's tot een groot verloop binnen de teams.

Sommige OCMW's pogen dat te verhelpen door middel van aanvullende opleidingen die zij meteen bij de aanwerving verstrekken.

Die opleidingen betekenen een grote investering van de opleiders in de organisatie van het werk en in personele middelen. Op dit ogenblik komt die investering volledig voor rekening van de OCMW's.

Fundamenteeler gezien, zal men niet tot in het oneindige kunnen tegemoetkomen aan de toenemende vragen, een gevolg van het meestal supranationale economische beleid, door meer middelen uit te trekken om de armoede op te vangen.

Degenen die op een hoger niveau de beslissingen nemen (die tot armoede leiden), hebben immers vaak ook de macht om zich te verzetten tegen de beslissingen die op een lager niveau moeten worden genomen (die noodzakelijk zijn voor de opvang van de slachtoffers van armoede).

Vandaag bedreigt de « liberalisering » de openbare diensten, met inbegrip van de sociale en medische diensten, en ze bemoeilijkt bijgevolg de organisatie van democratische, structurele en duurzame oplossingen die beantwoorden aan de fundamentele criteria inzake gelijke behandeling en non-discriminatie.

We moeten hoe dan ook werken met de middelen waarover we beschikken en wensen enkele voorstellen te doen die tot de bevoegdheidsdomeinen van de verschillende gewestelijke instanties behoren.

### 2.1.1. Engagements de travailleurs sociaux

Les CPAS doivent disposer de moyens financiers leur permettant d'engager davantage de travailleurs afin de continuer à remplir efficacement leurs missions. L'augmentation et l'indexation de l'intervention régionale dans la charge salariale des postes ACS serait une mesure qui laisserait entrevoir des possibilités d'engagements supplémentaires.

Par ailleurs, une réflexion pourrait être menée afin de définir un cadre représentatif des réalités de terrain en RBC.

### 2.1.2. Valorisation de la fonction du travailleur social en Région de Bruxelles-Capitale

Il subsiste une inégalité de salaire des travailleurs sociaux entre les différentes régions. Les assistants sociaux engagés au sein d'un CPAS en Région de Bruxelles-Capitale sont effectivement moins bien rémunérés que leur collègues travaillant en Région wallonne ou en Région flamande.

Une revalorisation des salaires permettrait à la fois un attrait des travailleurs vers la Région de Bruxelles-Capitale, mais également une revalorisation des travailleurs qui font face à une charge de travail importante.

### 2.1.3. Formations de base centralisées

Le besoin de formation des travailleurs sociaux étant ressenti par l'ensemble des CPAS, une centralisation de la formation de base du nouveau personnel pourrait soutenir et soulager les centres bruxellois. A cet effet, l'ERAP pourrait être chargé d'organiser et de dispenser une formation complémentaire, *in situ*, destinée aux assistants sociaux déjà engagés ou qui souhaiteraient postuler au sein d'un CPAS. Le contenu pédagogique devrait être élaboré en étroite collaboration avec les CPAS et éventuellement les écoles sociales afin de pallier les carences constatées et de rencontrer les attentes des CPAS.

### 2.1.4. Le tutorat

L'encadrement des travailleurs sociaux inexpérimentés s'avère indispensable afin de leur permettre d'acquérir progressivement les attitudes, les méthodes et les outils mis à leur disposition.

Cet encadrement n'est pas toujours suffisant, faute de moyens financiers et/ou humains pour le permettre.

Certains travailleurs « chevronnés » disposent pourtant d'une connaissance et d'une expérience pratique qu'ils sont en mesure de transmettre à leurs plus jeunes collègues.

Si l'idée du tutorat n'est pas neuve, elle ne s'assortit aujourd'hui d'aucune valorisation de salaire ou de fonction.

La responsabilité et l'investissement dans une fonction de tuteur ne sont néanmoins pas négligeables et devaient être valorisés.

Dans cet esprit, le tutorat pourrait être proposé en tant que fonction supérieure avec une valorisation salariale significative.

## 3. Conclusions

L'élaboration d'un plan d'action global de lutte contre la pauvreté et la volonté d'une action coordonnée des différentes instances politiques régionales bruxelloises se révèle un défi que les CPAS ne peuvent que soutenir.

### 2.1.1. Aanwerving van maatschappelijke werkers

De OCMW's moeten beschikken over financiële middelen om meer werknemers in dienst te kunnen nemen, opdat ze hun opdracht efficiënt kunnen blijven uitvoeren. De gewestelijke tegemoetkoming in de loonkosten van de GESCO-betrekkingen verhogen en indexeren zou een maatregel zijn die uitzicht geeft op extra aanwervingen.

Voorts zou er kunnen worden nagedacht over een representatief kader van de realiteit te velde in het BHG.

### 2.1.2. Herwaardering van de functie van maatschappelijk werker in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Er blijven verschillen bestaan tussen de wedden van de maatschappelijke werkers in de verschillende Gewesten. De maatschappelijke werkers die door een OCMW in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden aangenomen, worden minder goed betaald dan hun collega's in het Vlaams of Waals Gewest.

Een herwaardering van de wedden zou het Brussels Hoofdstedelijk Gewest niet alleen aantrekkelijker maken voor de werknemers, maar ook de maatschappelijke werkers die met een aanzienlijke werklast kampen, motiveren.

### 2.1.3. Gecentraliseerde basisopleidingen

Aangezien alle OCMW's van oordeel zijn dat de maatschappelijke werkers een opleiding moeten krijgen, zou een centralisatie van de basisopleiding van de nieuwe personeelsleden de Brusselse OCMW's kunnen ontlasten. Daartoe zou de GSOB kunnen worden belast met het organiseren en verstrekken van een aanvullende opleiding *in situ* voor de maatschappelijke werkers die al in dienst zijn of die wensen te solliciteren naar een functie in een OCMW. De pedagogische inhoud zou moeten worden vastgesteld in nauwe samenwerking met de OCMW's en eventueel de sociale scholen, om de vastgestelde tekortkomingen weg te werken en te voldoen aan de verwachtingen van de OCMW's.

### 2.1.4. Mentoraat

Onervaren maatschappelijke werkers moeten begeleid worden, opdat ze geleidelijk de vereiste attitudes en methodes assimileren en leren werken met de ter beschikking gestelde instrumenten.

Die begeleiding is niet altijd voldoende bij gebrek aan financiële of personele middelen.

Sommige « doorgewinterde » maatschappelijke werkers beschikken echter over kennis en praktische ervaring die ze kunnen doorgeven aan hun jongere collega's.

Het idee van mentoraat is niet nieuw, maar gaat vandaag niet gepaard met een herwaardering van de wedde of de functie.

De verantwoordelijkheid en de investering in een functie als mentor valt evenwel niet te verwaarlozen en zou gewaardeerd moeten worden.

In die geest zou het mentoraat kunnen worden voorgesteld als een hogere functie met een significante weddeverhoging.

## 3. Conclusies

Het opstellen van een algemeen actieplan voor de strijd tegen de armoede en de bereidheid om te zorgen voor gecoördineerde acties bij de verschillende Brusselse gewestelijke beleidsorganen is een uitdaging die de OCMW's niet alleen kunnen aangaan.

Nous saluons également le contenu du document qui recense les différents domaines où une action s'avère nécessaire dans le cadre de la lutte contre la pauvreté.

Nous souhaitons néanmoins insister sur l'importance d'une action structurelle dans des domaines clés et sur la nécessité d'éviter que les moyens financiers, par ailleurs limités, soient investis dans diverses actions de moindre importance et dépourvu d'un impact significatif sur l'ensemble de la situation.

Le groupe de travail Conférence des Présidents et Secrétaires des CPAS de la Région Bruxelles-Capitale et Section CPAS de l'Association de la Ville et des Communes de la Région Bruxelles-Capitale.

9 novembre 2010

Wij zijn ook verheugd over de inhoud van het document dat een opsomming geeft van de verschillende domeinen waar een initiatief noodzakelijk is in het kader van de strijd tegen de armoede.

Wij wensen evenwel te benadrukken dat het belangrijk is te zorgen voor structurele initiatieven op sleuteldomeinen en wij willen ook onderstrepen dat het noodzakelijk is om te vermijden dat de financiële middelen, die overigens beperkt zijn, worden geïnvesteerd in uiteenlopende initiatieven die minder belangrijk zijn en die weinig betekenisvolle impact hebben op de gehele toestand.

De werkgroep Conferentie van de Voorzitters en de Secretarissen van de OCMW's van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en Afdeling OCMW's van de Vereniging van de Stad en de Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

9 november 2010

## Annexe 5

**Plan d'action bruxellois  
de lutte contre la pauvreté 2010 – Réactions des CPAS  
de la Région de Bruxelles-Capitale**

**1. Remarques générales**

La Conférence des Présidents et Secrétaires et la section CPAS de l'Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale se réjouissent de l'élaboration d'un plan stratégique intégré de lutte contre la pauvreté.

Nous estimons qu'un plan d'action précis et pratique devrait être développé. Plus précisément, nous ne voyons pas en quoi le plan d'action proposé diffère de l'accord du gouvernement.

Certes, connaissant les difficultés financières des institutions bruxelloises, nous n'attendons pas de propositions nouvelles particulièrement onéreuses.

En revanche nous espérons que le plan d'action dégage des priorités, un calendrier, une méthodologie et une estimation des moyens humains, financiers et matériels nécessaires pour la mise en œuvre de l'accord gouvernemental ainsi que son adaptation éventuelle compte tenu du baromètre.

De même, nous souhaitons pouvoir identifier les institutions ou services qui seront chargés de la réalisation concrète de ces objectifs ainsi que les échéanciers prévus pour ces réalisations.

A titre d'exemple, le projet d'instauration d'une « nouvelle allocation-loyer » est très imprécis. Aucune précision n'est apportée quant à l'institution qui sera chargée d'octroyer l'allocation, aux publics bénéficiaires ou encore aux moyens budgétaires qui seront dégagés.

Nous sommes interpellés par la mise en cause des CPAS en tant que freins à l'harmonisation de la politique sociale (p. 28). En effet, les CPAS bruxellois agissent généralement en tant qu'institutions offrant sur le plan local, de façon cohérente et intégrée, des services conçus à d'autres niveaux de pouvoir. En ce sens, ils harmonisent les politiques fragmentées conçues par un grand nombre d'institutions.

En outre, la Conférence et la Section CPAS, tout en maintenant l'autonomie des centres, permet d'uniformiser les mises en pratique de décisions politiques parfois complexes.

Des actions concrètes telles que l'élaboration de la liste de médicaments « D » ou « synchro » en sont les premiers exemples.

*Quelques remarques et propositions :*

**p. 22-23 :** Le graphique supposé illustrer les propos tenus quant au niveau de scolarisation ne reflète pas les différentes tranches d'âges pourtant abordées dans le texte. Il nous semble plus judicieux d'intégrer un graphique présentant le degré d'instruction par tranche d'âge.

**p. 23 :** Nous regrettons l'absence de carte illustrant les inégalités territoriales énoncées et permettant de visualiser les différents quartiers afin de mettre en évidence les moins favorisés d'entre eux.

**p. 29 :** La situation des acteurs de terrain reprise comme « signal d'alarme » d'une situation préoccupante manque de précision et devrait être étayée d'éléments concrets, d'une analyse approfondie.

Certaines formulations nous semblent également inappropriées et pourraient être améliorées.

## Bijlage 5

**Brussels Actieplan Armoedebestrijding 2010 –  
Reacties van de OCMW's van  
het Brussels Hoofdstedelijk Gewest**

**1. Algemene opmerkingen**

De Conferentie van de Voorzitters en Secretarissen en de Afdeling OCMW's van de Vereniging van de Stad en de Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verheugen zich over het opstellen van een geïntegreerd strategisch plan inzake armoedebestrijding.

Wij vinden dat er een precies en praktisch plan zou moeten worden uitgewerkt. Meer bepaald zien wij niet waarin het voorgesteld actieplan verschilt van het regeerakkoord.

Aangezien wij op de hoogte zijn van de financiële moeilijkheden van de Brusselse instellingen, verwachtten wij zeker geen bijzonder dure nieuwe voorstellen.

Wij hoopten wel dat het actieplan prioriteiten, een tijdschema, een methodologie en een raming van de menselijke, financiële en materiële middelen zou bepalen voor de tenuitvoerlegging van het regeerakkoord en van de eventuele aanpassing ervan, rekening houdend met de barometer.

Tevens wensen wij te weten welke instellingen of diensten belast worden met de concrete verwezenlijking van die doelstellingen, alsook welke tijdschema's daarvoor vooropgesteld zijn.

Zo is bijvoorbeeld de geplande invoering van een « nieuwe huurtoelage » heel onduidelijk. Het is geheel niet duidelijk welke instelling belast wordt met het toekennen van de toelage, wie ze krijgt, of welke budgettaire middelen worden vrijgemaakt.

De beschuldiging aan het adres van de OCMW's dat zij de harmonisatie van het sociaal beleid belemmeren laat ons niet onberoerd. Het is immers zo dat de Brusselse OCMW's doorgaans optreden als instellingen die op lokaal vlak en op coherente en geïntegreerde wijze diensten aanbieden die op andere machtsniveaus zijn uitgedacht. In die zin harmoniseren zij de versnipperde beleidsmaatregelen die uitgedacht zijn door een groot aantal instellingen.

Bovendien bieden de Conferentie en de Afdeling OCMW's de mogelijkheid soms complexe beleidsbeslissingen op eenvormige wijze uit te voeren, met behoud van de autonomie van de centra.

Concrete acties, zoals het opstellen van de lijst met « D-geneesmiddelen » of « synchro-geneesmiddelen », vormen de eerste voorbeelden daarvan.

*Enkele opmerkingen en voorstellen :*

**Blz. 24 :** De grafiek ter illustratie van de tekst over scholingsgraad geeft geen overzicht van de verschillende leeftijdsgroepen, die wel aan bod komen in de tekst. Het lijkt ons beter een grafiek op te nemen die de scholingsgraad weerspiegelt per leeftijdsgroep.

**Blz. 25 :** Wij betreuren de afwezigheid van een kaart ter illustratie van de territoriale ongelijkheden, met een overzicht van de verschillende wijken, zodat de minst begunstigde duidelijk zichtbaar zijn.

**Blz. 30 :** De « alarmsignalen » voor een zorgwekkende situatie op het werkveld zijn weinig nauwkeurig; concrete elementen en een grondige analyse zijn hier nodig.

Sommige formuleringen lijken ons eveneens ongepast en vatbaar voor verbetering.



**Exemple : p. 20**, le terme « infériorisation » revêt un caractère péjoratif et devrait être remplacé.

## 2. Observations et suggestions

### 2.1 Augmentation des demandes, besoins de formations, turn-over au sein des CPAS

Les CPAS constatent une augmentation constante du nombre de demandes et que cette croissance n'est pas assortie d'une croissance équivalente des moyens humains, financiers et matériels pour garantir le traitement de ces demandes et la guidance sociale des demandeurs.

Aujourd'hui, les travailleurs de première ligne ne peuvent que répondre aux urgences et ne disposent plus du temps nécessaire à l'élaboration d'une guidance de qualité.

Nous constatons, par ailleurs, que la formation de base des travailleurs sociaux comporte des lacunes qui limitent également la qualité du travail fourni. Par ailleurs, la charge et la complexité du travail en CPAS entraîne un *turn-over* important dans les équipes.

Certains CPAS tentent d'apporter une réponse au moyen de formations complémentaires dispensées directement par les CPAS lors de l'engagement.

Ces formations représentent un investissement important en termes d'organisation de travail et de moyens humains de la part des formateurs. Cet investissement est actuellement intégralement supporté par les CPAS.

Plus fondamentalement, la croissance des demandes, conséquence de politiques économiques le plus souvent supranationales, ne pourra pas être rencontrée indéfiniment par une augmentation des moyens nécessaires à la prise en charge de la pauvreté.

En effet, souvent, ceux qui prennent les décisions en amont (celles qui génèrent la pauvreté) ont aussi le pouvoir de s'opposer aux décisions à prendre en aval (celles nécessaires à la prise en charge des victimes de la pauvreté).

C'est ainsi que la « libéralisation » menace aujourd'hui les services publics, y compris sociaux et médicaux, et met donc à mal l'organisation des réponses démocratiques, structurelles, durables et répondant aux critères fondamentaux de l'égalité de traitement et de la non-discrimination.

Quoi qu'il en soit, nous devons agir avec les moyens du bord et souhaitons énoncer quelques suggestions entrant dans les domaines de compétences des différentes instances régionales.

#### 2.1.1. Engagements de travailleurs sociaux

Les CPAS doivent disposer de moyens financiers leur permettant d'engager davantage de travailleurs afin de continuer à remplir efficacement leurs missions. L'augmentation et l'indexation de l'intervention régionale dans la charge salariale des postes ACS serait une mesure qui laisserait entrevoir des possibilités d'engagements supplémentaires.

Par ailleurs, une réflexion pourrait être menée afin de définir un cadre représentatif des réalités de terrain en Région de Bruxelles-Capitale.

#### 2.1.2. Valorisation de la fonction du travailleur social en Région Bruxelles-Capitale

Il subsiste une inégalité de salaire des travailleurs sociaux entre les différentes Régions. Les assistants sociaux engagés au sein d'un CPAS en Région de Bruxelles-Capitale sont effectivement moins bien rémunérés que leur collègues travaillant en région wallonne ou en région flamande.

**Voorbeeld : blz. 23** : het woord « achterstellingsfactoren » is pejoratief en zou moeten worden vervangen.

## 2. Opmerkingen en suggesties

### 2.1 Stijging van de aanvragen, opleidingsbehoeften, verloop in de OCMW's

De OCMW's stellen vast dat het aantal aanvragen voortdurend stijgt en dat de menselijke, financiële en materiële middelen om de verwerking van die aanvragen en de sociale begeleiding van de aanvragers te waarborgen niet in gelijke mate stijgen.

Thans kunnen de eerstelijnswerkers enkel tegemoet komen aan de noodgevallen. Zij beschikken niet langer over de nodige tijd om een hoorlijke begeleiding uit te werken.

Wij stellen overigens vast dat de basisopleiding van de maatschappelijke werkers lacunes bevat, die de kwaliteit van het werk beperken. Bovendien leidt de werklast en de complexiteit van het werk in de OCMW's tot een groot verloop binnen de teams.

Sommige OCMW's pogen dat te verhelpen door middel van aanvullende opleidingen die zij meteen bij de aanwerving verstrekken.

Die opleidingen betekenen een grote investering van de opleiders in de organisatie van het werk en in personele middelen. Op dit ogenblik komt die investering volledig voor rekening van de OCMW's.

Fundamenteler gezien, zal men niet tot in het oneindige kunnen tegemoetkomen aan de toenemende vragen, een gevolg van het meestal supranationale economische beleid, door meer middelen uit te trekken om de armoede op te vangen.

Degenen die op een hoger niveau de beslissingen nemen (die tot armoede leiden), hebben immers vaak ook de macht om zich te verzetten tegen de beslissingen die op een lager niveau moeten worden genomen (die noodzakelijk zijn voor de opvang van de slachtoffers van armoede).

Vandaag bedreigt de « liberalisering » de openbare diensten, met inbegrip van de sociale en medische diensten, en ze bemoeilijkt bijgevolg de organisatie van democratische, structurele en duurzame oplossingen die beantwoorden aan de fundamentele criteria inzake gelijke behandeling en non-discriminatie.

We moeten hoe dan ook werken met de middelen waarover we beschikken en wensen enkele voorstellen te doen die tot de bevoegdheidsdomeinen van de verschillende gewestelijke instanties behoren.

#### 2.1.1. Aanwerving van maatschappelijke werkers

De OCMW's moeten beschikken over financiële middelen om meer werknemers in dienst te kunnen nemen, opdat ze hun opdracht efficiënt kunnen blijven uitvoeren. De gewestelijke tegemoetkoming in de loonkosten van de GESCO-betrekkingen verhogen en indexeren zou een maatregel zijn die uitzicht geeft op extra aanwervingen.

Voorts zou er kunnen worden nagedacht over een representatief kader van de realiteit te velde in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

#### 2.1.2. Herwaardering van de functie van maatschappelijk werker in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Er blijven verschillen bestaan tussen de wedden van de maatschappelijke werkers in de verschillende Gewesten. De maatschappelijke werkers die door een OCMW in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden aangeworven, worden minder goed betaald dan hun collega's in het Vlaams of Waals Gewest.

Une revalorisation des salaires permettrait à la fois un attrait des travailleurs vers la Région de Bruxelles-Capitale, mais également une revalorisation des travailleurs qui font face à une charge de travail importante.

### 2.1.3. Formations de base centralisées

Le besoin de formation des travailleurs sociaux étant ressenti par l'ensemble des CPAS, une centralisation de la formation de base du nouveau personnel pourrait soutenir et soulager les centres Bruxellois. A cet effet, l'ERAP pourrait être chargé d'organiser et de dispenser une formation complémentaire, *in situ*, destinée aux assistants sociaux déjà engagés ou qui souhaiteraient postuler au sein d'un CPAS. Le contenu pédagogique devrait être élaboré en étroite collaboration avec les CPAS et éventuellement les écoles sociales afin de pallier les carences constatées et de rencontrer les attentes des CPAS.

### 2.1.4. Le tutorat

L'encadrement des travailleurs sociaux inexpérimentés s'avère indispensable afin de leur permettre d'acquérir progressivement les attitudes, les méthodes et les outils mis à leur disposition.

Cet encadrement n'est pas toujours suffisant, faute de moyens financiers et/ou humains pour le permettre.

Certains travailleurs « chevronnés » disposent pourtant d'une connaissance et d'une expérience pratique qu'ils sont en mesure de transmettre à leurs plus jeunes collègues.

Si l'idée du tutorat n'est pas neuve, elle ne s'assortit aujourd'hui d'aucune valorisation de salaire ou de fonction.

La responsabilité et l'investissement dans une fonction de tuteur ne sont néanmoins pas négligeables et devraient être valorisés.

Dans cet esprit, le tutorat pourrait être proposé en tant que fonction supérieure avec une valorisation salariale significative.

### 2.1.5. Amélioration des outils statistiques

Afin d'améliorer notre approche des réalités de la population, il s'avère indispensable d'améliorer les outils d'analyses statistiques dont nous disposons. Ainsi, des projets tels qu'existant au CIRB visant au développement d'un « data-Warehouse » commun à l'ensemble des CPAS doivent être soutenus.

## 2.2 Collaboration entre les différentes autorités

La concertation et la collaboration existantes gagneraient en efficacité si elles dépassaient la consultation lors d'une prise de décision pour s'étendre à une collaboration sur un plan « technique » et pratique.

En effet, la mise en pratique d'une décision requiert également une collaboration étroite entre et avec les acteurs qui seront chargés de l'application de cette décision. Ce niveau de concertation est actuellement insuffisant et induit des difficultés d'exécution.

Par ailleurs, les CPAS souhaitent que soient mis en place des canaux de concertation visant à remonter facilement et rapidement des constats de terrain aux niveaux décisionnels.

Une telle concertation favoriserait les ajustements politiques en regard de l'évolution (souvent rapide) des situations rencontrées.

Een herwaardering van de wedden zou het Brussels Hoofdstedelijk Gewest niet alleen aantrekkelijker maken voor de werknemers, maar ook de maatschappelijke werkers die met een aanzienlijke werklast kampen, motiveren.

### 2.1.3. Gecentraliseerde basisopleidingen

Aangezien alle OCMW's van oordeel zijn dat de maatschappelijke werkers een opleiding moeten krijgen, zou een centralisatie van de basisopleiding van de nieuwe personeelsleden de Brusselse OCMW's kunnen ontlasten. Daartoe zou de GSOB kunnen worden belast met het organiseren en verstrekken van een aanvullende opleiding *in situ* voor de maatschappelijke werkers die al in dienst zijn of die wensen te solliciteren naar een functie in een OCMW. De pedagogische inhoud zou moeten worden vastgesteld in nauwe samenwerking met de OCMW's en eventueel de sociale scholen, om de vastgestelde tekortkomingen weg te werken en te voldoen aan de verwachtingen van de OCMW's.

### 2.1.4. Mentoraat

Onervaren maatschappelijke werkers moeten begeleid worden, opdat ze geleidelijk de vereiste attitudes en methodes assimileren en leren werken met de ter beschikking gestelde instrumenten.

Die begeleiding is niet altijd voldoende bij gebrek aan financiële of personele middelen.

Sommige « doorgewinterde » maatschappelijke werkers beschikken echter over kennis en praktische ervaring die ze kunnen doorgeven aan hun jongere collega's.

Het idee van mentoraat is niet nieuw, maar gaat vandaag niet gepaard met een herwaardering van de wedde of de functie.

De verantwoordelijkheid en de investering in een functie als mentor valt evenwel niet te verwaarlozen en zou gewaardeerd moeten worden.

In die geest zou het mentoraat kunnen worden voorgesteld als een hogere functie met een significante weddeverhoging.

### 2.1.5. Verbetering van de statistische instrumenten

Om onze benadering van de realiteit waarmee de bevolkingsgroepen geconfronteerd worden te verbeteren, moeten we de statistische instrumenten waarover we beschikken verbeteren. Zo moet er steun verleend worden aan projecten die in het CIBG worden uitgevoerd om een gemeenschappelijke data-Warehouse voor alle OCMW's uit te bouwen.

## 2.2 Samenwerking tussen de verschillende overheden

Het overleg en de samenwerking die al bestaan, zouden efficiënter worden, als ze meer behelzen dan een loutere raadpleging bij een beslissingname en evolueren naar een « technische » en praktische samenwerking.

De uitvoering van een beslissing vereist immers eveneens nauwe samenwerking tussen en met de actoren die dat moeten doen. Op dit ogenblik is dat overleg onvoldoende en leidt het tot problemen met de uitvoering.

Voorts wensen de OCMW's dat er gezorgd wordt voor overlegkanalen om gemakkelijk en snel problemen op het terrein op besluitvormingsniveau te kunnen aanpakken.

Dat overleg zal het gemakkelijker maken om het beleid aan te passen in het licht van de (dikwijls snelle) evolutie van de problemen waarop men botst.

### 3. Conclusions

L'élaboration d'un plan d'action global de lutte contre la pauvreté et la volonté d'une action coordonnée des différentes instances politiques régionales bruxelloises se révèle un défi que les CPAS ne peuvent que soutenir.

Nous saluons également le contenu du document qui recense les différents domaines où une action s'avère nécessaire dans le cadre de la lutte contre la pauvreté.

Nous souhaitons néanmoins insister sur l'importance d'une action structurelle dans des domaines clé et sur la nécessité d'éviter que les moyens financiers, par ailleurs limités, soient investis dans diverses actions de moindre importance et dépourvu d'un impact significatif sur l'ensemble de la situation.

Le groupe de travail Conférence des Présidents et Secrétaires des CPAS de la Région Bruxelles-Capitale et Section CPAS de l'Association de la Ville et des Communes de la Région Bruxelles-Capitale.

29 avril 2010

### 3. Conclusies

Het opstellen van een algemeen actieplan voor de strijd tegen de armoede en de bereidheid om te zorgen voor gecoördineerde acties bij de verschillende Brusselse gewestelijke beleidsorganen is een uitdaging die de OCMW's niet alleen kunnen aangaan.

Wij zijn ook verheugd over de inhoud van het document dat een opsomming geeft van de verschillende domeinen waar een initiatief noodzakelijk is in het kader van de strijd tegen de armoede.

Wij wensen evenwel te benadrukken dat het belangrijk is te zorgen voor structurele initiatieven op sleuteldomeinen en wij willen ook onderstrepen dat het noodzakelijk is om te vermijden dat de financiële middelen, die overigens beperkt zijn, worden geïnvesteerd in uiteenlopende initiatieven die minder belangrijk zijn en die weinig betekenisvolle impact hebben op de gehele toestand.

De werkgroep Conferentie van de Voorzitters en de Secretarissen van de OCMW's van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en Afdeling OCMW's van de Vereniging van de Stad en de Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

29 april 2010

